

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MÉMOIRE PRÉSENTÉ À

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN LETTRES (COMMUNICATION SOCIALE)

PAR

EMMANUELLE COUTU

LA GOUVERNANCE DE LA CULTURE :

LE RÔLE DES FONCTIONNAIRES FÉDÉRAUX ET QUÉBÉCOIS DANS
L'ÉLABORATION ET L'ADOPTION DE LA CONVENTION SUR LA
PROTECTION ET LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ DES EXPRESSIONS
CULTURELLES DE L'UNESCO.

AOÛT 2012

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

« L'enjeu de la diversité culturelle, c'est l'enjeu de l'indépendance d'expression : celle des artistes et des créateurs, mais aussi celle des peuples et des sociétés. »

Renaud Donnedieu de Vabres

Extrait d'une intervention devant le Cercle des Ambassadeurs - 30 septembre 2005

REMERCIEMENTS

L'idée de faire une maîtrise a fait son chemin dans mon esprit grâce aux paroles d'encouragement de mes professeurs à l'Université du Québec à Trois-Rivières. Passionnée par la problématique de la diversité culturelle, j'ai pu tester et renouveler mon intérêt pour ce sujet tout au long des étapes de la recherche.

J'aimerais remercier ma directrice de recherche France Aubin de m'avoir fait tout d'abord découvrir, puis approfondir le dossier de la diversité culturelle, notamment en m'engageant comme assistante de recherche et ensuite en m'invitant à joindre le Centre de recherche GRICIS. Dans son rôle de directrice de recherche, elle m'a encadrée de manière remarquable avec un parfait mélange de rigueur, de conseils et d'écoute.

Ce mémoire n'aurait pas été possible sans la précieuse collaboration des fonctionnaires interviewés. Je tiens à les remercier de tout cœur pour le temps qu'ils m'ont si généreusement accordé et pour avoir accepté de replonger dans des souvenirs qui remontaient tout de même à une dizaine d'années, soit entre 1998 et 2005.

Un merci tout spécial à Mme Line Beauchamp, Mme Marie Malavoy, M. Peter S. Grant, M. Pierre Curzi et M. Ivan Bernier pour avoir accepté de partager avec moi leur expertise au sujet de la Convention, que ce soit en tant que représentants de la société civile, expert-juriste, députée ou ministre. Je leur en suis très reconnaissante car ces entretiens m'ont permis d'avoir un angle d'approche complémentaire dans l'analyse du rôle des fonctionnaires dans le dossier de la diversité culturelle.

Pour avoir pris le temps, en pleine période estivale, de lire et de commenter mon mémoire, j'aimerais remercier Guy Coutu et Elizabeth Coutu, mes premiers lecteurs. Ils m'ont tous deux aidé à peaufiner certains détails dans le texte, et ce, à un moment particulièrement important, c'est-à-dire au moment du « sprint final » précédant le dépôt du mémoire. Finalement, j'aimerais dire merci à mon conjoint et à mon fils qui ont été mes plus fidèles supporteurs, et qui sont maintenant très bien outillés pour expliquer à notre entourage ce qu'est au juste la diversité culturelle...

RÉSUMÉ

La Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO a été adoptée en octobre 2005. Kōichirō Matsuura, alors directeur de l'UNESCO, a reconnu la contribution majeure de la France, du Québec et du Canada dans l'élaboration de ce nouvel instrument juridique international.

Dans ce mémoire, nous avons fouillé la piste des fonctionnaires – moins documentée – pour expliquer le succès du travail qui a mené à la signature de la Convention. Nous avons pensé que les fonctionnaires seraient particulièrement bien placés pour témoigner de l'intérieur des processus qui se mettent en place pour la gouvernance de la culture et des systèmes de communication.

S'inscrivant dans le courant de l'économie politique de la communication, notre étude de cas aborde les concepts de gouvernance, de régulation politique, de culture et de politiques culturelles. Deux dispositifs de recherche ont été utilisés : une analyse de contenu de 114 communiqués de presse gouvernementaux mis en ligne entre 1998 et 2005 ainsi que des entretiens semi-dirigés réalisés auprès de fonctionnaires, députés, ministre et représentants de la société civile ayant été actifs dans ce dossier.

À la lumière de nos résultats, nous sommes en mesure de confirmer que le travail des fonctionnaires québécois et fédéraux dans ce dossier a été marqué par le passage d'un mode de gestion à un autre, soit de la régulation traditionnelle, où les États-nations sont seuls maîtres bord, à la gouvernance, où ils partagent le gouvernail avec d'autres acteurs. Parmi les caractéristiques de la gouvernance qui ont été analysées dans ce mémoire, on retrouve la dénomination des affaires communes, la pluralité et l'hétérogénéité des acteurs et le mode de gestion original et hybride. Il faut cependant apporter une nuance à notre interprétation en précisant que le processus d'élaboration a aussi été l'occasion pour les États-nations de démontrer leur pouvoir de régulation, en choisissant d'élaborer et d'adopter, dans le cadre de l'UNESCO, un instrument juridique international pour encadrer les lois du marché dans le domaine de la culture.

MOTS-CLÉS : Gouvernance, régulation politique, culture, diversité des expressions culturelles, Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, politique culturelle, souveraineté culturelle.

Table des matières

REMERCIEMENTS	3
RÉSUMÉ	4
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	9
LISTE DES TABLEAUX.....	11
INTRODUCTION	12
CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE	14
1.1 Pertinence sociale.....	14
1.2 Pertinence scientifique	23
1.3 Objectif de recherche et question de recherche	24
CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS	25
2.1 Gouvernance	25
2.2 Culture.....	27
2.3 Mondialisation	29
2.4 Régulation politique.....	30
2.5 Souveraineté culturelle.....	31
2.6 Politiques culturelles	32
2.7 Diversité culturelle.....	35
CHAPITRE 3 : CADRE CONCEPTUEL.....	38
3.1 Position épistémologique	38
3.2 Économie politique	38
3.2.1 Les trois approches de l'économie politique internationale	39
3.2.2 Les auteurs-clés de l'économie politique de la communication	42

3.3 Angle d'analyse proposé : les caractéristiques de la gouvernance	43
CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE.....	47
4.1 Analyse de contenu de sources officielles, définition et pertinence	47
4.2 Entretien semi-dirigé, définition et pertinence.....	48
4.3 Délimitation des populations et des corpus	49
4.3.1 Corpus de communiqués.....	50
4.3.2 Corpus de fonctionnaires interviewés.....	50
4.4 Codage des communiqués.....	52
4.5 Grille d'entretien	53
4.6 Dimension éthique	54
CHAPITRE 5 : INTERPRÉTATIONS TIRÉES DES COMMUNIQUÉS	55
5.1 Le repérage des acteurs, des lieux et des événements	55
5.2 Répartition chronologique des communiqués.....	56
5.2.1 Première période (1998-2002)	58
5.2.2 Deuxième période (2003-2005)	62
5.3 L'utilisation du réseau Internet	69
5.3.1 Les sites Internet gouvernementaux sur la diversité culturelle.....	70
5.3.2 Internet comme ressource du pouvoir souple	72
5.4 Synthèse : les caractéristiques de la gouvernance dans les communiqués	73
CHAPITRE 6 : INTERPRÉTATIONS TIRÉES DES ENTRETIENS	76
6.1 Retour sur la méthodologie de recherche.....	76
6.1.1 Le déroulement des entretiens	77
6.1.2 La rédaction des fiches.....	77

6.2 Remise en contexte : l'affaire du <i>Sports Illustrated</i> , l'AMI et les pressions de l'OMC	78
6.3 La dénomination des affaires communes, l'élaboration du concept de diversité (des expressions) culturelle(s)	80
6.3.1 La fixation d'un concept, de l'exception à la diversité des expressions culturelles.....	81
6.3.2 Le transfert d'expertise juridique aux fonctionnaires	83
6.3.3 La publication de rapports fondateurs.....	85
6.4 La pluralité d'acteurs (construction des alliances).....	89
6.4.1 Le réseau interministériel.....	89
6.4.2 Le travail en réseau entre les deux paliers de gouvernement.....	92
6.4.3 Le réseau du RIPC	95
6.4.4 La construction d'alliances entre gouvernement et société civile	98
6.4.5 La construction d'une alliance entre la France et le Québec	100
6.4.6 Le réseau de la Francophonie	101
6.4.7 Le travail en réseau entre les fonctionnaires et les diplomates	103
6.4.8 Le réseau des Coalitions pour la diversité culturelle	104
6.5. Le mode de gestion original et hybride.....	107
6.5.1 La maîtrise du temps.....	107
6.5.2 La maîtrise des lieux	109
6.5.3 La maîtrise de l'action	111
CONCLUSION	116
Les mutations observées	117

Pluralité et hétérogénéité des acteurs	117
L'affaire commune de la diversité culturelle	118
Alliances et travail en réseau	119
Internet	119
Le mode de gestion hybride et original.....	120
Et la régulation?	122
Piste de réflexion : les limites de la Convention.....	124
RÉFÉRENCES	127
ANNEXE A.....	136
ANNEXE B.....	139
ANNEXE C	141
ANNEXE D	145

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

AÉCG :	Accord économique et commercial global
ALE :	Accord de libre-échange
ALENA :	Accord de libre-échange nord-américain
AMI:	Accord multilatéral sur l'investissement
BBC:	British Broadcasting Corporation
CBC:	Canadian Broadcasting Corporation
CDC :	Coalition pour la diversité culturelle
ÉPI :	Économie politique internationale
FICDC :	Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle
GATT :	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i> /Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GATS:	General Agreement on Trade in Services
GCSCE :	Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (SAGIT est l'acronyme anglais)
MAECI :	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada
MCC :	Ministère de la Culture et des Communications du Québec (maintenant MCCCCF)
MCCCCF :	Ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine
MDEIE :	Ministère du Développement économique, de l'Innovation et Exportation

MRI :	Ministère des Relations internationales du Québec
NOMIC :	Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication
OCDE :	Organisation de coopération et développement économiques
OIF :	Organisation internationale de la Francophonie
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONG :	Organisation non gouvernementale
ONU :	Organisation des Nations Unies
PC :	Ministère du Patrimoine canadien
PM :	Premier ministre
RIDC :	Réseau international de la diversité culturelle
RIPC :	Réseau international sur la politique culturelle
SAGIT:	<i>Sectoral Advisory Group on International Trade</i>
SRC :	Société Radio-Canada
TIC :	Technologies de l'information et de la communication
UNESCO :	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ZLEA :	Zone de libre-échange des Amériques

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Répartition des communiqués (1998-2002)

Tableau 2 : Répartition des communiqués (2003-2005)

Tableau 3 : Source des communiqués (1998-2002)

Tableau 4 : Mentions des acteurs dans les communiqués (1998-2002)

Tableau 5 : Source des communiqués (2003-2005)

Tableau 6 : Mentions des acteurs dans les communiqués (2003-2005)

INTRODUCTION

Ce mémoire s'inscrit dans le cadre de la maîtrise en communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Il s'intègre dans le programme de recherche du centre GRICIS, dont nous faisons partie, et qui porte sur la gouvernance des systèmes de communication. Plus précisément, notre recherche vise à mieux comprendre le rôle joué par les fonctionnaires québécois et fédéraux dans l'adoption et l'élaboration de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO³. Étudier le rôle des fonctionnaires permet d'observer le travail d'acteurs traditionnellement associés à la régulation politique dans un dossier de gouvernance. En d'autres termes, il s'agit de voir comment des acteurs qui ont pour fonction d'accompagner et d'appuyer, avec leur expertise, les acteurs politiques (Raboy, 2000) rendent compte de leur contribution dans un nouveau contexte où d'autres acteurs, comme les représentants de la société civile, sont appelés à jouer un rôle important. Nous avons pensé que les fonctionnaires seraient particulièrement bien placés pour témoigner, de l'intérieur, des processus qui se mettent en place pour la gouvernance des systèmes de communication.

Le mémoire comporte quatre grandes sections. Nous exposerons, dans le chapitre de la problématique, les pertinences sociale et scientifique de notre objet d'étude, en traçant un portrait des activités ayant précédé l'adoption de la Convention dans le contexte social et politique canadien et introduirons ensuite notre question et notre objectif de recherche. Dans les deuxième (Recension des écrits) et troisième chapitres (Cadre conceptuel), nous présenterons nos concepts-clés puisés principalement dans l'œuvre d'auteurs issus du courant de l'économie politique de la communication et proposerons le cadre conceptuel choisi pour camper notre recherche et au centre duquel nous retrouverons la notion de gouvernance. Nous présenterons, dans le quatrième chapitre, l'aspect méthodologique du mémoire, c'est-à-dire les dispositifs de recherche utilisés, la délimitation des populations

³ Afin d'alléger le texte, le terme *Convention* sera dorénavant utilisé pour désigner la *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO*.

et des corpus, le codage des communiqués, la grille d'entretien et la dimension éthique de l'étude. Dans un dernier temps, nous interpréterons les résultats que nous avons tirés de l'analyse des communiqués (cinquième chapitre) et des entretiens (sixième chapitre) que nous avons réalisés. Les résultats ont été distribués en deux chapitres correspondant aux deux dispositifs d'enquête retenus. Nous concluons en revenant sur les mutations documentées dans notre recherche et que nous associons à la gouvernance ; sur la persistance de certains éléments relevant de la régulation politique exercée par l'État-nation ; et sur quelques réflexions portant sur les limites de la Convention, inspirées en bonne partie des propos exprimés par les personnes que nous avons rencontrées.

CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Dans ce chapitre, nous définirons notre problématique de recherche. Cette étape est très importante car elle donne à la recherche toutes ses assises, son sens et sa portée. Nous commencerons par présenter la pertinence sociale en nous inspirant d'un fait d'actualité, dans ce cas-ci les négociations d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, sujet qui nous amènera à retracer l'historique du principe de souveraineté culturelle au Canada. Cette section permettra d'illustrer en quoi notre recherche peut apporter un certain éclairage sur les préoccupations des praticiens ou décideurs concernés. Nous présenterons ensuite la pertinence scientifique en nous appuyant sur la lecture des travaux d'autres chercheurs et ce, dans le but de faire ressortir les sujets et les éléments qui ont déjà été approfondis et ceux qui ont été ignorés. Enfin, nous formulerons l'objectif et la question de recherche qui nous serviront de guide tout au long de la recherche.

1.1 Pertinence sociale

Nous tracerons ici un portrait des activités précédant l'adoption de la Convention dans le contexte social et politique canadien. Nous commencerons par exposer un fait de l'actualité qui a grandement attiré notre attention en raison de son lien direct avec l'enjeu de la protection de la diversité culturelle. Ce point d'ancrage nous aidera à retracer, de fil en aiguille, les étapes historiques de l'intervention de l'État dans le secteur de la culture.

L'Accord économique et commercial global

Les négociations menées depuis 2009 (et encore en cours au moment d'écrire ces lignes) entre le Canada et l'Union européenne pour la signature d'un Accord économique et commercial global (AÉCG) ont soulevé de multiples réactions, en raison des différents enjeux qui y sont associés, dont celui de la protection de la diversité culturelle. Comme tous les accords de libre-échange, l'AÉCG vise à libéraliser les échanges, c'est-à-dire à ouvrir le marché des produits et services. Ainsi, l'AÉCG pourrait permettre la libéralisation des secteurs associés à la culture, comme l'édition ou la radiodiffusion, qui cesseraient alors d'être l'objet de l'intervention étatique et deviendraient celui de la loi du

14

marché (Bourgault-Côté, 2010). Ce n'est donc plus l'État qui jouerait un rôle central de régulation, mais les entreprises privées.

Or, certains acteurs de la société civile, comme le Conseil des Canadiens, s'opposent à cet accord : « l'AÉCG constituera une menace pour nos services publics, nos emplois, notre environnement, notre alimentation, notre culture, nos télécommunications, notre eau et nos ressources. » (Conseil des Canadiens, 2010, en ligne). De plus, certains acteurs politiques, comme Louise Beaudoin, alors porte-parole du Parti Québécois en matière de relations internationales, ne croient pas aux bénéfices promis à la suite de la signature d'un tel accord de libre-échange, estimant que « la culture risque encore une fois de servir de monnaie d'échange, ce que la Convention sur la diversité culturelle de l'UNESCO cherchait justement à éviter. » (Beaudoin, 2010, en ligne). Le sénateur Francis Fox, un grand défenseur de l'exemption culturelle, estime lui aussi que l'AÉCG pourrait être dommageable pour la culture au Canada et insiste sur la nécessité de garder les biens et services culturels en dehors des accords de commerce :

Les œuvres qui émanent de nos industries culturelles sont une source profonde de fierté pour tous les Canadiens, et particulièrement pour les Québécois. Elles façonnent notre identité et véhiculent nos valeurs. [...] Il ne faut donc pas hésiter à rappeler au gouvernement canadien son obligation de les protéger adéquatement dans le cadre des négociations de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne et de résister farouchement à toute tentative contraire à nos intérêts. (Fox, 2010, en ligne)

Donc, sept ans après l'adoption de la Convention, la protection de la culture et de sa diversité est encore un enjeu d'actualité.

Les débuts de la radiodiffusion

Il faut dire qu'historiquement le Canada s'est toujours préoccupé de protéger sa culture. Dès le tout début de la radiodiffusion, il a été confronté aux risques posés, en termes culturels, par le voisinage des puissants États-Unis. À cette époque, l'enjeu portait plus spécifiquement sur l'invasion des ondes canadiennes (radio) par du contenu américain. Ainsi, la Commission royale sur la radiodiffusion, mieux connue sous le nom de Commission Aird, déposait en 1929 un rapport qui proposait la mise sur pied d'un service public canadien de radiodiffusion comme contrepoids au contenu provenant des

États-Unis: « At present the majority of programs heard are from sources outside of Canada. It has been emphasized to us that the continued reception of these has a tendency to mould the minds of young people in the home to ideals and opinions that are not Canadian. » (Gouvernement du Canada, 1929: 6). La Commission Aird favorisait un monopole d'État, comme c'était d'ailleurs le cas en Grande-Bretagne avec la British Broadcasting Corporation (BBC). En 1932, la première Loi sur la radiodiffusion canadienne était adoptée. À l'époque, cette nouvelle orientation ne faisait pas l'affaire de l'entreprise privée mais rassurait ceux qui s'inquiétaient de la concurrence américaine et d'une trop grande présence de contenu commercial sur les ondes. Voici un aperçu de ce qu'on pouvait lire dans les journaux à la suite de l'adoption de cette loi :

A radical step was taken in respect of radio broadcasting at the last session of Parliament when an Act was passed giving effect to the principle that 'broadcasting should be placed on a basis of public service' and that the stations providing such service should be owned and operated by one national company organized and controlled by the Government. [...] The outstanding features of the evidence given before the Commission were: (1) the tendency for advertising to bulk too large in the programs offered and (2) the foreign source of the majority of programs. (*Congressional Digest*, 1933: 220).

Dans le même ordre d'idées, en 1959, l'organisme de réglementation de l'époque, le Bureau des Gouverneurs de la radiodiffusion, demandait aux télédiffuseurs de respecter la transmission d'un minimum de contenu canadien sur les ondes afin que le système de radiodiffusion soit « fondamentalement canadien en contenu et en caractères » (Parlement du Canada, en ligne). Selon George (2008), le contenu canadien reste encore aujourd'hui l'un des piliers des politiques de communication au Canada. L'auteur souligne que « la notion de contenu canadien prend tout son sens lorsqu'on la rapporte à la construction d'une identité nationale » (George, 2008, dans Théorêt, 2008 : 254).

La clause d'exemption culturelle

Plus près de nous, les négociations des accords de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et plus tard avec le Mexique, ont ranimé la volonté du Canada d'accorder aux biens et services culturels un traitement particulier dans les traités commerciaux. Dans le

cadre de l'ALENA, le Canada a ainsi obtenu la clause dite de « l'exemption culturelle », visant à exempter les biens et services culturels des traités commerciaux. Cependant, comme le souligne George : « Cette clause d'exemption culturelle n'a toutefois pas été une victoire totale pour le Canada car elle est indissociable d'une clause corollaire de représailles, qui limite la portée réelle de la clause d'exemption » (George, 2003, dans Tremblay, 2003 : 159). Notons qu'en dépit de ces limites, les opposants aux accords commerciaux, en particulier celui de l'AÉCG, continuent de réclamer une clause d'exemption pour la culture.

Les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement

Des débuts de la radiodiffusion à aujourd'hui, la culture a toujours constitué un enjeu important au Canada, et cela a été particulièrement vrai pendant les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) menées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) entre 1995 et 1998. En effet, les réactions des milieux culturels avaient été si fortes que l'accord avait dû être rejeté en 1998. On observait alors les signes d'un passage de la régulation politique à la gouvernance, marqué en l'occurrence par l'influence de nouveaux acteurs, à savoir les investisseurs privés. Rappelons que l'AMI accordait à ces derniers un pouvoir équivalent à celui des gouvernements en leur concédant le droit de contester les décisions des gouvernements, voire d'intenter un procès contre un État :

Ces différends sont, si possible, réglés par voie de négociation ou de consultations. À défaut d'un tel règlement, l'investisseur peut choisir de soumettre le différend pour règlement : aux juridictions judiciaires ou administratives compétentes de la partie contractante qui est partie au différend. (OCDE, Accord multilatéral sur l'investissement, projet de texte consolidé, p.75, en ligne).

L'importance du changement proposé n'échappait ni à ses promoteurs ni à ses détracteurs. Ainsi, Renato Ruggiero, alors directeur de l'OMC, déclarait au sujet de l'AMI lors de la rencontre annuelle de l'organisation en 1996 : « Nous sommes en train de rédiger la constitution d'une économie mondiale unique ». (Conseil canadien pour la

coopération internationale, 1998, en ligne). Pour sa part, Ignacio Ramonet, alors directeur du *Monde diplomatique*, écrivait :

Depuis mai 1995, au sein de l'OCDE, et à l'écart des opinions publiques, se négocie le très important Accord multilatéral sur les investissements (AMI), qui devrait être signé en 1998, et qui vise à donner les pleins pouvoirs aux investisseurs face aux gouvernements. Le désarmement du pouvoir financier doit devenir un chantier civique majeur si l'on veut éviter que le monde du siècle à venir ne se transforme en une jungle où les prédateurs feront la loi. (Ramonet, 1997, en ligne).

Malgré le fait que les négociateurs de l'OCDE tenaient à garder secret le projet de texte consolidé, celui-ci a été diffusé en février 1998 sur différents sites Internet militants puis sur les sites de l'OCDE et du ministère français de l'Économie, intensifiant dès lors la polémique, y compris chez les acteurs politiques (Wallach, 1998, en ligne). L'accord sera finalement abandonné en décembre 1998. Cette tentative de passer d'un mode de régulation étatique à un mode de gouvernance n'a pas été sans conséquence. La négociation de l'AMI a été en effet l'élément déclencheur d'un vaste mouvement de mobilisation au sein de la société civile et a attiré l'attention de la classe politique, notamment en France et au Canada. Les représentants des milieux culturels, les syndicats d'artistes ainsi que les ministres de la Culture s'opposaient à la libéralisation des services culturels et aux investissements étrangers dans le secteur de la culture.

La création des groupes de défense de la diversité culturelle

C'est dans ce contexte politique mouvementé que la Coalition pour la diversité culturelle (CDC) a été créée au Québec en juin 1998, pour ensuite prendre de l'ampleur en ralliant les associations culturelles à l'échelle canadienne en novembre 1999. Son but était de canaliser les objets de lutte des différents regroupements d'artistes au Canada et de promouvoir la mise sur pied d'un outil de droit international qui protégerait le secteur culturel des transactions en cours à l'OMC. Les principes défendus alors par les membres de la Coalition pour la diversité culturelle étaient les suivants:

Selon les membres de la Coalition, la diversité culturelle est un droit fondamental et les États doivent en assurer la sauvegarde et la promotion. Il leur paraît essentiel que les États et gouvernements aient entière liberté d'adopter les politiques nécessaires au soutien de la diversité des expressions culturelles. Par conséquent, la Coalition défend

le principe suivant : les politiques culturelles ne doivent pas être soumises aux contraintes des accords de commerce international. (Coalition canadienne pour la diversité culturelle, en ligne).

La ministre de la Culture de l'époque, Louise Beaudoin, avait applaudi cette initiative : « La Coalition pour la diversité culturelle sera prochainement un précieux allié au cours des débats cruciaux qui continueront d'entourer la question. » (Beaudoin, 1998, en ligne).

Parallèlement à cette effervescence observée au sein de la société civile et à l'intérêt manifesté par des acteurs politiques du Québec et du Canada, un comité était constitué en 1998 au palier fédéral par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : le Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) – Industries culturelles (mieux connu sous son acronyme anglais SAGIT). Ce comité déposait en 1999 un rapport, *La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation: Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce*, dans lequel il suggérait la création d'un « nouvel instrument international » pour compenser les initiatives de l'OMC dans le domaine des politiques culturelles (Gouvernement du Canada, ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, en ligne). La ministre fédérale de la Culture, Sheila Copps, mettait sur pied en 1999 le RIPC (Réseau international sur la politique culturelle) afin d'accroître l'appui à la diversité culturelle et de promouvoir la culture en tant que composante clé du développement. Ce réseau était formé des ministres de la Culture d'une vingtaine de pays, ministres qui, depuis, se rencontrent annuellement.

Du côté du gouvernement du Québec, Lucien Bouchard et Lionel Jospin et décrétaient en 1998 la création du Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle. Ce groupe était coprésidé par Catherine Lalumière pour la partie française et Marie Malavoy pour la partie québécoise. Il était composé d'une dizaine de fonctionnaires québécois et français, de représentants de la Coalition pour la diversité culturelle et d'Ivan Bernier, juriste québécois expert sur les questions de commerce et de culture. En 2002, le groupe publiait un rapport qui s'intitulait *Évaluation de la faisabilité juridique d'un instrument*

international sur la diversité culturelle (Bernier et Ruiz-Fabri, 2002, en ligne), rapport qui sera fort utile pour la suite des choses.

Outre cette initiative québécoise en faveur d'un nouvel instrument international pour la culture, on note que Louise Beaudoin, alors ministre des Relations internationales, défendait elle aussi la nécessité de mettre en marche le projet de convention internationale: « Il s'agit de reconnaître aux États et gouvernements le droit d'utiliser des mesures tels le soutien à la création par des subventions, les accords de coproduction, les quotas de diffusion et le maintien des services publics de radio et de télédiffusion ». (Beaudoin, 2003, dans Tremblay, 2003 : 12). La ministre appuyait fortement la mise sur pied d'un instrument international contraignant en matière de diversité des expressions culturelles, instrument qui consacrerait le droit d'intervention des États en matière culturelle.

Ainsi, tant sur les scènes politiques provinciale et fédérale que dans l'espace public où s'exprimait la société civile, nous assistions entre 1998 et 2005 à un fort mouvement de mobilisation.

Le débat culture versus commerce à l'UNESCO

Sur le plan idéologique, deux visions s'affrontent à l'échelle mondiale, souvent résumées par l'opposition entre la culture et le commerce. Contrairement à des pays comme la France et le Canada qui souhaitent protéger leur secteur culturel des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les États-Unis considèrent les biens culturels comme des industries du « divertissement » et non comme des biens porteurs de symboles et d'identité pour une nation. L'affrontement entre les visions culturelle et commerciale s'exprime dans d'autres organisations internationales, qui n'ont pas pour objectif le développement des échanges commerciaux par ailleurs. C'est entre autres le cas au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), qui a pour objectif de promouvoir la coopération internationale entre les 193 délégations permanentes à travers l'éducation, les sciences naturelles, les sciences sociales et humaines, la culture et la communication.

Rappelons que les États-Unis avaient claqué la porte de l'UNESCO en 1984 en réaction au dépôt du rapport MacBride⁴ et au projet de Nouvel Ordre Mondial de l'Information et de la Communication (NOMIC) qui allaient selon eux à l'encontre de la doctrine du *Free flow of information* ou de la « libre circulation de l'information ». La doctrine en question prône l'élimination de toute barrière pouvant entraver la recherche, la réception et la diffusion des informations et des idées tant à l'intérieur des États qu'en dehors de leurs frontières et avait donc été opposée au projet recommandant, entre autres choses, l'intervention de l'État pour rééquilibrer les flux d'informations entre le Nord et le Sud. Ainsi, en raison des tensions évidentes entre pays occidentaux et pays non alignés, favorables au rééquilibrage des flux d'informations, cette période avait été particulièrement difficile pour l'UNESCO.

Une dizaine d'années plus tard, la culture était remise à l'ordre du jour de l'UNESCO avec le dépôt en 1995 du rapport intitulé *Notre diversité créatrice*. Dans ce document, le directeur Javier Pérez de Cuéllar soulignait l'urgence de se poser de nouvelles questions et de reformuler les anciennes. Par exemple : « Quels sont les facteurs culturels et socioculturels qui influent sur le développement ? Quel impact le développement économique et social a-t-il sur la culture ? Comment combiner les aspects positifs d'une culture traditionnelle avec la modernisation ? » Ce rapport a eu un impact considérable sur les représentants politiques, notamment par la définition plus large du concept de culture et en suggérant de repenser les politiques culturelles.

Dans le sillage du rapport *Notre diversité créatrice* (1995), une étape importante était franchie en 2001 avec l'adoption de la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle* lors de la 31^e session de la Conférence générale de l'UNESCO⁵. Ce texte étant cependant

⁴ Seán MacBride assume la présidence d'une commission internationale entre 1977 et 1980 pour étudier les problèmes de communication à l'échelle mondiale. Un rapport est rédigé, puis déposé en 1980. Intitulé *Voix multiples, un seul monde*, ce rapport propose un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

⁵ La Conférence générale de l'UNESCO se compose des représentants de tous les États membres de l'Organisation. Sont également invités à participer, en tant qu'observateurs, des États non membres, des organisations intergouvernementales, des organisations non gouvernementales et des fondations. Cette

21

non contraignant sur le plan de la loi, il fallait donc poursuivre la démarche pour concrétiser la mise sur pied d'un outil qui le soit. Après un intense travail d'élaboration de quatre ans, les États membres votaient en faveur de la Convention dans le cadre de la 33^e session de la Conférence générale tenue en octobre 2005 à Paris. La Convention est entrée en vigueur en mars 2007 après avoir atteint le seuil des trente ratifications. Au moment où nous rédigeons ces lignes, la Convention a été ratifiée par 123 États. Elle est cependant boudée par les États-Unis et Israël, qui privilégient le jeu de l'offre et la demande pour régulariser le marché des biens et services culturels.

Après presque vingt ans d'absence, les États-Unis avaient finalement réintégré l'UNESCO en 2003.⁶ Même absents de la table, les États-Unis avaient cependant exprimé leur désaccord en 2001 lors de l'adoption de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle. Cette déclaration représentait selon eux « une attaque contre les règlements du commerce international établis par l'OMC et comme une tentative de protection contre les produits américains » (Frau-Meigs, 2004 : 875). Malgré cette opposition des États-Unis, la Convention a été adoptée en 2005 par une majorité des États membres de l'UNESCO. La Convention est souvent présentée comme un contrepoids à l'idéologie néolibérale prônant la libéralisation des marchés. Elle réaffirme la souveraineté culturelle des États, c'est-à-dire leur droit de protéger et de promouvoir la diversité des expressions culturelles, y compris les leurs. C'est précisément ce droit qui est en jeu dans la négociation de l'exception culturelle de l'AÉCG.

rencontre est prévue tous les deux ans. Chaque État y dispose d'une voix. La Conférence générale détermine l'orientation et la ligne de conduite générale de l'UNESCO et l'adoption du programme et du budget de l'UNESCO pour les deux années suivantes. (<http://www.unesco.org>)

⁶ Revirement majeur lors de la Conférence générale de l'UNESCO en octobre 2011 : à la suite du vote d'une majorité des États membres favorable à l'adhésion de l'État palestinien à l'UNESCO, le gouvernement des États-Unis a encore une fois retiré son financement, soit l'équivalent de 22 % du budget de l'organisation. Voir l'article du journal *Libération* du 30 octobre 2011, disponible en ligne à : <http://www.liberation.fr/monde/01012368864-les-usa-suspendent-leurs-versements-a-l-unesco-apres-l-adhesion-de-la-palestine>

1.2 Pertinence scientifique

Après avoir lu les principaux ouvrages relatant l'élaboration de la Convention (Gagné, 2005; Théorêt, 2008; Lemieux, 2006; Lachapelle, 2008), nous constatons que la problématique est souvent réduite à la vision d'un seul type d'acteur, soit la société civile ou les acteurs politiques, et qu'il est plus rare de trouver un angle d'analyse ciblant l'interaction entre ces deux types d'acteurs. Nous avons aussi constaté en lisant les articles de journaux traitant de la Convention que le travail réalisé par les fonctionnaires canadiens a été beaucoup moins documenté que le travail des ministres, ces derniers étant plus naturellement portés à l'avant-scène (Boileau, 2005; Brunet, 2005; Castonguay, 2005; Cassivi, 2005).

Pourtant, Raboy avance que les fonctionnaires des ministères engagés dans les secteurs de la culture et des communications jouent un rôle privilégié dans la préparation des textes juridiques (Raboy, 2000 : 126). L'auteur souligne le fait que les fonctionnaires doivent posséder des connaissances spécialisées et une grande maîtrise des dossiers pour assurer l'avancement des travaux. Or, cette expertise est plus difficile à développer chez les acteurs politiques plus directement concernés par des fonctions de représentation auprès des électeurs (députés, ministres, premier ministre). Dans les dossiers de grande envergure, ce sont donc les ministres qui sont les plus visibles, alors que le travail des fonctionnaires reste plus souvent qu'autrement négligé par la couverture médiatique. Il en est de même en recherche.

Pour combler cette lacune, nous proposons d'étudier le rôle d'acteurs traditionnels de la régulation – les fonctionnaires – dans le contexte du passage à la gouvernance, dans lequel ils sont censés partager les fonctions décisionnelles avec un nombre accru d'acteurs. En effet, si des auteurs comme Graz (2002, 2006) ont entrepris de documenter l'influence d'acteurs non étatiques, comme les entreprises privées ou les agences de notation, et que d'autres, comme le groupe de recherche de Dezalay, étudient la contribution des experts juridiques dans les révolutions de palais (Dezalay et Garth, 2002), à notre connaissance, personne ne s'est encore penché sur le rôle d'acteurs actifs à

la fois dans le processus traditionnel de régulation de l'État-nation et dans la gouvernance. Baron (2003) définit la gouvernance comme la manière de gouverner, en favorisant un mode de gestion des affaires original dans un environnement marqué par une pluralité d'acteurs. Nous pensons que les fonctionnaires sont particulièrement bien placés pour témoigner de l'intérieur des processus qui se mettent en place pour la gouvernance de la culture.

1.3 Objectif de recherche et question de recherche

En faisant l'historique des événements qui ont façonné ou modifié l'équilibre entre culture et commerce à l'échelle nationale et internationale, nous avons pu mettre en contexte la montée d'une forte mobilisation en faveur de la création d'un nouvel instrument international pour protéger la culture. Parce qu'ils tenaient à conserver leur droit d'adopter des politiques dans le secteur de la culture, les gouvernements du Québec et du Canada ont beaucoup travaillé à l'élaboration et à l'adoption de la Convention dans un contexte souvent qualifié de mondialisation mais auquel nous avons voulu associer plus précisément le passage de la régulation politique à la gouvernance.

La présente recherche a comme objectif d'analyser et de documenter le travail des fonctionnaires québécois et canadiens, des acteurs traditionnels de la régulation, entre 1998 et 2005. Nous pensons que le fait d'étudier leur contribution propre nous permettra du même coup de comprendre la gouvernance en action, c'est-à-dire la répartition du pouvoir entre différents acteurs, dont certains peuvent être qualifiés de traditionnels et d'autres, de nouveaux acteurs, comme c'est le cas de la société civile.

Notre question de recherche est donc la suivante : « Dans le contexte du passage de la régulation à la gouvernance de la culture, quel a été le rôle des fonctionnaires québécois et fédéraux dans le processus d'élaboration menant à l'adoption de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO ? »

Ainsi, notre recherche nous permettra d'approfondir nos connaissances au sujet de la gouvernance et des multiples facettes du travail réalisé par les fonctionnaires québécois et fédéraux dans le dossier de la diversité culturelle.

CHAPITRE 2 : RECENSION DES ÉCRITS

Nous présenterons dans ce chapitre les concepts-clés de notre recherche. Ils seront utiles pour comprendre le choix du cadre conceptuel présenté dans le chapitre suivant et nous serviront également à étayer notre analyse lors de l'interprétation des résultats. Nous développerons dans cette section les concepts de gouvernance, de culture, de mondialisation, sans oublier d'aborder la régulation politique, les politiques culturelles, la souveraineté culturelle et la diversité culturelle.

2.1 Gouvernance

Nous avons évoqué précédemment la pertinence d'étudier le rôle des acteurs traditionnels de la régulation dans le contexte du passage à la gouvernance, où les acteurs politiques sont censés partager les fonctions décisionnelles avec un nombre accru d'acteurs. Pour les besoins de la présente recherche, nous mettrons l'accent sur ce qui la distingue de la régulation politique.

Pour Baron (2003), la gouvernance consiste en « l'art ou la manière de gouverner, en favorisant un mode de gestion des affaires original dans un environnement marqué par une pluralité d'acteurs (une firme, un État, une collectivité locale, une organisation non gouvernementale, une association ou une instance internationale) qui disposent, chacun à des degrés divers et de façon plus ou moins formelle, d'un pouvoir de décision. » (Baron, 2003 : 330). D'après cette auteure, le recours au terme de gouvernance s'est imposé en raison du passage d'une structure hiérarchique du pouvoir – plus près de la régulation – à une structure de type réseau. « La gouvernance correspond à une forme intermédiaire, de type réseau, ce qui permet d'insister sur le rôle d'acteurs hétérogènes tant du point de vue de leurs modes de fonctionnement que de leurs objectifs, de leurs sources de légitimité et de leurs relations au politique » (Baron, 2003 : 342).

Plusieurs auteurs soulignent cette caractéristique de réseau. Pour Morata (2004), la gouvernance se définit comme « un réseau complexe de relations horizontales et verticales », appelée gouvernance à niveaux multiples, qui consiste en l'existence de compétences se recoupant entre les divers niveaux de gouvernement et l'interaction des

acteurs politiques à travers ces niveaux. Morata amène une perspective critique intéressante en soulignant que le concept de gouvernance est aussi « un concept normatif visant à améliorer le fonctionnement, de plus en plus contesté, de la démocratie dans les pays occidentaux » (Morata, 2004 : 95).

Cette idée de « réseau » reliée au concept de gouvernance revient aussi chez Canet (2004), pour qui les niveaux de responsabilité partagée se multiplient en même temps que s'efface la frontière entre les secteurs privé et public. Comme le dossier de la Convention porte sur le droit des États d'adopter des politiques culturelles (nous y reviendrons plus loin), nous avons trouvé très pertinente l'explication donnée par Canet concernant les liens unissant la gouvernance et l'élaboration des politiques publiques :

Le concept de gouvernance suppose l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques, centrés sur la négociation, tout comme de nouvelles manières de les mettre en œuvre, notamment par le biais de partenariats. Ce concept conduit donc à repenser les relations entre les différents acteurs économiques, sociaux et politiques sur le mode d'une interaction se fondant sur le principe de relativisation de la puissance publique à différents niveaux, local, national et international. (Canet, 2004 : 1)

Graz s'est intéressé au concept de gouvernance dès 1999 et a publié de nombreux ouvrages sur le sujet, en étudiant notamment la notion de « gouvernance hybride du commerce mondial » à l'OMC. Selon lui, le concept de gouvernance s'est progressivement imposé pour appréhender les nouveaux mécanismes du monde contemporain en raison de l'emprise croissante des phénomènes diffus associés à la mondialisation, ces phénomènes dépassant l'espace de souveraineté propre à l'action de l'État. Graz (2010) affirme que, contrairement aux premières générations de travaux sur la mondialisation qui insistaient sur la perte de pouvoirs des États face « à la toute-puissance des marchés », les travaux plus récents mettent plutôt l'accent sur le fait que la mondialisation est l'expression conjointe de l'État et du marché, du public et du privé, des logiques nationales et transnationales.

L'auteur estime qu'il faut aller au-delà de l'analyse du rôle des États sur la scène internationale, en élargissant le champ d'analyse de manière à appréhender l'influence

politique d'un plus grand nombre d'acteurs et de mécanismes de transformation à l'échelle internationale. Pour Graz, la nouvelle relation qu'entretiennent à l'échelle internationale les acteurs non étatiques avec le politique contribue à façonner une autorité hybride : « auparavant marginale et nourrie par la confrontation [...]. Elle se trouve aujourd'hui centrale et fondée sur des principes de complémentarité, de légalité et de subsidiarité ». (Graz, 2010 : 42)

La définition de la gouvernance qui circule le plus souvent est celle qu'en a donnée la Commission de la gouvernance globale (1999) selon laquelle elle serait « la somme des pratiques par lesquelles individus et institutions, tant privées que publiques, gèrent leurs affaires communes. » (Commission de la gouvernance globale, 1999, s.p.). Notons que la gouvernance est souvent qualifiée de globale ou de mondiale lorsqu'elle se propose de répondre à des enjeux planétaires ou lorsqu'elle concerne des accords commerciaux multinationaux, comme c'est le cas ici, mais qu'elle existe aussi au niveau local (interne). Il faut mentionner enfin qu'en dépit du fait que le texte de la Convention n'évoque pas directement la notion de gouvernance, il constitue selon la Communauté européenne (s.d.): « la base d'un nouveau pilier de gouvernance mondiale en matière culturelle ».

2.2 Culture

Dans le vaste ensemble des affaires communes qu'est appelé à gérer la gouvernance (Commission), nous avons choisi la culture comme objet d'étude, plus précisément le processus d'élaboration d'un instrument international sur la diversité culturelle.

Le concept de culture est polysémique. À preuve, les anthropologues américains Kroeber et Kluckhohn (1952) ont recensé plus de quatre cents définitions du concept de culture, faisant référence tantôt aux « chefs d'œuvre de l'humanité » selon une conception classique, tantôt à une définition anthropologique du terme. Nous nous appuierons sur ces deux grandes acceptions pour définir la culture : la vision anthropologique et la vision classique.

Il faut savoir que ces deux manières de concevoir la culture n'incluent pas les mêmes éléments : alors que la vision classique – parfois qualifiée d'élitiste – est associée aux beaux-arts et aux œuvres de l'esprit, la vision anthropologique désigne plutôt la culture comme étant l'ensemble des manières de vivre d'une société. Regourd (2004) met en relief la problématique soulevée par ces deux visions: « La controverse surgit cependant quant à la délimitation de la « zone grise », sinon de la frontière, entre culture légitime et culture anthropologique » (Regourd, 2004 : 29).

Délaissant la vision classique de la culture, Saint-Pierre (2004) estime qu'une conception de la culture au sens plus « extensif » et anthropologique est celle qui tend à être la plus significative au Québec depuis les années 1960. Elle résume ce large spectre de définitions de la culture : « la notion de culture alterne donc entre un sens total ou existentiel et un sens résiduel ou institutionnel » (Saint-Pierre, 2004, dans Grenier, 2004 : 232).

Pour les Mattelart, qui s'inspirent de Raymond Williams, « la culture est ce processus global à travers lequel les significations sont socialement et historiquement construites; la littérature et l'art ne sont qu'une partie de la communauté » (Mattelart Armand et Michelle, 1995 : 59). Dans la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle, la culture est définie comme « l'ensemble des traits distinctifs spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social et englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les façons de vivre ensemble, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. » (UNESCO, 2001, en ligne). Ces deux définitions illustrent bien l'élargissement du champ de la culture exprimé par la vision anthropologique. Vue sous cet angle, la culture ne se limite pas à la dimension matérielle des biens produits par les différentes industries culturelles (films, livres, musique, etc.) et aux beaux-arts, mais peut être abordée dans une perspective plus large en tenant compte de sa dimension symbolique et immatérielle.

2.3 Mondialisation

Afin d'éviter toute ambiguïté quant au sens que nous donnons au terme « mondialisation », nous différencierons les termes de « mondialisation » et de « globalisation » (*globalization*). Nous expliquerons ensuite notre choix de définition en nous appuyant sur les définitions proposées par Mattelart (2002) et Beck (2000).

Armand Mattelart (2002) explique que le terme « globalisation » est souvent perçu comme synonyme de « mondialisation », à la seule différence que le premier serait d'origine anglo-saxonne et que le second se déclinerait dans toutes les langues latines. L'auteur souligne cependant que le terme « globalisation » a une connotation plus hégémonique et uniformisante. Ainsi définit-il la globalisation comme « le processus de dérèglementation (qui) prélude à une mutation profonde du modèle économique et social [...] Elle a pour ambition de couvrir le processus d'unification du champ économique et, par extrapolation, de rendre compte de l'état général de la planète. » (Mattelart, 2002 : 81). L'auteur insiste sur le fait que ce mot est « piégé » et entre dans la catégorie du « langage fonctionnel » qualifié de « prêt-à-porter idéologique qui dissimule les désordres de l'ordre mondial » (Mattelart, 2002 : 99).

Parce que la mondialisation serait déjà ancienne, certains auteurs préfèrent mettre l'accent sur son accélération. C'est le cas de Thomas Paris :

Le processus de mondialisation n'est certes pas nouveau, notamment dans la culture, mais il a connu une accélération intense ces dernières années en même temps qu'il changeait de nature. La mondialisation est aujourd'hui géographique, économique, politique et réglementaire mais aussi socioculturelle, ce que traduit l'affirmation d'une culture globale, à base de *Harry Potter*, de Madonna, du *Seigneur des anneaux*, de la Star Academy, de la Champion's League, de McDonald et d'Ikea (Paris, 2010 : 45).

Selon Beck (2000), la mondialisation est un processus irréversible en raison notamment de l'expansion géographique et de la densité croissante du commerce international, des réseaux de marchés financiers, du pouvoir grandissant des entreprises transnationales et de l'évolution continue des technologies de l'information et de la communication. La mondialisation (*globalization*) désigne « the processes through which sovereign nation

states are criss-crossed and undermined by transnational actors with varying prospects of power, orientations, identities and networks. » (Beck, 2000 : 11).

Cette conception de la mondialisation rejoint l'idée d'hétérogénéité des acteurs participant au processus décisionnel, une caractéristique de la gouvernance.

2.4 Régulation politique

Pour mieux cerner le rôle des fonctionnaires québécois et fédéraux dans le dossier de la Convention, il faut se pencher sur l'intervention de l'État, en insistant sur les mutations observées dans ce domaine depuis un demi-siècle et particulièrement depuis les vingt dernières années. Ces mutations ont été résumées plus tôt dans notre texte par l'expression du passage de la régulation à la gouvernance.

Au Canada, c'est l'intérêt public qui légitime l'intervention de l'État face aux initiatives des entreprises commerciales. Selon Lacroix et Tremblay (1997), l'État constitue le pivot central de la régulation politique, concept qui est défini comme un processus complexe impliquant une multiplicité d'acteurs et d'institutions, tant publics que privés. Dans le domaine de la culture et de la communication, l'État détient un rôle à la fois structurant et stratégique : « structurant, en raison de la législation mise en place pour définir les règles du jeu et stratégique, à cause de ses nombreuses interventions de soutien, notamment auprès des industries culturelles canadiennes » (Lacroix et Tremblay, 1997 : 153). C'est donc la nature structurante qui délimite en partie la distinction entre la régulation et la gouvernance. Il existe dans les deux cas une pluralité d'acteurs, mais alors que dans le premier cas l'État joue un rôle structurant, dans le second il est « structuré » pour ainsi dire par le jeu des différents acteurs et en particulier par le marché.

Avec l'accélération de la mondialisation, le rôle de l'État dans la gestion des affaires publiques tend en effet à se modifier : les entreprises transnationales et multinationales deviennent des acteurs importants dans le processus de négociation des lois et règlements touchant aux échanges entre pays. Raboy (2003) avance que les États-nations doivent de plus en plus partager leur souveraineté avec d'autres acteurs, même si le système international des États-nations reste encore le principal mode d'organisation et de

représentations politiques tant sur le plan national qu'international. Ce qui fait que l'accélération de la mondialisation a des répercussions sur le rôle de l'État en matière de culture. Selon Raboy, Bernier, Sauvageau et Atkinson (1994) :

Le contexte de la mondialisation économique pose un défi inouï aux politiques publiques dans le domaine de la culture, dans la mesure où l'équilibre fragile entre économie et culture, jadis assuré par l'État, est remis en question. Loin d'indiquer que l'État n'a plus un rôle à jouer dans ce contexte, les impératifs du développement culturel exigent une approche dynamique aux politiques publiques. L'enjeu démocratique du développement culturel est de rétablir le droit des citoyens à contribuer à la vie publique et, dans ce sens, de promouvoir l'accès et la participation à la sphère culturelle qui est de plus en plus centrée dans les médias. (Raboy, Bernier, Sauvageau, Atkinson, 1994, en ligne)

Certains auteurs, comme Baron (2003), estiment qu'il faut repenser et actualiser notre conception du rôle de l'État; il faut désormais parler de gouvernance et non plus de gouvernement (ou de régulation) pour marquer le déplacement du pouvoir politique de l'État à une pluralité d'acteurs. Nous y reviendrons plus longuement au moment de présenter notre cadre conceptuel.

2.5 Souveraineté culturelle

Depuis le premier Accord général sur les tarifs et le commerce/*General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT) adopté en 1947 par 23 pays, dont le Canada, les négociations commerciales multinationales ont toujours pris en considération le fait que les produits culturels constituaient un type spécifique de biens et de services exigeant leur propre ensemble de règles. Ainsi l'accord de 1947 comprenait-il une clause fixant des quotas d'importation de films étrangers.

Malgré le fait que le Canada ait adhéré à diverses ententes commerciales internationales et à de nouvelles structures de gouvernance comme l'ALENA et l'OMC, le gouvernement canadien a toujours défendu son droit de poursuivre des objectifs non économiques dans ses politiques publiques (Raboy, 2003 : 106). Les biens et services culturels sont régis par l'État (État québécois et État canadien) avec des politiques culturelles, qui représentent l'instrument privilégié de l'État en matière de régulation politique de la culture. Les politiques culturelles jouent donc un rôle important pour

assurer la souveraineté culturelle du Canada, que le gouvernement du Canada définit comme « la latitude requise pour favoriser la création, la diffusion et la conservation de la production culturelle nationale et l'accès à cette production sur l'étendue de son territoire. » (Gouvernement du Canada, en ligne). Afin d'« assurer son avenir culturel », le Canada doit donc garder la faculté d'adopter un ensemble de lois et politiques et de mettre en place des institutions et des programmes visant à appuyer les mesures culturelles.

2.6 Politiques culturelles

Selon Azzaria (2006), les politiques publiques de l'État procurent un arrière-fond qui nous permet de mieux comprendre les motivations de l'État en matière de culture. Il explique que l'action de l'État dans le secteur de la culture repose sur la certitude « de faire de la culture une question d'intérêt public, de sortir le vaste secteur des arts du domaine privé et d'élever la teneur des enjeux au rang des préoccupations étatiques. Il faut alors parler de culture comme une valeur partagée par la majorité » (Azzaria, 2006 : 30). Azzaria définit les politiques culturelles comme « les mesures mises en place par un État pour légiférer sur les arts, les lettres et les industries culturelles. » (Azzaria, 2006 : 13).

Bellavance (2000) distingue deux logiques d'action en ce qui concerne les politiques culturelles : la démocratisation de la culture et la démocratie culturelle. D'un côté, la démocratisation a été pensée en fonction des besoins et des attentes tant des artistes que des milieux professionnels de la culture. Elle met l'accent sur la professionnalisation des métiers artistiques, sur le soutien aux organisations professionnelles mais aussi sur la diffusion des œuvres et des produits, en d'autres termes, l'accès à la culture. Les programmes de subventions de Téléfilm Canada destinés aux projets cinématographiques illustrent bien cette logique. On peut lire sur le site de l'organisme que sa mission « est de favoriser et encourager la croissance de l'industrie audiovisuelle canadienne en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant son succès ». Sous la rubrique *vision*, il est écrit : « Des auditoires de partout exigeant du contenu multi-écrans canadien accessible partout en tout temps accessible sur toutes les plateformes. »

(Téléfilm Canada, en ligne). Les deux objectifs de soutien et de diffusion sont bien intégrés, l'objectif de diffusion se rapprochant par ailleurs de l'idée d'accès à la culture.

Selon Bellavance, la démocratie culturelle est une logique d'action orientée vers la population. Elle favorise une plus grande participation des citoyens à la vie culturelle, non pas comme consommateurs mais comme producteurs de culture. Cette logique d'action peut être illustrée par l'exemple de l'instauration récente par le gouvernement fédéral d'un crédit d'impôt destiné aux familles, visant à couvrir une partie des coûts rattachés aux activités culturelles d'un enfant (cours de musique, cours de danse, pratique d'un sport, etc.).

On ne retrouve pas chez Azzaria (2006) la logique de la démocratie culturelle. Celui-ci parle plutôt de « motifs usuels » qui sous-tendent les politiques culturelles. Les motifs qu'il présente sont au nombre de trois : la démocratisation (l'accès à la culture), le soutien aux artistes et la question de l'identité nationale. En ce qui a trait à la démocratisation de la culture, l'auteur explique qu'une politique culturelle doit chercher « à rendre la culture accessible au plus grand nombre possible de citoyens » (Azzaria, 2006 : 11). Toujours selon Azzaria, le motif de soutien aux artistes est centré sur la protection des droits des créateurs de culture. La loi sur le droit d'auteur en est un bel exemple.

Azzaria souligne la tension entre les motifs d'intervention :

Les principaux motifs d'agir du ministère de la Culture et des Communications – la démocratisation de la culture et le soutien aux artistes et aux interprètes – se dressent dos à dos, existent indépendamment. La tension entre ces deux pôles se repère dans les politiques d'orientation ainsi que dans les lois et ne se résorbe qu'à travers un mécanisme de cogestion, par lequel les intervenants du milieu culturel négocient eux-mêmes les modalités d'apaisement de cette tension. L'État peut alors affirmer [...] vouloir à la fois démocratiser la culture et aider les auteurs et les interprètes, sans se soucier de la cohérence de son action. (Azzaria, 2006 : 9).

Toujours selon cet auteur, la notion d'identité s'exprime dans les politiques culturelles par la volonté de protéger et de promouvoir une culture. Il expose en quoi la vision des deux paliers de gouvernement diffère quant à la question identitaire :

Au Québec, l'identité sert généralement le discours dirigé contre ce qui est perçu comme une entrave à la capacité de légiférer pleinement, que ce soit la Constitution canadienne ou des ententes internationales sur le commerce. Au Canada par contre, l'identité est placée plus explicitement au cœur des motifs d'intervention et l'argument a servi à maintes reprises à orienter l'action de l'État. (Azzaria, 2006 : 31)

Nous pourrions expliquer cette différence de points de vue par le fait que le Québec, en raison de sa singularité linguistique, souhaite protéger sa culture face à un grand bassin de culture anglo-saxonne, alors que le Canada cherche depuis près d'un siècle à affirmer son identité culturelle face aux États-Unis.

Lacroix et Tremblay (1997) présentent les motifs d'intervention de l'État dans le champ culturel de façon un peu différente, en remontant aux fondements idéologiques de l'État-Providence, présenté comme « une formidable tentative de mise en place d'un système d'assurance collective devant mettre les citoyens à l'abri du besoin, de redistribution de la richesse collective et de réduction des inégalités sociales devant assurer à tous des services considérés comme essentiels. » (Lacroix et Tremblay, 1997 : 154). Les deux auteurs soutiennent que l'État doit protéger la culture des insuffisances du marché, plus précisément des *externalities*, c'est-à-dire des facteurs dont le marché ne tient que très peu compte dans le processus de détermination des prix :

La culture elle-même peut bien sûr être considérée comme une *externality* dont la valeur n'est pas prise en compte dans le calcul des coûts et des prix. Sa contribution au renouvellement de la main d'œuvre, à la motivation et au bien-être général des individus, est indispensable au bon fonctionnement de l'économie comme de l'ensemble de la société. Comme les entreprises n'en assument généralement pas les coûts, l'État est justifié de compenser cette lacune par ses interventions directes. (Lacroix et Tremblay, 1997 : 155).

Les gouvernements du Québec et du Canada tiennent à conserver le droit d'établir des politiques en matière de culture (Azzaria, 2006; Bellavance, 2000; Lacroix et Tremblay, 1997), que ce soit pour atteindre les objectifs de démocratie culturelle, d'un plus grand accès aux œuvres ou encore de soutien aux artistes. Par conséquent, les deux paliers gouvernementaux ont été très impliqués dans les travaux de préparation d'un instrument international qui protégerait le secteur culturel. *A contrario*, des critiques ont considéré

tout projet proposant de libéraliser les échanges de biens et services culturels entre pays, comme l'ALENA ou l'AECG, comme une menace au principe de souveraineté culturelle :

Les négociations internationales contemporaines ont pour objet de libéraliser l'ensemble des biens et des activités humaines, dans le cadre d'un marché mondial dont ne seraient épargnées que les seules activités fournies « dans l'exercice du pouvoir gouvernemental », cette dernière notion étant elle-même très restrictivement conçue. Ce qui signifie que l'ensemble des activités culturelles relève bien du champ de la marchandisation transnationale et que les politiques des États-nations y sont menacées dès lors que leurs modalités d'intervention constituent autant d'entraves potentielles à la libre concurrence. C'est au regard de ces menaces qu'a été conçu l'argument en défense de « l'exception culturelle » (Regourd, 2004 : 30).

2.7 Diversité culturelle

La Convention, souvent présentée comme un contrepoids aux accords commerciaux, vise à réaffirmer cette souveraineté culturelle des États, c'est-à-dire le droit d'adopter des lois et des règlements en matière de culture ou, pour le dire dans les termes de la commission parlementaire qui a publié un rapport sur la question en 2003, « le droit de l'État de légiférer dans le secteur de la culture » (Lincoln, 2003 : 570).

Musitelli (2006) explique que le concept de « diversité culturelle » a fait son apparition dans le vocabulaire officiel français à la fin de l'année 1998, plus précisément dans la Déclaration franco-mexicaine sur la diversité culturelle datant du 12 décembre 1998, suivie de peu par le communiqué conjoint publié le 17 décembre 1998 par les premiers ministres canadien et français intitulé *L'importance de la diversité culturelle dans l'économie mondiale*. Auparavant, on parlait d'exception culturelle en France et d'exemption culturelle au Canada pour décrire la position défensive adoptée par ces deux pays pour soustraire les biens et services culturels des accords commerciaux. Musitelli explique la transition du concept d'exception vers celui de diversité culturelle par trois raisons : il fallait renoncer à la posture défensive en substituant à la logique commerciale une approche culturelle; extraire cet enjeu du cadre de la rivalité transatlantique et passer de l'exception à la règle en rééquilibrant les questions culturelles/commerciales; et

fournir un palier pour la construction d'un nouvel ordre juridique international afin de réguler la mondialisation. (Musitelli, 2006 : 2).

De plus, le nouveau concept de diversité culturelle met en valeur la créativité et l'échange, contrairement au concept d'exception qui donnait une image plus négative, davantage liée au protectionnisme. Pour Tardif et Farchy (2006), l'approche de l'exception culturelle est défensive et repose sur l'idée que l'État est un rempart contre la mondialisation culturelle. Ces auteurs comparent l'exception culturelle à la Ligne Maginot, c'est-à-dire la ligne de fortifications construite par la France le long de sa frontière Est entre 1920 et 1930, ligne qui avait par ailleurs échoué à protéger la France des attaques ennemies. Devant l'échec anticipé de l'exception culturelle, Tardif et Farchy soulignent la nécessité d'élargir le concept afin d'obtenir un plus grand appui sur le plan international:

Ce combat étant trop perçu comme limité à la défense du dispositif de soutien à l'audiovisuel français, on a cherché à l'orienter vers l'objectif plus large de la « diversité culturelle » qui a conduit à la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles adoptée sous l'égide de l'UNESCO. (Tardif et Farchy, 2006 : 260).

Dans une approche plus critique, Paris (2005) déplore que le concept de diversité culturelle soit utilisé pour servir plusieurs causes, comme un « concept valise » visant tantôt l'exception et la cohabitation, tantôt l'identité nationale ou le pluralisme. L'auteur compare la diversité culturelle à un nouveau-né :

Certes, comme tout nouveau-né, la diversité culturelle est touchante et donne envie d'être protégée. Mais peut-être trop. Car à peine née, tout juste institutionnalisée et pas encore instrumentée, elle se voit déjà emmaillotée dans les langes de l'idéologie. Comme le développement durable, comme l'éthique et comme tant d'autres nouveautés conceptuelles qui semblent avoir perdu leur sens avant même de l'avoir trouvé. (Paris, 2005 : 173)

Paris (2005 : 180) identifie trois facteurs qui embrouillent le concept de diversité culturelle : la diversité géographique qui modifie l'expression des cultures nationales; la diversité industrielle des entreprises impliquées dans la création culturelle qui influence l'accès aux moyens de création; enfin, la diversité artistique qui touche les formes et les

modes de création en posant la question du renouvellement créatif. Pour cet auteur, il faut considérer la question de la diversité culturelle sous l'angle de l'offre et de la demande. Si, du point de vue de l'offre, la notion de diversité exprime un refus des barrières frontalières pour les créateurs et engendre la circulation des idées, du point de vue de la demande, la diversité amène aussi l'idée qu'il revient au public de choisir les œuvres qu'il veut consommer. Paris soulève ainsi l'argument suivant : la défense de la diversité culturelle entraîne la question de l'intervention de l'État dans le fonctionnement des marchés (quotas, subventions aux artistes, etc.), résultant ainsi à « l'enjeu primordial de construire sa légitimité en dehors du champ de la concurrence. » (Paris, 2005 : 183).

Nous avons abordé le concept de diversité culturelle en puisant chez Musitelli (2006), Tardif et Farchy (2006) et Paris (2005). On pourrait s'attendre à ce que l'expression soit clairement définie dans la Convention qui se donne comme premier objectif de « protéger et promouvoir la diversité des expressions culturelles », mais il n'en n'est rien. Elle affirme cependant que la diversité culturelle est une « caractéristique inhérente à l'humanité », « qu'elle constitue un patrimoine commun de l'humanité et qu'elle devrait être célébrée et préservée au profit de tous ». La Convention insiste sur la « nature spécifique des activités, biens et services culturels en tant que porteurs d'identité, de valeurs et de sens » et réaffirme « le droit souverain des États de conserver, d'adopter et de mettre en œuvre les politiques et mesures qu'ils jugent appropriées pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles sur leur territoire ».

Nous reviendrons sur la distinction entre diversité culturelle et diversité des expressions culturelles dans la section 6.3, au moment de traiter de l'adoption du concept.

CHAPITRE 3 : CADRE CONCEPTUEL

Dans ce chapitre, nous présenterons notre position épistémologique, c'est-à-dire l'angle selon lequel nous observerons l'objet de recherche, puis les grandes lignes de l'économie politique de la communication et enfin, le cadre conceptuel choisi pour camper notre recherche et au centre duquel nous retrouverons la notion de gouvernance.

3.1 Position épistémologique

Comme il existe plusieurs paradigmes dans le domaine de la recherche en communication, nous expliquerons brièvement d'où vient notre inscription dans le courant de l'économie politique des médias en remontant jusqu'au paradigme humaniste radical. Le terme « paradigme » tire sa racine du grec ancien *paradeigma* qui signifie « modèle » ou « exemple ». Les chercheurs utilisent ce terme pour décrire l'ensemble des expériences, des croyances et des valeurs qui influencent la façon dont un individu perçoit la réalité et réagit à cette perception.

Burrell et Morgan (1979) proposent de positionner les principaux paradigmes selon deux axes : les présupposés sur la nature de la science, soit la dimension objective ou subjective ; et les présupposés sur la nature de la société, certains ayant une approche centrée sur la régulation de la société et d'autres, une approche visant un changement radical. Notre approche se situe dans une dimension subjective de la science, c'est-à-dire acceptant que la réalité sociale observée est construite et changeante et non comme un objet de recherche détaché du chercheur. Par rapport à l'ordre social établi, nous souscrivons à l'idée qu'il est important de « renverser et transcender les limites imposées par l'arrangement social existant ». (Burrell et Morgan, 1979 : 32).

3.2 Économie politique

Notre recension d'écrits témoigne de notre inscription dans le courant de l'économie politique de la communication (aussi nommée économie politique des médias). Chavagneux (2010) nous donne un bel exemple du type de questionnement qui anime les

chercheurs en économie politique, en ligne directe avec le paradigme humaniste qui vise un changement radical des structures sociales :

Qui dirige l'économie mondiale? Qui a assez d'influence pour définir les règles du jeu et donner telle ou telle direction à la mondialisation économique? [...] Cette question est essentielle, aussi bien pour ceux qui se contentent du monde actuel et veulent seulement l'améliorer, que pour ceux qui veulent le changer. Changer le monde, un peu ou beaucoup, demande de savoir comment y sont organisés les rapports de force et ce qui peut les modifier. (Chavagneux, 2010 : 3)

L'auteur explique que l'économie politique internationale (ÉPI) s'est développée au début des années 1970 afin de proposer des réponses aux questions soulevées par l'apparent désordre international. Ce courant est donc issu de la « nécessaire complémentarité » entre la science économique et la science politique pour appréhender les enjeux sociaux, politiques et économiques du monde contemporain.

3.2.1 Les trois approches de l'économie politique internationale

Dans cette section, nous brosserons le portrait des trois différentes approches de l'ÉPI. Nous compléterons cette section en résumant la vision d'auteurs-clés en économie politique de la communication : Marc Raboy, Herbert Schiller et Vincent Mosco.

L'ÉPI américaine

La première approche - mobilisée surtout par des auteurs américains comme Robert Gilpin, Joseph Nye et Stephen D. Krasner - met l'accent sur la domination des États. S'appuyant sur les concepts de hiérarchie et de stabilité hégémonique, ces auteurs ont développé la théorie des régimes. Krasner définit le régime comme « un ensemble de principes, de normes, de règles et de procédures de décision, explicites ou implicites, autour desquelles les attentes des acteurs convergent dans un domaine spécifique des relations internationales. » (Krasner, 1983 : 2). Cette approche ne remet pas en question l'ordre établi, contrairement aux deux autres approches de l'économie politique. Graz (2000) résume bien le contraste entre les idées défendues par l'approche américaine regroupant les partisans de la « théorie de la stabilité économique » et des « approches

néolibérales », et les deux autres approches de l'EPI, qui se posent en critique de l'ordre établi :

Ces approches n'entrent guère en matière sur ce qui forge et modifie l'intérêt des États, sur les instances de pouvoir public ou privé autres que l'État, sur le rôle détenu par les plus grandes firmes multinationales, les fonds de pension ou la culture entrepreneuriale dans la structuration actuelle de l'ordre économique mondial. Elles occultent également les mécanismes de coopération informelle et hybride, les réseaux tissés par les mouvements sociaux à l'échelle transnationale, l'imaginaire collectif qui légitime l'ordre établi ou au contraire alimente le changement sociétal. (Graz, 2000 : 560).

En raison de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir dans la vie politique internationale, Joseph Nye amorce en 1990 un changement dans son discours, lui qui avait pourtant été un initiateur de la théorie des régimes. Il propose alors une manière nouvelle d'appréhender le pouvoir dans l'économie mondiale qu'il appelle le *soft power* (pouvoir souple), concept auquel nous recourons au moment d'interpréter nos résultats. Selon Nye (1990 ; 2004), même si les États demeurent les acteurs les plus importants, ils doivent désormais partager la scène avec d'autres acteurs d'une façon qui n'est pas frontale, ce qui contribue à ajouter des nouvelles relations internationales à côté des États et non contrôlées par eux. Auparavant, les défenseurs de la théorie des régimes estimaient que les principales ressources étaient militaires ; il s'agit maintenant d'utiliser les ressources du *soft power*, c'est-à-dire « la capacité d'attraction, de séduction, exercée par un modèle culturel, une idéologie et des institutions internationales qui font que les autres (États) s'inscrivent dans le cadre déterminé par celui qui dispose de ces ressources. » (Chavagneux, 2010 : 27).

L'EPI britannique

La deuxième approche est ancrée dans la théorie du pouvoir et a été développée principalement par l'auteure britannique Susan Strange. Cette approche est centrée sur les firmes, les marchés et les États comme acteurs politiques principaux et développe le concept de gouvernance complexe, ce qui la distingue de la première approche de l'EPI, plus centrée sur la notion de régimes. Strange critique la théorie des régimes en exposant ses cinq faiblesses, qu'elle fait correspondre de façon imaginée à cinq dragons :

The five counts (or "dragons" to watch out for) are first, that the study of regimes is, for the most part a fad, one of those shifts of fashion not too difficult to explain as a temporary reaction to events in the real world but in itself making little in the way of a long-term contribution to knowledge. Second, it is imprecise and woolly. Third, it is value-biased, as dangerous as loaded dice. Fourth, it distorts by overemphasizing the static and underemphasizing the dynamic element of change in world politics. And fifth, it is narrow-minded, rooted in a state-centric paradigm that limits vision of a wider reality. (Strange, 1982: 479)

Parmi les questions soulevées par la branche britannique de l'ÉPI, on trouve: « À qui cela profite-t-il ? Quelles sont les valeurs prioritaires mises en œuvre par ceux qui détiennent le pouvoir ? ». Selon nous, ce type de questionnement permet d'établir le lien entre les travaux de Susan Strange et la théorie critique, que nous allons aborder dans les lignes qui suivent.

L'ÉPI canadienne

La troisième approche de l'économie politique, dite « branche canadienne de l'ÉPI », est centrée davantage sur les classes sociales et sur la montée en puissance d'une société civile internationale, s'opposant à la classe dirigeante transnationale. Robert Cox, Stephen Gill, Vincent Mosco et Marc Raboy sont des auteurs qui s'inscrivent dans cette ligne de pensée. Nous nous identifions à cette branche canadienne de l'ÉPI, qui se réclame de la théorie critique. Pour reprendre les mots de Cox : « Critical theory allows for a normative choice in favor of a social and political order different from the prevailing order [...] A principal objective of critical theory, therefore, is to clarify this range of possible alternatives. » (Cox, 1981 : 134). Cette approche remet en question les fondements de l'ÉPI américaine et son « école réaliste », laquelle considère le monde comme la rencontre d'États égaux – souvent cité en tant que *concert des nations* – assurant les règles nécessaires à leur coexistence.

S'éloignant du modèle des États-nations, qu'ils jugent figé, les défenseurs de l'ÉPI canadienne avancent que la mondialisation est le résultat d'une dynamique de changements sociaux. Ils proposent d'expliquer ces changements à partir des relations entre le système de production (aussi appelé forces sociales), l'État et l'ordre mondial. Selon les tenants de cette approche, les classes transnationales dominantes imposent à

l'ensemble du monde « un ordre global dominant fondé sur la primauté des relations de marché imposées dans toutes les formes de relations sociales, une marchandisation du monde qui empêche le contrôle démocratique des classes dominantes ». (Chavagneux, 2010 : 88).

3.2.2 Les auteurs-clés de l'économie politique de la communication

Pour Raboy (2000), l'économie politique des médias est une approche selon laquelle les facteurs d'influence et d'orientation de l'évolution des médias sont toujours de nature économique et politique. Cette perspective permet de dégager les relations de pouvoir qui structurent l'impact social et culturel des médias (Raboy, 2000 : 75).

La question de la répartition du pouvoir est centrale pour Schiller (1976), qui dénonce le fait que le pouvoir associé au contrôle des systèmes de communication soit gardé dans l'ombre par les décideurs. Schiller décrit les mécanismes de contrôle des marchés et les infrastructures de la finance internationale et il explique ensuite les processus de domination culturelle et les mécanismes qui permettent son fonctionnement. En faisant référence à la bataille des États-Unis à l'UNESCO pour faire approuver la théorie du *Free flow of information* par tous les États membres, Schiller souligne l'existence d'inégalités dans la structure des systèmes de communication entre les pays développés et des pays en voie de développement :

When there is an uneven distribution of power among individuals or groups within nations or among nations, a free-hand – freedom to continue doing what led to the existing condition – serves to strengthen the already-powerful and weaken further the already-frail. [...] Freedoms that are formally impressive may be substantively oppressive when they reinforce prevailing inequalities while claiming to be providing generalized opportunity for all. (Schiller, 1976 : 45)

Pour Mosco (1996), l'économie politique des médias repose sur l'idée que le changement social est omniprésent. L'auteur met l'accent sur les caractéristiques du processus de changement, y compris « la constitution mutuelle du développement inégal à l'intérieur et dans l'ensemble des processus et des acteurs du champ social » (Mosco, 1996 : 10). Aucun acteur ou institution n'est essentiel car chacun est impliqué dans la variété, l'omniprésence et la multiplicité des processus déterminés de constitution mutuelle.

42

L'objectif de l'économie politique de la communication est de comprendre ces processus. Pour ce faire, l'auteur propose trois points d'entrée : la marchandisation (*commodification*), la spatialisation (*spatialization*) et la structuration. Dans le cadre de notre recherche, celui de la marchandisation est particulièrement pertinent.

Appliqué à l'enjeu de la protection de la diversité culturelle, le point d'entrée de la marchandisation nous permet d'entrevoir des similarités entre l'évolution des médias et celle des industries culturelles. Dans le monde des médias, la marchandisation se présente sous différentes formes : celle de la cote d'écoute est particulièrement importante et touche même les médias publics, comme la Société Radio-Canada (SRC). Du côté des industries culturelles, on peut dire que le potentiel d'une œuvre artistique est souvent évalué en fonction du potentiel de sa marchandisation, par exemple à partir des succès au *box office* des œuvres antérieurement réalisées. La marchandisation représente donc un risque pour les industries culturelles en ce qui a trait à la liberté des créateurs, un risque qui s'accroît dans le cadre de la mondialisation des échanges. Des auteurs comme Raboy (2000 et 2003), Sauvageau (1999) et George (2003) se sont d'ailleurs tous intéressés à l'évolution des médias au Canada pour en venir ensuite à étudier les enjeux soulevés par la Convention.

3.3 Angle d'analyse proposé : les caractéristiques de la gouvernance

Parce que nous nous intéressons au processus de répartition du pouvoir, nous avons voulu documenter et analyser la contribution des fonctionnaires au processus d'élaboration et d'adoption de la Convention, ce dossier étant un exemple de la participation d'acteurs non étatiques (la société civile) avec les acteurs traditionnels de la régulation (les fonctionnaires). Nous souhaitons donc mettre en relief les caractéristiques de la gouvernance retrouvées dans les propos des fonctionnaires québécois et canadiens et dans les communiqués que nous avons étudiés, soit la dénomination d'une « affaire commune », la pluralité et l'hétérogénéité des acteurs ainsi qu'un mode de gestion original et hybride. Nous estimions que les fonctionnaires étaient des acteurs particulièrement bien placés pour illustrer la gouvernance en action et nous avons raison. Nous procéderons à l'interprétation des résultats (chapitres 5 et 6) en nous basant

notamment sur ces trois caractéristiques. Le lecteur verra qu'un facteur s'est ajouté, celui de l'utilisation d'Internet, que nous avons choisi de traiter séparément mais qui pourrait être associé aux différentes caractéristiques. En effet, Internet met en relation différents acteurs formant des alliances dans le but de promouvoir l'affaire commune de la diversité culturelle et sa traduction juridique sous forme de convention internationale.

En début de recherche, nous avons été inspirée par un texte de Jean Musitelli, un diplomate français faisant partie du groupe d'experts indépendants à l'UNESCO ayant participé très activement au dossier de la Convention et que nous avons cité au moment d'introduire le concept de diversité culturelle. Pour expliquer le succès de la Convention, Musitelli écrivait :

La clé du succès résulte de la combinaison dynamique de trois facteurs : l'invention d'un concept innovant et fédérateur, la construction d'une alliance unissant une constellation de réseaux et d'acteurs, l'application d'une méthode de négociation fondée sur la maîtrise de temps, des lieux et de l'action. (Musitelli, 2006 :1).

Ces trois facteurs recoupent les caractéristiques de la gouvernance qui nous ont servi de guide pour notre recherche. Le concept innovant et fédérateur (de la diversité culturelle) correspond à la dénomination des affaires communes, une expression empruntée à la définition de la Commission de la gouvernance globale, et qui met l'accent sur la nécessité de s'entendre sur un « agenda » (ou sur ce qui peut être conçu comme un « bien commun »). La construction d'une alliance unissant une constellation de réseaux et d'acteurs recoupe bien évidemment l'hétérogénéité et la pluralité des acteurs mentionnées par différents auteurs. Enfin, nous estimons que l'application d'une méthode de négociation fondée sur la maîtrise du temps, des lieux et de l'action peut être associée au mode de gestion original et hybride de la gouvernance. L'efficacité et la rapidité tant de l'élaboration que de l'adoption de la Convention ont été soulignées à maintes reprises par les personnes que nous avons rencontrées et qui en ont relevé le caractère exceptionnel.

Pour en revenir plus directement à notre objet de recherche, nous pensions possible en effet que le travail des fonctionnaires canadiens ait favorisé la construction d'une alliance

entre les différents réseaux d'acteurs, que ce soit entre Québec et Ottawa, entre les groupes de la société civile canadienne ou encore avec des acteurs internationaux. Nous estimions également que leur maîtrise du dossier et le partage de leur expertise avec les autres acteurs engagés dans les travaux de préparation de la Convention avaient pu contribuer à une meilleure dénomination des affaires communes, dans ce cas-ci, la diversité culturelle. Quant à l'originalité et l'hybridité du mode de gestion, nous verrons qu'elle a été nourrie des efforts consentis par les fonctionnaires canadiens.

Rappelons que selon Canet (2004), le concept de gouvernance suppose l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques centrés sur la négociation entre plusieurs types d'acteurs. Baron (2003) insiste elle aussi sur le partage du pouvoir décisionnel entre des acteurs hétérogènes et la forme de réseau. Morata (2004) parle de la gouvernance comme d'un réseau complexe de relations horizontales et verticales. Nous observons chez tous ces auteurs la récurrence de la figure des réseaux dans leur définition de la gouvernance, caractéristique qui rejoint la pluralité d'acteurs ainsi que le mode de gestion original et hybride. Dans notre recension des écrits, nous avons insisté sur ce qui distingue la gouvernance de la régulation politique. Nous avons écrit que la régulation est un mode de fonctionnement où les acteurs politiques sont légitimés pour assumer le pouvoir décisionnel et gérer les affaires communes. En lien avec le contexte de mondialisation, plusieurs auteurs (Graz, 2006 ; Canet, 2004 ; Baron, 2003) parlent d'un passage de la régulation à la gouvernance comme d'une évolution des modes de gestion des affaires publiques ouvrant la porte à des nouveaux acteurs dans la sphère décisionnelle, permettant de ce fait à ces derniers d'acquérir une nouvelle légitimité dans leur partenariat avec les acteurs politiques. Graz (2006) appelle ces nouveaux acteurs non étatiques les « acteurs hybrides ».

Dans le dossier d'élaboration de la Convention, nous croyons possible que des acteurs traditionnels de la régulation – les fonctionnaires – aient eu à s'ajuster au cours du processus d'élaboration à la participation accrue des représentants de la société civile dans un dossier gouvernemental. Nous avons donc cherché à en savoir plus sur les

mécanismes qui ont été mis en place dans les sept années du processus d'élaboration qui pourraient être considérés comme un nouveau mode de fonctionnement.

CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

Il sera question dans ce chapitre de l'aspect méthodologique du mémoire, plus précisément des dispositifs de recherche utilisés, de la délimitation des populations et des corpus, du codage des communiqués, de la grille d'entretien et de la dimension éthique de l'étude. Au départ, notre objet général était la gouvernance de la culture. Nous l'avons ensuite précisé en choisissant de faire une étude de cas traitant du rôle des fonctionnaires québécois et fédéraux dans le processus d'élaboration et d'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO. Adoptant une approche de recherche qualitative, nous avons utilisé deux dispositifs d'enquête, soit l'analyse de contenu de sources officielles et l'entretien semi-dirigé.

Dans la prochaine section, nous définirons chacun des dispositifs et ciblerons en quoi ils sont pertinents pour répondre à notre question de recherche. Nous expliquerons ensuite de quelle manière nous avons déterminé les populations et délimité les corpus, en mentionnant les difficultés rencontrées tout au long du processus. Nous terminerons en présentant les éléments d'analyse des deux dispositifs (codage des communiqués et grille d'entretien) et résumerons la démarche pour l'obtention du certificat éthique nécessaire à la réalisation de notre étude.

4.1 Analyse de contenu de sources officielles, définition et pertinence

L'analyse de contenu se définit comme « un ensemble de démarches méthodologiques recourant à des méthodes et des techniques utilisées en vue d'interpréter des documents dans le but de connaître la vie sociale » (Sabourin, 2009, dans Gauthier, 2009 : 416). Elle regroupe l'ensemble des démarches visant l'étude des formes d'expression humaine, que ce soit des productions visuelles et auditives (peintures, films, chansons, etc.) ou des productions langagières (discours oraux ou écrits). Dans le cadre de notre recherche, nous avons choisi d'analyser une catégorie spécifique de discours écrits : les documents officiels publiés par les ministères québécois et fédéraux sous forme de communiqués.

Notre objectif de recherche est de documenter et d'analyser le rôle des acteurs traditionnels de la régulation – les fonctionnaires – dans un dossier où ils ont dû partager

la scène avec d'autres acteurs, soit les représentants de la société civile et les experts juridiques. Nous avons aussi besoin de connaître le discours officiel émis par les instances gouvernementales, c'est-à-dire les allocutions des ministres et les communiqués de presse, pour nous permettre d'abord de repérer les acteurs et les grandes étapes du dossier de la Convention puis de repérer la présence ou non des caractéristiques de la gouvernance (l'hétérogénéité des acteurs, le travail en réseau, la création de nouveaux modèles de fonctionnement plus souples et moins hiérarchisés, etc.).

Comme Internet nous donne accès à une banque de documents hébergés sur les sites des gouvernements et ce, à partir de notre domicile, le recours à ce dispositif d'enquête ne représentait pas un trop grand investissement de temps et d'argent en ce qui a trait aux déplacements. Nous avons consulté principalement le site Internet du Secrétariat à la diversité culturelle, rattaché au ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec. Ce site Internet a l'énorme avantage de compiler les communiqués de presse de tous les ministères provinciaux et fédéraux ayant participé au dossier d'élaboration de la Convention, ceux de l'UNESCO ainsi que ceux des autres organismes impliqués (Coalition canadienne pour la diversité culturelle, Organisation internationale de la Francophonie, etc.). Nous expliquerons plus en détail notre démarche dans la section 4.3 traitant de la délimitation des populations et des corpus.

4.2 Entretien semi-dirigé, définition et pertinence

Savoie-Zajc (2009) définit l'entretien semi-dirigé comme « une interaction verbale entre des personnes qui s'engagent volontairement dans pareille relation afin de partager un savoir d'expertise, et ce, pour mieux dégager conjointement une compréhension d'un phénomène d'intérêt pour les personnes en présence. » (Savoie-Zajc, 2009, dans Gauthier, 2009 : 339). Ce dispositif de recherche a une place centrale dans une perspective interprétative de la recherche. Il s'agit pour le chercheur de favoriser une interaction harmonieuse avec la personne interviewée, ce que Savoie-Zajc résume en termes de dynamique de « coconstruction de sens » s'établissant entre le chercheur et le participant dans le but de stimuler l'émergence d'un nouveau discours et d'une nouvelle compréhension du phénomène étudié.

Pour nous assurer d'avoir une compréhension plus poussée du processus d'élaboration de la Convention, nous avons besoin de sortir de la « réalité papier » des documents officiels et de nous plonger davantage dans la « réalité du terrain », c'est-à-dire obtenir des témoignages, comme des fragments de la réalité vécue à l'interne par les fonctionnaires. En effet, ces derniers ont été des acteurs et des témoins privilégiés tout au long des différentes étapes de l'élaboration de la Convention. Nous voulions aller à la source, c'est pourquoi nous avons choisi de faire des entretiens semi-dirigés avec des fonctionnaires des différents ministères ayant été actifs dans le dossier de la Convention entre 1998 et 2005, soit les Ministères du Patrimoine canadien (fédéral), des Affaires étrangères et du Commerce international (fédéral), de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (Québec), des Relations internationales (Québec) et du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (Québec). En considérant le grand nombre d'entretiens que nous avons réalisés, notamment dans les villes de Québec, Pont-Rouge, Beloeil, Montréal et Ottawa, nous pouvons dire que l'investissement de temps et d'argent a été important, mais que la qualité des entretiens que nous avons réalisés valait amplement les dépenses encourues.

4.3 Délimitation des populations et des corpus

Pour mener à bien notre projet de recherche, nous avons eu à préciser le terrain sur lequel nous voulions nous pencher. Dans le cas de notre étude, le terrain est celui du dossier de la Convention. Nous avons choisi d'étudier deux « populations », c'est-à-dire deux ensembles d'unités élémentaires d'analyse (Gauthier, 2009). Une première « population » englobe l'ensemble des personnes ayant travaillé au dossier de la diversité culturelle et une autre, l'ensemble des documents officiels publiés entre 1998 et 2005 sur la Convention. Cette période correspond au processus d'élaboration et d'adoption de la Convention : 1998 étant l'année marquée par la négociation de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) et la création de la Coalition canadienne pour la diversité culturelle; et octobre 2005, étant le moment de l'adoption de la Convention. Nous avons jugé pertinent d'inclure dans le corpus quelques communiqués publiés après l'adoption

de la Convention, c'est-à-dire jusqu'en décembre 2005, afin de recueillir l'information rétroactive officielle de la part des deux paliers gouvernementaux.

Comme nous avions à travailler avec deux types de documents, nous avons dû délimiter deux corpus, soit le corpus des documents officiels pour l'analyse de contenu et celui des fonctionnaires pour les entretiens semi-dirigés.

4.3.1 Corpus de communiqués

En cliquant sur l'onglet « Communiqués, discours, déclarations » du site www.diversite-culturelle.qc.ca, nous avons recensé 190 documents (communiqués et allocutions) publiés entre 1998 et 2005. De ce nombre, 102 étaient encore disponibles en ligne. Pour compléter notre corpus de communiqués, nous avons consulté le site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) ainsi que celui du ministère du Patrimoine canadien (PC). Nous avons trouvé douze documents (communiqués) qui n'étaient pas dans la liste du Secrétariat à la diversité culturelle et qui nous donnaient des informations sur le processus d'élaboration de la Convention. Notre corpus de documents s'est ainsi enrichi pour totaliser 114 documents, que nous avons ensuite compilés sous forme de tableau *Excel*.

4.3.2 Corpus de fonctionnaires interviewés

Nous cherchions à interviewer des fonctionnaires ayant travaillé dans l'un ou l'autre des ministères collaborant au dossier de la Convention. Nous souhaitions avoir un corpus représentant les deux paliers de gouvernements représentés, soit le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada. Au départ, nous avions estimé le corpus entre dix et quinze personnes. Grâce à nos efforts et à l'aide précieuse du bouche à oreille des fonctionnaires, nous avons pu rencontrer vingt personnes, incluant des fonctionnaires mais également un expert juridique, une députée, une ministre et deux représentants de la société civile. Nous expliquerons plus loin comment nous en sommes arrivée à ce corpus « élargi ».

Nous avons d'abord dressé une première liste de noms en consultant les bottins des fonctionnaires dans les différents sites Internet des deux paliers gouvernementaux ainsi que dans les documents trouvés sur le site Internet de l'UNESCO en lien avec la Convention. À partir des recueils de textes que nous avons lus et qui ont nourri notre recension des écrits (Tremblay, 2003 ; Bellavance, 2000 ; Théorêt, 2008 ; Lemieux, 2006), nous avons dépouillé les biographies et noté le nom des auteurs qui occupaient parallèlement à leurs activités de recherche, un poste au sein du gouvernement. Le corpus s'est aussi précisé lors de l'envoi du message courriel sollicitant la participation des fonctionnaires : certains candidats n'étaient plus en poste, d'autres n'ont pas répondu du tout aux messages ou bien certaines adresses n'étaient plus valides. Notre corpus s'établissait alors à huit fonctionnaires fédéraux, tous en provenance du ministère du Patrimoine canadien (PC), et à huit fonctionnaires québécois, soit deux du ministère des Relations internationales (MRI), cinq du ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine (MCCCF) et un du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

À cette étape, nous avons pris la décision d'élargir notre corpus de fonctionnaires en l'enrichissant par des entretiens avec d'autres acteurs politiques ayant travaillé à ce dossier (députés, ministres), avec des experts juridiques et des collaborateurs issus de la société civile. Nous avons ainsi pu ajouter au corpus deux représentants de la société civile (dont un travaillant au palier fédéral et l'autre à la Coalition pour la diversité culturelle), ainsi qu'une députée et une ministre du gouvernement du Québec. Au total, nous avons réalisé dix-neuf entretiens, tous individuels, à l'exception d'un entretien qui s'est déroulé avec deux fonctionnaires qui étaient habitués de travailler en duo. Mentionnons également que tous les entretiens se sont faits *in visu*, sauf pour l'entretien avec la ministre qui a été réalisé par téléphone.

Avec ce corpus de candidats, nous avons réussi à couvrir la totalité des ministères québécois impliqués dans le processus d'élaboration de la Convention. Au palier fédéral cependant, il nous a été impossible de rencontrer les fonctionnaires du ministère des Affaires Étrangères et du Commerce International (MAECI), mais nous avons eu une

bonne participation de la part des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien (PC). Nous avons plusieurs éléments positifs dans notre corpus : le nombre et la provenance des seize fonctionnaires rencontrés, notre précieuse rencontre avec l'expert Ivan Bernier, souvent nommé « le père de la Convention », nos entretiens avec la députée et la ministre au palier québécois et nos entretiens avec deux importants représentants de la société civile.

Nous estimons que le corpus choisi pour cette étude offre une panoplie suffisante de témoignages et une bonne représentativité de la population choisie – les fonctionnaires québécois et fédéraux – dans le dossier de l'élaboration et de l'adoption de la Convention. De plus, ce corpus élargi avec les entretiens réalisés avec des acteurs autres que les fonctionnaires (représentants de la société civile, expert, députée et ministre) offre un angle d'approche complémentaire à notre question de recherche et nous renseigne sur le processus de collaboration avec les fonctionnaires québécois et fédéraux.

4.4 Codage des communiqués

Nous avons construit un tableau avec les 114 communiqués et les avons classés en ordre chronologique. Nous avons ensuite créé quatre colonnes, correspondant aux informations suivantes : la date de diffusion, la source, les acteurs cités et la nature de l'activité : politique ou promotionnelle. Si les informations des trois premières colonnes nécessitaient peu d'interprétation, il en a été autrement pour celles de la dernière colonne. Il nous a fallu en effet distinguer la nature des événements selon qu'ils s'inscrivaient dans un processus plutôt politique ou plutôt promotionnel. Nous considérons que les événements au cours desquels les chefs d'États (ou leurs représentants) prenaient des décisions et établissaient une position commune ont constitué les étapes politiques de la Convention alors que les événements visant à faire connaître les avancées du projet de convention internationale étaient de nature promotionnelle. Il s'agissait de mobiliser les troupes en vue de l'adoption de la Convention.

En étudiant les communiqués, nous voulions d'abord établir l'histoire du processus d'élaboration de la Convention, en en discernant les grandes étapes et les acteurs. En

croisant les sources et les acteurs cités (ministères provinciaux et fédéraux, groupes de la société civile et acteurs internationaux), nous avons pu relever la présence de caractéristiques de la gouvernance, comme la pluralité et l'hétérogénéité des acteurs et d'éventuelles alliances entre groupes d'acteurs.

Ensuite, nous cherchions à déterminer si les dates et les lieux relatifs aux grandes étapes du processus de la Convention pouvaient illustrer l'application de la méthode de négociation basée sur la maîtrise du temps, des lieux et de l'action. Quant à la mention d'activités faisant la promotion de la Convention, nous souhaitions faire un rapprochement entre elles et la construction d'alliances.

4.5 Grille d'entretien

Pour le bon déroulement des entretiens, nous avons bâti une grille en trois parties (voir annexe). La première partie avait pour but de nous donner des informations générales sur le parcours professionnel et l'expertise des fonctionnaires. Même si les informations recueillies pour ces questions ne se retrouvent pas directement dans nos résultats, elles nous ont permis de bien comprendre le contexte du dossier à l'étude, en particulier de bien situer nos acteurs les uns par rapport aux autres et de saisir les rapports de force qui pouvaient déterminer, au moins en partie, le déroulement et l'issue des discussions ayant mené à l'adoption de la Convention.

La deuxième partie visait à répertorier les collaborations avec d'autres secteurs et les modalités mises en place entre 1998 et 2005 pour faire progresser le dossier de la Convention. Les informations obtenues nous ont servi à documenter les différentes caractéristiques de la gouvernance et surtout à constater la nouveauté que certaines d'entre elles, notamment celles qui renvoient au mode de gestion (hiérarchique/non hiérarchique, partage des compétences entre paliers gouvernementaux, etc.), représentaient pour les personnes que nous avons rencontrées.

La dernière partie abordait les suites de la Convention et visait à recueillir des commentaires des fonctionnaires sur l'avenir de la Convention. Nous y reviendrons en conclusion. Cette grille d'entretien, le résumé du projet de recherche, le formulaire de

consentement ainsi que la lettre d'information remise aux interviewés lors de l'entretien ont tous été traduits en anglais, compte tenu du fait que certains fonctionnaires fédéraux étaient plus à l'aise dans cette langue.

4.6 Dimension éthique

Pour mener à bien notre projet de recherche, et compte tenu du fait que l'un de nos dispositifs d'enquête mettait le chercheur en relation directe avec des êtres humains, nous avons fait une demande de certificat éthique en bonne et due forme auprès du Comité éthique de l'UQTR en présentant toutes les informations sur les objectifs de l'étude, le mode de sélection, etc. Nous avons pu produire une lettre d'information et un formulaire de consentement qui respectaient tous les critères éthiques de la recherche en sciences sociales (en annexe). Le comité a émis le certificat éthique le 4 mai 2011.

CHAPITRE 5 : INTERPRÉTATIONS TIRÉES DES COMMUNIQUÉS

Après avoir présenté dans les chapitres précédents la pertinence sociale et scientifique de notre recherche, les concepts-clés dans la recension des écrits, le cadre conceptuel ainsi que la méthodologie, nous exposerons dans les deux prochains chapitres le cœur de notre mémoire, c'est-à-dire les résultats et leur interprétation.

Nous avons expliqué dans le chapitre précédent de quelle façon nous avons recensé les documents officiels (communiqués) publiés sur Internet entre 1998 et 2005 par les différentes instances, soit le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada, la Coalition pour la diversité culturelle, le Réseau de la diversité culturelle (RIDC), l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'UNESCO. Rappelons qu'après avoir compilé les 114 communiqués sous forme de tableau, nous avons quatre colonnes pour trier l'information: la date, le titre, la source du communiqué et la nature de l'événement.

Nous avons divisé l'analyse des communiqués en trois sections. Nous présenterons d'abord l'information que nous avons classifiée et qui constitue en quelque sorte notre repérage des acteurs, des lieux et des événements. Dans la section suivante, nous développerons l'idée de l'utilisation du réseau Internet par les deux paliers de gouvernement, en faisant référence à la théorie du *soft power* de Joseph Nye ainsi qu'aux analyses développées par Castells (1996), George (2008) et Tremblay (2008) sur l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication, notamment par les groupes altermondialistes. Nous terminerons le chapitre par une synthèse des résultats afin d'en faire ressortir les caractéristiques de la gouvernance que nous souhaitons étudier.

5.1 Le repérage des acteurs, des lieux et des événements

En analysant les communiqués officiels émis par les différentes instances, nous avons pu obtenir beaucoup d'informations sur le processus d'élaboration de la Convention entre

1998 et 2005. Cela revenait à reconstituer le fil chronologique des événements et nous jugeons que cette portion d'analyse nous serait très utile à la compréhension globale du processus d'élaboration. Nous avons choisi de présenter les informations qui nous ont paru les plus significatives en raison de leur récurrence et de l'importance politique des instances impliquées.

Pour faciliter la lecture des résultats, nous présenterons toujours dans le même ordre les informations retracées dans les communiqués, que nous ferons suivre d'un tableau synthétique. Nous commencerons par identifier la source du communiqué et les acteurs cités dans le texte incluant les ministres, les représentants des groupes de la société civile et les représentants d'instances internationales comme l'OIF et l'UNESCO. Nous identifierons ensuite les dates et les lieux des principales étapes politiques de la Convention, c'est-à-dire les événements internationaux réunissant des ministres de plusieurs pays et pendant lesquels ont été prises les décisions pour l'avancement de la Convention. Nous considérons ces événements comme des étapes importantes dans l'élaboration de la Convention car ils ont réuni des représentants politiques de haut niveau, ce qui suppose un investissement financier considérable. Enfin, nous dresserons la liste des événements de nature promotionnelle, autrement dit des activités organisées par des organismes ne relevant pas directement de l'État, mais qui ont été l'occasion, pour les acteurs politiques (fonctionnaires, ministres), de faire la promotion de l'adoption de la Convention. L'on parle ici de conférences, de festivals, d'assemblées de gens d'affaires ou de rencontres dans les milieux culturels.

5.2 Répartition chronologique des communiqués

Sur un total de 114 communiqués, un communiqué a été publié en 1998, six en 1999, quatre en 2000, six en 2001 et finalement cinq en 2002. Le total est donc de 22 communiqués pour cette période (voir tableau no 1). À partir de 2003, nous observons une nette augmentation du nombre de communiqués diffusés, puisqu'on en retrouve 35 en 2003, 29 en 2004 et 28 en 2005, pour un total de 92 communiqués (voir tableau no 2). Nous observons ainsi deux périodes distinctes: la première allant de 1998 à 2002 et la deuxième période, de 2003-05.

Répartition des communiqués (1998-2002)	
Année de diffusion	Nombre de communiqués
1998	1
1999	6
2000	4
2001	6
2002	5
TOTAL :	22

Tableau 1 : Répartition des communiqués (1998-2002)

Répartition des communiqués (2003-2005)	
Année de diffusion	Nombre de communiqués
2003	35
2004	29
2005	28
TOTAL :	92

Tableau 2 : Répartition des communiqués (2003-2005)

5.2.1 Première période (1998-2002)

Avec un total de 22 communiqués répertoriés, la première période semble avoir été plus calme que la deuxième. On pourrait croire que l'information est restée un peu plus « à l'interne ». Il ne faut toutefois pas en déduire que les fonctionnaires ne travaillaient pas ou peu sur le dossier d'élaboration de la Convention : c'était une période de travail en « laboratoire » moins prolifique en termes de production de discours, mais intense en termes de brassage d'idées et d'identification de la problématique. Par exemple, sous la direction de Sheila Copps, ministre fédérale du Patrimoine, le groupe de travail du RIPC s'est réuni à de nombreuses reprises pour structurer le réseau des ministres de la Culture. En revanche, peu de communiqués ont été diffusés pour présenter les avancées du groupe.

Du côté du gouvernement du Québec, le Groupe de travail franco-québécois a lui aussi tenu plusieurs rencontres, tant en France qu'au Québec, afin de développer l'idée d'un instrument international contraignant. Comme nous l'avons déjà mentionné au chapitre 1, la fin de ces travaux avait été couronnée non pas par la diffusion de communiqués et d'articles dans les journaux, mais bien par la publication d'un document de nature juridique. Ainsi, le développement d'un argumentaire fort, l'articulation et la consolidation des idées étaient davantage à l'ordre du jour. Durant la deuxième période, à l'opposé, il semble que les personnes travaillant au dossier de la diversité culturelle aient été plus actives dans la diffusion de l'information et la mobilisation des gens au Québec, au Canada et à l'échelle internationale.

La source des communiqués

Durant la première période, nous observons que le ministère de la Culture et des Communications du Québec (MCC), dirigé successivement par les ministres Louise Beaudoin, Agnès Maltais et Diane Lemieux, a été la principale source des communiqués : en effet, 17 des 22 communiqués ont été publiés par ce ministère (voir tableau no 3). Parmi les cinq autres communiqués publiés, deux provenaient du ministère des Relations

Internationales (MRI) et un de chacune des autres sources, soit l'Assemblée Nationale, la Coalition pour la diversité culturelle et la Délégation du Québec à Paris.

Source des communiqués (1998-2002)	
Source des communiqués	Nombre de communiqués
MCC (Québec)	17
MRI (Québec)	2
MDEIE (Québec)	0
PM (Québec) Assemblée nationale	1
Délégation générale du Qc à Paris	1
PC (Canada)	0
MAECI (Canada)	0
PM (Canada)	0
CDC	1
TOTAL:	22

Tableau 3 : Source des communiqués (1998-2002)

Nous ne retrouvons pas de communiqués diffusés par le gouvernement du Canada. Cette absence s'explique peut-être par le fait que les communiqués n'étaient plus disponibles

en ligne lorsque nous avons entrepris notre recherche. Il est aussi possible que le site Internet où nous avons sélectionné les communiqués – site rattaché au Secrétariat à la diversité culturelle du gouvernement du Québec – ait favorisé les sources québécoises dans ses archives. Le nombre de communiqués diffusés indique que les fonctionnaires du ministère de la Culture et des Communications du Québec ont été plus sollicités pendant les premières années du processus d'élaboration que leurs collègues des deux autres ministères québécois ayant collaboré à ce dossier.

Les acteurs cités

Parmi les personnes mentionnées dans les communiqués durant cette période, les noms d'Agnès Maltais et de Diane Lemieux reviennent le plus souvent (voir tableau no 4). Sont mentionnés également à quelques reprises la Coalition (CDC), le Groupe de travail franco-québécois (GTFQ) ainsi que le Réseau International sur la Politique Culturelle (RIPC). On remarque la présence des directeurs de l'OIF et de l'UNESCO, nous donnant à penser que les gouvernements du Québec et du Canada cherchaient des « porteurs » pour le dossier sur le plan international. À l'exception du nom de Bernard Landry, premier ministre du Québec de 2001 à 2003, qui apparaît une seule fois, notons la quasi-absence des premiers ministres dans les communiqués diffusés durant cette période que nous avons qualifiée de « laboratoire ».

Mention des acteurs dans les communiqués (1998-2002)	
Noms des acteurs	Nombre de communiqués où cet acteur est mentionné
Louise Beaudoin, ministre MCC	4
Agnès Maltais, ministre MCC	10

Diane Lemieux, ministre MCC	7
Marie Malavoy	3
Sheila Copps, ministre PC	5
Robert Pilon, CDC	5
Kōichirō Matsuura (UNESCO)	3
Abdou Diouf (OIF)	3
Bernard Landry, PM Québec	1

Tableau 4 : Mentions des acteurs dans les communiqués (1998-2002)

Les événements politiques

Au nombre des événements que nous avons qualifiés de *politiques* figurent la création de la CDC (1998) et les rencontres annuelles du RIPC, soit Ottawa, Canada (1998) ; Oaxaca, Mexique (1999) ; Santorin, Grèce (2000) ; Lucerne, Suisse (2001) et Le Cap, Afrique du Sud (2002). Parmi les autres événements déterminants pour l'avancée du projet de convention internationale sur la diversité culturelle, on trouve la 30^e Conférence générale de l'UNESCO, tenue à Paris en novembre 1999 presque en même temps que la Conférence de l'OMC à Seattle; la Conférence ministérielle de la Francophonie à Cotonou, au Bénin, en juin 2001 ; ainsi que le Sommet des chefs d'État à Beyrouth en octobre 2001. En effet, d'importantes décisions ont été prises lors de ces rencontres réunissant les pays membres de la Francophonie afin de planifier de manière solidaire des

actions en faveur de la mise sur pied d'une convention internationale sur la diversité culturelle.

Les événements promotionnels

Comme événements promotionnels, mentionnons la première rencontre des associations professionnelles du milieu de la culture qui s'est tenue à Montréal en octobre 2001 et qui avait été organisée par la Coalition canadienne pour la diversité culturelle (CDC). C'est d'ailleurs lors de cet événement que la CDC adoptait sa Déclaration finale et que le premier ministre Bernard Landry avait prononcé une allocution. Bien que non politique, cet événement a constitué un jalon important dans le processus d'élaboration puisqu'il a permis de propager le message de la nécessité d'un nouvel instrument international dans le domaine de la culture au sein d'une assemblée de représentants des milieux culturels venant des quatre coins du monde, pavant ainsi la voie à la campagne de mobilisation internationale de la CDC.

5.2.2 Deuxième période (2003-2005)

Le nombre de communiqués diffusés durant la deuxième période a été beaucoup plus élevé que durant la première période. En effet, 92 communiqués ont été répertoriés dans les archives du site Internet pour ces trois années (2003, 2004 et 2005), en comparaison des 22 communiqués de la première période (1998-2002). De plus, nous avons observé un nombre plus élevé d'événements promotionnels – c'est-à-dire visant plus directement la mobilisation – ayant fait l'objet d'un communiqué ministériel. C'est comme s'il y avait eu un coup d'accélérateur à partir de 2003, ce qui coïncide avec la prise en charge du dossier par le Directeur général de l'UNESCO. En effet, c'est lors de la 32^e Conférence générale de l'UNESCO en octobre 2003 que Kōichirō Matsuura acceptait le mandat d'élaborer une Convention internationale sur la diversité des expressions culturelles. Nous verrons plus en détail au chapitre suivant en quoi les fonctionnaires fédéraux et les ministres de la Culture travaillant au RIPC ont pu influencer cette décision.

La source des communiqués

La source des communiqués est beaucoup plus variée tout au long de cette seconde période (voir tableau no 5). Parmi les 92 communiqués répertoriés, on retrouve, pour le compte du gouvernement du Québec, 23 communiqués provenant du MCC, 15 provenant du MRI, quatre diffusés conjointement par le MCC et le MRI et huit en provenance du bureau du premier ministre du Québec, Jean Charest. Du côté du gouvernement fédéral, nous retrouvons douze communiqués publiés par Patrimoine canadien (PC), cinq publiés par le ministère des Affaires Étrangères (le MAECI) et quatre en provenance du bureau du premier ministre du Canada. Notons que parmi ces 92 communiqués, un seul a été diffusé conjointement par les deux paliers gouvernementaux, soit celui du 20 mai 2004 diffusé par PC et MCC à l'occasion de la Journée mondiale de la Diversité culturelle. Finalement, parmi les sources non liées aux deux paliers gouvernementaux, nous avons répertorié sept communiqués diffusés par l'UNESCO, cinq pour le compte de la Coalition pour la diversité culturelle et trois pour le Réseau International de la Diversité Culturelle (RIDC).

Source des communiqués (2003-2005)	
Source	Nombre de communiqués
MCC (Québec)	23
MRI (Québec)	15
Conjoint MCC et MRI (Québec)	4
MDEIE (Québec)	1

Source des communiqués (2003-2005)	
Source	Nombre de communiqués
PM (Québec) Assemblée nationale	8
PC (Canada)	12
Conjoint PC (Canada) et MCC (Qc)	1
MAECI (Canada)	5
PM (Canada)	4
Téléfilm Canada	1
CDC	5
RIDC	3
UNESCO	7
OIF	1
ZLEA (Pays signataires)	1
Ministère communauté française Belgique	1

Source des communiqués (2003-2005)	
Source	Nombre de communiqués
Total	92

Tableau 5 : Source des communiqués (2003-2005)

Les acteurs cités

Les personnes les plus souvent mentionnées dans les communiqués (voir tableau no 6) sont en ordre décroissant : la ministre de la Culture du Québec, Line Beauchamp (33 mentions), la ministre des Relations Internationales, Monique Gagnon-Tremblay (22 mentions) et le premier ministre du Québec, Jean Charest (seize mentions). Parmi les autres noms cités dans les communiqués, on retrouve le Directeur général de l'UNESCO, Kōichirō Matsuura (dix mentions), le Secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf (neuf mentions), la ministre du Patrimoine canadien en 2004-2005, Liza Frulla (neuf mentions) et le premier ministre français Jean-Pierre Raffarin (cinq mentions). Les représentants de la société civile sont également mentionnés dans les communiqués : Pierre Curzi (sept mentions) et Robert Pilon (cinq mentions), ce qui nous suggère qu'ils étaient eux aussi très présents dans le paysage politique durant cette deuxième période.

Mentions des acteurs dans les communiqués (2003-2005)	
Noms des acteurs	Nombre de communiqués
Line Beauchamp, ministre MCC	33
Monique G.-Tremblay, ministre MRI	22

Mentions des acteurs dans les communiqués (2003-2005)	
Noms des acteurs	Nombre de communiqués
Jean Charest, PM Québec	16
Kōichirō Matsuura (UNESCO)	10
Abdou Diouf (OIF)	9
Liza Frulla, ministre PC	9
Pierre Curzi, coprésident CDC	7
Jean-Pierre Raffarin, PM France	5
Robert Pilon, directeur CDC	5

Tableau 6 : Mentions des acteurs dans les communiqués (2003-2005)

En nous basant sur les acteurs mentionnés dans les textes de cette seconde période, nous observons donc une plus grande représentativité des ministères du gouvernement du Québec. Par ailleurs, par la mention plus fréquente des grandes figures de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et de l'UNESCO dans les communiqués répertoriés, nous voyons que le projet de convention est de plus en plus discuté sur les tribunes internationales. En ce qui a trait à la mention fréquente du premier ministre français, elle témoigne de l'alliance solide forgée entre les gouvernements français et québécois/canadien. Nous aborderons plus en détails cette alliance dans le chapitre suivant, au moment de présenter les types d'alliances.

Les événements politiques

En ce qui concerne les événements mentionnés dans les communiqués, nous constatons clairement qu'avec onze communiqués diffusés dans le cadre de la 32^e Conférence générale de l'UNESCO qui s'est tenue à Paris en septembre 2003, cette rencontre a été un tournant décisif que les gouvernements voulaient souligner. En effet, c'est à ce moment que le Directeur général de l'UNESCO avait accepté le mandat d'élaborer une convention internationale sur la diversité des expressions culturelles d'ici 2005.

Le 20 mai 2004, à l'occasion de la Journée mondiale de la diversité culturelle, les deux paliers gouvernementaux en ont profité pour diffuser leur seul communiqué conjoint (PC et MCC) afin de souligner l'importance du partenariat établi entre les gouvernements du Québec et du Canada : « Nos deux gouvernements ont convenu d'être au cœur de l'action menant à l'adoption d'une convention internationale. » (PC/MCC, 20 mai 2004). Parmi les autres étapes marquantes de cette période, on retrouve les rencontres annuelles du RIPC, rencontres durant lesquelles les ministres de la Culture coordonnaient leurs actions afin de définir une position commune et forte en vue de la 33^e Conférence générale de l'UNESCO en 2005, où, selon l'échéancier prévu par le Canada et la France, l'on prévoyait l'adoption du texte final de la Convention. Ces réunions se sont déroulées à Opatjia en Croatie (2003), à Shanghai en Chine (2004) et à Madrid en Espagne (2005).

À l'occasion de la Conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Cancún (Mexique) en septembre 2003, le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) a diffusé un communiqué afin de souligner la position unifiée des trois ministères québécois impliqués dans le dossier de la diversité culturelle, communiqué dans lequel on pouvait lire : « Il est important que le Québec garde toute sa capacité d'intervention dans des secteurs qui façonnent la société québécoise comme l'éducation, la santé et la culture » (MDEIE, 9 septembre 2003).

Deux communiqués publiés par le ministère du Commerce international (MAECI) font état des négociations sur l'Accord de libre-échange de la zone des Amériques (ZLÉA) et réitèrent la volonté du gouvernement canadien de ne pas céder sur la question des biens

culturels dans les échanges commerciaux. L'un date de février 2003 et l'autre de novembre 2003, concordant avec le Sommet de la ZLÉA à Miami. Les deux paliers de gouvernement voulaient présenter une position unifiée à l'échelle internationale, tant dans les dossiers débattus à l'OMC qu'au sein de l'UNESCO, ce qui témoigne d'une volonté de maîtriser le calendrier, ce que Musitelli avait appelé la « maîtrise du temps ».

Par ailleurs, quatre communiqués ont été diffusés en juin 2005 (deux par PC et deux par le MCC) afin de souligner la tenue de la troisième et dernière session de négociation des experts gouvernementaux à l'UNESCO et la rencontre à Madrid des membres du RIPC. Nous avons noté également que neuf communiqués avaient été publiés dans la période entourant la tenue de cet événement. Dans ces communiqués, on retrouve plusieurs extraits où les acteurs considèrent ce moment comme une victoire : « nous réjouir de voir l'aboutissement de plusieurs années d'efforts et de concertation » (MCC, 26 septembre 2005), « le fruit d'un long processus de maturation et de deux années d'intenses négociations » (UNESCO, 20 octobre 2005) et « le solide appui envers la Convention constitue un point marquant dans l'histoire de la diversité culturelle. » (RIDC, 21 octobre 2005).

Les événements promotionnels

Parmi les autres événements mentionnés dans les communiqués figure la Foire du Livre de Guadalajara au Mexique, qui s'est tenue en novembre 2003 et qui avait été un forum important pour faire la promotion de la diversité culturelle, notamment pour la ministre Line Beauchamp et pour Pierre Curzi, coprésident de la CDC. Le ton du communiqué publié à cette occasion était résolument promotionnel : « En contribuant à ce colloque, le Québec souhaite voir se dégager des pistes d'action, en collaboration avec des intervenants internationaux, pour soutenir l'élaboration de la future convention. » (MCC, 29 novembre 2003). D'autres communiqués mentionnent des allocutions devant des gens d'affaires, notamment une allocution du premier ministre Jean Charest à New York (MCC, 29 octobre 2003), une allocution de la ministre fédérale du Patrimoine Hélène Chalifour-Sherrer lors de la Conférence des Arts du Canada (PC, 27 février 2004) et le

déjeuner-causerie de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision (PC, 9 novembre 2004). Notons également, peu avant l'adoption de la Convention, la Rencontre franco-qubécoise sur la démocratisation de la culture tenue à la Grande Bibliothèque de Montréal en octobre 2005 et qui avait fait l'objet d'un communiqué du MCC, dans lequel : « La ministre a notamment rappelé l'importance de l'adoption de la Convention sur la diversité des expressions culturelles par l'UNESCO. » (MCC, 3 octobre 2005).

5.3 L'utilisation du réseau Internet

En choisissant de réaliser une analyse de contenu de sources officielles, nous cherchions essentiellement à connaître le discours des instances gouvernementales sur l'élaboration de la Convention. Nous avons analysé les communiqués à l'aide de certaines catégories dans le but de repérer les acteurs, les lieux et les événements les plus significatifs mais aussi d'observer la présence ou non des caractéristiques de la gouvernance, par exemple la pluralité des acteurs, le travail en réseau et la création de nouveaux modèles de fonctionnement plus souples et moins hiérarchisés.

C'est au moment de faire l'interprétation de ces résultats que nous nous sommes rendu compte que le médium par lequel était massivement diffusée l'information gouvernementale, Internet, était aussi un élément intéressant à analyser. En effet, Internet constitue, dans le contexte de la fin des années 1990, un support de communication qui semble plus proche de la gouvernance que de la régulation politique, et ce en raison du côté non hiérarchisé de l'accès à l'information. Pendant les années 1970 et 1980, nous croyons qu'il était probablement plus difficile pour les fonctionnaires de travailler en réseau, que ce soit avec les fonctionnaires d'un autre palier de gouvernement, la société civile, les fonctionnaires des autres pays ou bien avec les organisations internationales. Il y avait certes le téléphone, l'envoi postal et les réunions *in visu*, mais la lenteur relative de ces moyens et les coûts engagés rendaient la collaboration de ces acteurs plus laborieuse et plus complexe, ce qui devait contribuer à la formalisation des échanges.

Dans cette section, nous tenterons d'illustrer comment la création d'un site Internet et l'utilisation de cette ressource ont transformé la façon de travailler des fonctionnaires

dans le dossier d'élaboration de la Convention. Nous commencerons par décrire les sites Internet. Nous ferons ensuite un lien entre l'utilisation du réseau Internet par les deux paliers de gouvernement et la notion de pouvoir souple élaborée par Joseph Nye. Nous aborderons enfin le fait que les communiqués diffusés sur les sites Internet étaient destinés non seulement aux journalistes qui allaient servir de relais pour atteindre le grand public mais aussi à un réseau mondial de fonctionnaires et d'experts travaillant dans le dossier de la diversité culturelle.

5.3.1 Les sites Internet gouvernementaux sur la diversité culturelle

Le site Internet www.diversite-culturelle.qc.ca a été créé en 2001 sous la supervision de Dave Atkinson, responsable à l'époque du Secrétariat à la diversité culturelle. Ce site Internet publiait jusqu'en 2009 un bulletin hebdomadaire intitulé *Bulletin de nouvelles sur la diversité des expressions culturelles*, qui est ensuite devenu bimensuel, puis mensuel. La ministre de la Culture de l'époque, Diane Lemieux, avait salué la création de ce site Internet :

Cette démarche est un complément logique de l'action de sensibilisation conduite par le gouvernement du Québec en faveur de la diversité culturelle. Avec ce site, nous avons voulu regrouper et présenter de manière conviviale quantité d'informations, d'opinions et de liens utiles à propos d'une question cruciale pour l'avenir de nos cultures, au bénéfice tant des experts que des néophytes. (MCC, 25 septembre 2001).

Dave Atkinson explique l'ampleur de la tâche reliée au site Internet :

Pendant huit ans, nous avons produit un bulletin chaque semaine : aussitôt qu'on en finissait un, il fallait commencer le prochain. C'était un travail colossal, car il fallait trouver chaque semaine dans l'actualité internationale des nouvelles en lien avec la diversité culturelle et conformes à nos visées éditoriales

Comme il jouissait de la pleine confiance de ses autorités pour choisir le contenu qui allait être diffusé sur le site, Dave Atkinson bénéficiait donc d'une grande marge de manœuvre. Il considère que cette façon de faire était une voie innovante pour le gouvernement : « C'était un moyen inusité pour faire valoir la position gouvernementale et diffuser du contenu. On avait la souplesse pour le faire, on avait « carte blanche ». La

ministre Line Beauchamp a d'ailleurs souligné l'importance de cet outil communicationnel dans la progression du projet de convention⁷ :

Le Québec a décidé de mettre des ressources en termes de ressources humaines pour mettre en place un site Internet de veille, sur ce qui se faisait ou ce qui s'écrivait sur la diversité culturelle, et je pense qu'à la fin, il y avait plusieurs milliers d'abonnés à ce site. [...] C'était un outil qui a beaucoup servi au positionnement comme leader du Québec dans ce dossier-là. C'était à temps plein, juste pour alimenter le site. [...] Je pense que ça a fait une différence.

De son côté, le gouvernement fédéral avait également mis sur pied, en 1999, un site Internet traitant du dossier de la diversité culturelle par le biais du bureau de liaison du RIPC (www.incp-ripc.org).

En utilisant de la sorte les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), les deux paliers de gouvernement ont eu accès à une plate-forme virtuelle qui pouvait être consultée en tout temps, partout sur la planète, et qui allait grandement faciliter le travail en réseau entre les différents acteurs (fonctionnaires québécois et fédéraux, fonctionnaires d'autres pays, représentants de la société civile et experts). Nous y reviendrons dans le prochain chapitre, au moment de traiter des entretiens.

Les deux sites Internet ont en commun d'offrir leur contenu en trois langues, soit l'anglais, le français et l'espagnol. Sur le site québécois, on est même allé jusqu'à proposer des versions arabe et portugaise de textes jugés importants afin de joindre le plus vaste auditoire possible. Au moment où nous écrivons ces lignes, le site Internet du Secrétariat à la Diversité culturelle est mis à jour chaque mois avec, entre autres, la publication du Bulletin de nouvelles sur la diversité des expressions culturelles, alors que le site du RIPC ne semble plus être mis à jour régulièrement : la preuve en est que les plus récents documents déposés sur ce site datent de juin 2009 et que l'onglet intitulé *Quoi de neuf* nous renseigne sur une réunion datant de janvier 2008.

⁷ Entretien téléphonique réalisé le 16 décembre 2011, intégré au corpus des personnes interviewées pour ce mémoire.

Dans l'un des bulletins diffusés sur le site québécois, nous avons trouvé un message s'adressant aux abonnés (Secrétariat à la diversité culturelle, 2007, en ligne) qui fournit des données intéressantes sur la fréquentation du site. Par exemple, pour le seul mois de décembre 2006, le site web du MCC a été visité 30 584 fois, ce qui représente presque 1 000 visites par jour. Nous avons également appris que les visiteurs provenaient de 86 pays différents. Selon Dave Atkinson, les sommets de fréquentation du site Internet pouvaient s'expliquer par la mise en ligne des chroniques d'Ivan Bernier. Rappelons que ce juriste de renommée internationale a œuvré de très près à l'écriture du texte final de la Convention au sein du comité des experts indépendants de l'UNESCO. Celui-ci a accepté de publier sur le site québécois une chronique traitant des avancées de la Convention, ses opinions demeurant indépendantes des positions officielles du gouvernement du Québec.

En permettant ainsi à un expert de signer des textes – seules les allocutions des ministres sont signées – le site Internet du Secrétariat à la diversité culturelle est devenu unique en son genre, en se rapprochant de l'idée de gouvernance où les acteurs traditionnels de la régulation politique (les fonctionnaires) partagent le pouvoir en donnant la parole aux experts et aux représentants de la société civile à même une structure gouvernementale (site Internet).

5.3.2 Internet comme ressource du pouvoir souple

L'utilisation des réseaux de communication a été rapidement pressentie par les groupes altermondialistes comme un moyen prometteur pour mobiliser l'opinion publique à l'échelle mondiale (Castells, 1996 ; George, 2008b). Les acteurs politiques ont eux aussi voulu exploiter le potentiel des TIC pour favoriser la mobilisation nationale et internationale dans le dossier de la diversité culturelle, comme en témoigne le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, dans son allocution lors de la première rencontre internationale du RIPC, qui se tenait à Ottawa en juin 1998 :

Les nouveaux systèmes et réseaux de communications dont le nombre s'est multiplié depuis dix ou vingt ans créent des possibilités énormes de rayonnement de la culture et de diffusion de l'information et des idées. Le débat public sur la politique étrangère n'est plus une activité exclusive. [...] Ces modes d'expression ont été mis à profit par

les utilisateurs de ce nouvel outil de communication mondiale qu'est Internet pour mobiliser l'opinion publique partout dans le monde. (RIPC, en ligne)

Il a aussi été question, lors de cette rencontre, des possibilités offertes par les nouveaux réseaux de communication, qui sont utilisés par le « pouvoir souple », par opposition aux pouvoirs économique et militaire des États. Rappelons que la notion de pouvoir souple (*soft power*) avait été instaurée au début des années 1990 par un représentant de l'ÉPI américaine, Joseph Nye (1990, 2004), qui avait observé l'émergence de nouvelles formes de pouvoir dans la vie politique internationale.

Il semble que le ministre Axworthy ait perçu dès 1998 tout le potentiel des technologies de l'information et des communications pour influencer les autres États de façon « souple » et qu'il voulait partager cette intuition avec les autres ministres présents lors de cette première réunion du RIPC. Le fait qu'un gouvernement puisse diffuser un communiqué à partir d'un site Internet et qu'il devienne instantanément disponible à l'échelle planétaire a été une ressource-clé dans la campagne de mobilisation pour l'avancement du dossier de la diversité culturelle. Cette ressource pourrait donc entrer dans la catégorie des ressources associées au pouvoir souple.

5.4 Synthèse : les caractéristiques de la gouvernance dans les communiqués

Nous avons présenté dans ce chapitre les résultats tirés des communiqués en recensant les éléments suivants : la source, les acteurs et les événements. Après avoir constaté une répartition inégale des communiqués selon les années, nous avons divisé notre corpus en deux périodes. La première période (1998-2002) a été qualifiée de « période laboratoire » en raison du nombre peu élevé de communiqués diffusés mais durant laquelle les groupes de travail se réunissaient et structuraient les assises de l'instrument international.

La deuxième période (2003-2005) a été plus intense sur le plan des rencontres politiques et des activités promotionnelles. Nous attribuons cette plus grande diffusion de communiqués au fait que le débat concernant la nécessité d'une convention internationale dans le domaine de la culture s'est élargi, à partir de 2003, passant des enceintes nationales aux tribunes internationales (Francophonie, UNESCO).

Dans la plupart des rencontres nationales et internationales d'envergure, ce sont les ministres qui prennent la parole et qui sont cités dans les communiqués et les articles de journaux. Il ne faut toutefois pas oublier que ces derniers ont toute une équipe de fonctionnaires qui travaillent derrière eux afin de mettre à jour les informations, d'écrire les notes d'allocutions et de s'assurer de la solidité des liens établis avec les partenaires dans le dossier de la diversité culturelle, par exemple entre Robert Pilon de la CDC et la ministre fédérale du Patrimoine Sheila Copps. Nous pouvons ici faire une analogie entre le travail des fonctionnaires et le travail invisible des fourmis dans la fourmilière : tout est coordonné vers un seul but, beaucoup d'efforts et de mouvements, mais rien ne se voit à la surface. Comme nous l'avons déjà mentionné, Raboy (2000) avance que les fonctionnaires de ces ministères jouent un rôle privilégié dans la préparation des textes juridiques et souligne qu'ils doivent posséder des connaissances spécialisées et une grande maîtrise des dossiers.

Par ailleurs, nous avons également relevé quelques mentions de la société civile. Le fait que certains de ses représentants apparaissent dans le discours officiel nous révèle qu'ils faisaient partie intégrante du processus d'élaboration de la Convention. Nous estimons que le partenariat établi entre ces deux catégories d'acteurs (acteurs politiques et société civile) s'apparente à deux caractéristiques de la gouvernance, soit la pluralité des acteurs et la structure de travail de type réseau qui se rapproche du mode de gestion original et hybride.

L'utilisation d'Internet par les deux paliers de gouvernement, notamment pour la diffusion des communiqués et des rubriques d'Ivan Bernier, participe à la mise en place, durant cette période (2000-2001), des mécanismes favorisant le travail en réseau interpaliers (Québec, Canada) et la construction d'alliances entre ceux-ci et les représentants gouvernementaux qui participent au Groupe de travail franco-québécois ainsi qu'au RIPC.

Après avoir fait la description des sites Internet, nous avons établi des liens entre l'utilisation des TIC par les deux paliers gouvernementaux et le pouvoir souple. Nous

avons aussi montré que la large diffusion des communiqués par Internet visait les citoyens mais aussi un réseau mondial de fonctionnaires et d'experts. Ces éléments pourraient expliquer le choix des deux paliers de gouvernement de créer des sites Internet pendant les années 2000 et d'utiliser ceux-ci comme une façon d'influencer les acteurs politiques, économiques et sociaux des autres pays. La qualité de l'information publiée sur ces sites – on pense ici aux rubriques d'Ivan Bernier – allait contribuer à forger le rôle de leader des gouvernements du Québec et du Canada dans ce dossier à caractère international.

En somme, l'analyse de contenu de sources officielles nous a permis de recréer le fil chronologique du processus d'élaboration de la Convention, en faisant ressortir deux périodes distinctes, l'une plus caractérisée par le travail de concertation à l'interne et l'autre, plus axée sur la diffusion et la mobilisation. Enfin, nous avons observé en quoi Internet, en tant que support de diffusion des communiqués, a été une ressource-clé facilitant le travail en réseau entre les fonctionnaires des différents paliers gouvernementaux et avec les groupes de la société civile. Un tel usage des sites Internet gouvernementaux favorise les relations horizontales entre les différents types d'acteurs et contribue à l'instauration d'un mode de gestion original et hybride, caractéristique de la gouvernance.

CHAPITRE 6 : INTERPRÉTATIONS TIRÉES DES ENTRETIENS

Nous présenterons ici les résultats que nous avons tirés des dix-neuf entretiens semi-dirigés réalisés entre octobre 2011 et janvier 2012. En recueillant ces témoignages, nous voulions étudier une autre réalité que la réalité officielle présentée dans les communiqués. Grâce aux rencontres *in visu*, nous avons pu entendre le point de vue de personnes qui étaient directement impliquées dans le dossier de la diversité culturelle, élément précieux si l'on considère le fait que les fonctionnaires sont rarement sollicités pour parler de l'avancement d'un dossier sur lequel ils travaillent, que ce soit par l'intermédiaire des médias ou par des entretiens avec des chercheurs. Nous jugions donc important de leur donner la parole et de documenter leur contribution. Rappelons que les fonctionnaires remplissent une fonction essentielle dans la préparation des textes de lois, en appuyant les ministres avec leur expertise (Raboy, 2000).

En premier lieu, nous ferons une certaine remise en contexte pour rappeler le sentiment d'urgence qui régnait dans les débuts du projet de convention internationale, en présentant les commentaires des personnes interviewées relatifs au contexte social et politique au tournant des années 2000. Nous exposerons en second lieu les résultats obtenus à partir des entretiens en reprenant trois caractéristiques de la gouvernance. Nous verrons tout d'abord de quelle manière les fonctionnaires ont participé à la dénomination des affaires communes par l'élaboration du concept de diversité culturelle. Nous aborderons ensuite la pluralité des acteurs en observant le travail effectué par les fonctionnaires pour la construction d'alliances. Nous observerons finalement les éléments du travail des fonctionnaires pouvant être rattachés à la mise en place d'un mode de gestion original et hybride.

6.1 Retour sur la méthodologie de recherche

Dans le chapitre 4, nous avons expliqué les raisons pour lesquelles nous avons élargi le corpus de fonctionnaires en y ajoutant des acteurs d'autres catégories. Plus précisément, nous avons réalisé des entretiens avec quinze fonctionnaires (huit au palier fédéral et sept

au palier québécois), deux représentants de la société civile, un expert juridique, une députée et une ministre, totalisant dix-neuf entretiens. Notons que vingt personnes ont été interviewées puisqu'un des entretiens s'est déroulé avec deux fonctionnaires.

6.1.1 Le déroulement des entretiens

Notre grille d'entretien se composait de trois parties : la première, plus générale, portait sur le parcours professionnel et l'expertise du fonctionnaire, la seconde partie avait pour but de répertorier les diverses collaborations qui ont vu le jour dans le dossier de la diversité culturelle et la dernière partie abordait les suites de la Convention. Le fait d'avoir en main cette grille d'entretien a été certes utile, mais nous avons vite compris lors des premiers entretiens que le fait de vouloir la suivre systématiquement risquait de donner un style trop rigide aux entretiens. Il était donc préférable de laisser une certaine souplesse à la personne interviewée pour lui permettre de raconter les souvenirs liés à son expérience de travail dans ce dossier, d'autant plus que la période ciblée (entre 1998 et 2005) pouvait sembler lointaine dans la mémoire de certains interviewés. Rappelons que l'entretien semi-dirigé est défini comme une interaction verbale souple qui suit le mode de la conversation mais où le chercheur tente de recueillir de l'information sur des thèmes précis. Ainsi, nous revenions de temps à autre avec une question de la grille qui abordait un thème non visité.

6.1.2 La rédaction des fiches

Comme les entretiens ont été enregistrés, nous avons pu retranscrire les propos de chaque personne rencontrée et rédiger des « fiches-résumé », format que nous situons entre le *verbatim* et le résumé court. L'étape suivante consistait à refaire un tri à partir des dix-neuf fiches pour ne conserver que les extraits les plus éloquents, et créer ensuite trois « supra-fiches » correspondant aux trois catégories énoncées plus haut. Précisons que c'est à cette étape que nous avons traduit en français tous les commentaires recueillis auprès des fonctionnaires anglophones, de manière à uniformiser les extraits. Ces « supra-fiches » comptent chacune entre six et quatorze pages. Pour chaque caractéristique de la gouvernance, nous avons créé des subdivisions. Par exemple, pour la

dénomination des affaires communes, nous avons trois subdivisions, parmi lesquelles on retrouve « La fixation d'un concept, de l'exception à la diversité des expressions culturelles ».

6.2 Remise en contexte : l'affaire du *Sports Illustrated*, l'AMI et les pressions de l'OMC

Avant d'aborder la question de l'élaboration du concept de « diversité culturelle », il importe de replonger dans le contexte politique et social du milieu des années 1990, contexte que nous avons largement décrit dans la section expliquant la pertinence sociale de notre recherche (chapitre 1). Rappelons brièvement que la pression pour libéraliser les biens et services culturels se faisait de plus en plus forte, entre autres à cause de la position prise à l'OMC à la fin de l'*Uruguay Round* (1986-1994) pour inclure le domaine des biens et services culturels dans son champ de compétences, projet que l'on prévoyait entreprendre lors du prochain cycle de négociations de l'OMC.

Plusieurs des personnes interviewées ont mentionné ce sentiment d'urgence provoqué par l'échéancier de l'OMC. Par exemple, à Patrimoine canadien, un fonctionnaire nous a dit : « Le Canada était en plein dans les négociations du GATS [...]. Nous avions le sentiment de devoir bouger rapidement. » Un autre fonctionnaire abondait en ce sens : « Les gens sentaient l'urgence : si on laissait traîner les choses, ça pouvait tourner en queue de poisson. » Du côté québécois, nous avons également identifié une inquiétude par rapport aux pressions de l'OMC. Marie Malavoy, alors coprésidente du Groupe franco-québécois, nous a décrit le contexte politique qui prévalait en 1998 : « Les règles du jeu étaient en train de se durcir mais pas du tout en faveur de la protection de la diversité culturelle. »

Avant d'être abandonnées en raison des pressions exercées par la classe politique et la société civile du Canada et de la France, les négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) à l'OCDE avaient aussi représenté une menace pour les gouvernements. Laurent Cardinal, alors directeur au Ministère du Développement

économique, résume bien cette atmosphère d'inquiétude et le rôle de catalyseurs qu'ont pu jouer ces événements pour le projet de Convention :

Le contexte international de négociation à l'OMC [...], l'AMI et tout, la crainte de ce que pourraient être les règles de commerce qui libéraliseraient le secteur culturel. Je vous dirais aussi tout le mouvement général au niveau de la mondialisation [...] il y avait une sensibilité pro-culture, la façon dont le commerce traitait la culture.

Au Canada, c'est l'affaire du *Sports Illustrated* en 1998 qui a été l'élément déclencheur de la bataille visant l'élaboration d'un instrument juridique international contraignant qui protégerait la souveraineté culturelle des États. Dans ce litige, le Canada s'était opposé à l'idée d'ouvrir son marché publicitaire au magazine états-unien *Sports Illustrated*, en faisant valoir la clause d'exemption culturelle négociée dans l'Accord de libre-échange (ALE) signé en 1988 par le Canada et les États-Unis. Le Canada avait perdu sa cause devant le tribunal de l'OMC. Pour Peter S. Grant, auteur du livre *Le Marché des Étoiles* et membre du SAGIT – un groupe de consultation composé de représentants des industries culturelles lié au ministère du Commerce International –, ce litige a été une prise de conscience difficile pour le gouvernement canadien :

L'affaire des magazines canadiens, ça a été franchement l'élément déclencheur qui nous a amenés à suggérer la Convention, parce que n'eût été cette affaire, nous n'aurions pas mis le focus sur les problèmes, en train de négocier avec le GATT et le GATS [...]. Nous avons essayé d'arriver avec une idée qui, à la base, nous sortirait de l'OMC, où nous savions que « notre dinde était cuite ».

Selon Ivan Bernier, l'affaire du *Sports Illustrated* a révélé les failles de la clause d'exemption : « On s'est retrouvé graduellement face à une conviction que la technique de l'exception culturelle n'était pas garante du tout du succès. [...] Ça coïncidait avec les négociations [de l'OMC] et les États se sont mis à être prudents. » À la suite de ce litige qui a eu l'effet d'un électrochoc pour le gouvernement canadien, la ministre fédérale du Patrimoine de l'époque, Sheila Copps, a décidé de créer le RIPC, un réseau international composé des ministres de la Culture, afin de défendre le droit des États d'adopter et de mettre en œuvre des politiques culturelles. La ministre Line Beauchamp affirme à ce sujet :

Je pense que tout le monde va reconnaître l'engagement personnel de Mme Copps, qui a vécu personnellement le fait que le Canada a perdu une bataille contre les États-Unis [...]. Ça a vraiment été l'élément déclencheur et Mme Copps, en grande nationaliste canadienne, a vraiment embrassé le dossier de la Convention et a fait le tour du monde.

Rappelons brièvement que durant cette période les premiers ministres du Québec et de la France, Lucien Bouchard et Lionel Jospin, avaient décrété la création du Groupe de travail franco-québécois pour la diversité culturelle. Selon André Dorval, alors directeur au ministère de la Culture et des Communications directement impliqué dans cette initiative, le Groupe de travail franco-québécois a été la pierre angulaire de l'ébauche d'une convention internationale sur la diversité culturelle, surtout en raison de l'expertise du juriste Ivan Bernier : « Le rôle du Groupe franco-québécois a été de crédibiliser la thèse de Bernier, qui a été traduite en plusieurs langues et qui a beaucoup voyagé, et de convaincre et embarquer la France et toute sa diplomatie. »

Nous verrons dans la section suivante par quels moyens ces deux groupes, en partenariat étroit avec les groupes de la société civile, ont contribué à façonner le concept innovant de « diversité culturelle », un concept qui s'est révélé plus positif et rassembleur que celui d'exception culturelle, trop rattaché à l'idée de protectionnisme économique.

6.3 La dénomination des affaires communes, l'élaboration du concept de diversité (des expressions) culturelle(s)

À la lumière des résultats que nous avons obtenus lors des dix-neuf entretiens, nous avons ciblé trois éléments ayant trait à l'élaboration d'un concept innovateur et rassembleur, permettant de s'entendre sur une « affaire commune ». Nous avons premièrement analysé ce que les fonctionnaires ont raconté au sujet du « passage obligé » de l'exception à la diversité culturelle. Deuxièmement, nous nous sommes penchée sur la manière dont l'expertise des fonctionnaires s'est consolidée entre 1998 et 2005, grâce entre autres à la collaboration du juriste Ivan Bernier avec les deux paliers gouvernementaux. Troisièmement, nous avons étudié l'apport du RIPC et du Groupe franco-québécois sur la diversité culturelle à l'élaboration du concept de diversité

culturelle, notamment avec la publication de rapports que nous avons appelés « rapports fondateurs ».

6.3.1 La fixation d'un concept, de l'exception à la diversité des expressions culturelles

Après l'affaire du *Sports Illustrated*, le gouvernement du Canada cherchait une approche qui différerait de la clause d'exemption culturelle pour négocier à l'OMC les questions reliées au commerce et à la culture. Pour avoir une position forte devant l'OMC, il ne fallait plus que la problématique culture/commerce reste un « problème canadien »; le Canada devait et voulait obtenir l'appui des autres pays à la cause de la diversité culturelle. La France, en raison de sa tradition de protectionnisme culturel, sera le premier pays ciblé comme allié du Canada et le Québec jouera un grand rôle dans la construction de cette alliance.

Dave Atkinson, responsable du Secrétariat à la diversité culturelle, souligne que le travail pour convaincre les fonctionnaires français de délaisser le concept d'exception culturelle s'est fait sur une longue période, car la divergence des opinions était grande dans les débuts du Groupe de travail franco-québécois : « Le Québec a essayé de convaincre la France de la nécessité d'un instrument juridique contraignant dans le domaine de la culture, mais la France se réfugiait encore dans l'exception culturelle. » Gérald Grandmont, alors sous-ministre adjoint au MCC, ajoute :

On en est venu à parler de diversité culturelle à partir du moment où la France a emboité le pas avec nous, parce qu'ils étaient hésitants au début. Ils croyaient beaucoup à l'exception culturelle. Ils se sont rendu compte que c'était piégé avec l'expérience du Canada.

André Dorval, qui agissait alors à titre de directeur général au MCC, explique le virage qui a fait changer l'opinion de la France sur la nécessité d'adopter un nouveau concept :

Ce qui se passait en France à ce moment-là, c'était qu'au sein des milieux culturels et entretenu par les pouvoirs politiques, il y avait une sorte de mythe, à savoir que l'exception faisait la job. [...] Admettre que l'exception avait des trous, c'était admettre qu'on avait tenu un discours qui n'était pas tout à fait conforme à la réalité pendant un certain temps. Alors il y a eu un virage.

Marie Malavoy, coprésidente québécoise du Groupe franco-québécois, se rappelle très bien ce moment où le vent a tourné en faveur de l'adoption du concept de diversité culturelle. Elle décrit les hésitations des fonctionnaires et ministres français et le moment où la coprésidente pour la partie française, Catherine Lalumière, a mis « son poing sur la table » et déclaré : « Je regrette, messieurs, nous avons un excellent document, on va à l'impression! ». Peu à peu, l'expression « exception culturelle » a été délaissée au profit de celle de « diversité culturelle ». À partir de 2003, les fonctionnaires, les hauts fonctionnaires, les ministres et les représentants de la société civile engagés dans le projet d'élaboration d'une convention internationale ont tous parlé le même langage, du moins au Canada et en France. En effet, certains interviewés ont évoqué des situations de malentendus lors des rencontres internationales avec les fonctionnaires provenant des autres pays quant au sens donné au concept de diversité culturelle. Un fonctionnaire fédéral raconte :

L'une des craintes, c'était qu'on utilise la diversité culturelle comme prétexte à n'importe quelle connerie, y compris des violations des Droits de la personne. Puis, on a entendu des affaires épouvantables comme : « Ouais ! Super ! Avec cette convention, on va pouvoir garder nos femmes à la maison ! » [...] Le relativisme culturel n'était jamais très très loin.

Afin de s'assurer que tous les pays soient au diapason quant à la définition du nouveau concept, il fallait le clarifier dans un forum international. Et comme le directeur de l'UNESCO venait d'accepter en 2003 le mandat d'élaborer une convention sur la diversité culturelle, les premières discussions tenues à l'UNESCO ont été le théâtre de beaucoup de divergences relatives au concept de diversité culturelle, concept que certains qualifiaient « d'ambigu ». C'est le cas d'Artur Wilczynski, alors directeur des Relations internationales à Patrimoine canadien :

Le concept de diversité culturelle est rassembleur mais peut être aussi ambigu; il a donc fallu le préciser car la diversité culturelle est liée aux concepts de droits culturels et de droits des minorités, ce qui amène certains États à redouter les intérêts divergents de leurs minorités.

Gérald Grandmont est aussi de cet avis. À propos de l'atmosphère de tour de Babel qui régnait durant les premières discussions à l'UNESCO, il dit :

Rapidement dans les discussions à l'UNESCO [...] quand on parle d'une convention sur la diversité culturelle, on a vu apparaître le problème des langues, le problème des religions, et là, on était débordé dans toutes les directions, ce qui perdait tout sens par rapport aux effets du commerce dont on voulait parler en rapport avec l'OMC. De là, le resserrement de la notion pour en arriver à parler de la diversité des expressions culturelles, donc des produits culturels [...] On resserrait beaucoup. Ça, ça a fait consensus assez rapidement.

Les fonctionnaires des deux paliers ont ainsi progressivement adopté le concept de « diversité culturelle » entre 1998 et 2002, période pendant laquelle ils ont travaillé à convaincre leurs homologues français de délaisser le concept d'exception culturelle. Il faudra cependant attendre les premières négociations de janvier 2005 pour la formulation finale : « diversité des expressions culturelles ». Une fois que la France et le Canada ont été tous deux décidés à être des « États porteurs » du projet d'instrument international, l'UNESCO a été le forum choisi pour discuter, négocier et enfin adopter la Convention.

6.3.2 Le transfert d'expertise juridique aux fonctionnaires

Dans le dossier d'élaboration de la Convention, s'il est un nom qui revient sur toutes les lèvres pendant les entretiens, c'est celui d'Ivan Bernier, souvent appelé « le père de la Convention ». Il faut savoir que ce juriste s'est intéressé à la question culture/commerce dès 1987, année au cours de laquelle il organise avec Dave Atkinson un colloque sur la place de la culture dans les négociations commerciales de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis⁸. Ivan Bernier apparaît dans le dossier d'élaboration de la Convention comme une personne-ressource très importante en raison de sa participation au SAGIT et au groupe de travail du RIPC jusqu'en 2003. Soulignons aussi son rôle au sein du Groupe de travail franco-québécois de 1998 à 2002, en particulier comme l'un des rédacteurs de l'étude de faisabilité publiée en 2002. L'expert juriste a ensuite été invité par le directeur de l'UNESCO, Kōichirō Matsuura, à siéger au groupe des quinze experts indépendants qui avait pour mission de rédiger le texte de la Convention.

⁸ Ce colloque a donné lieu à la publication d'un livre intitulé *Souveraineté et protectionnisme en matière culturelle*, en collaboration avec Dave Atkinson et Florian Sauvageau, Québec, CQRI/PUQ, 1991.

Selon André Dorval, Ivan Bernier représente le pilier sur lequel s'est édifié la Convention : « La Convention, on la doit à Ivan. [...] il y avait un vide intellectuel et Ivan avait le contenu pour le combler. » Laurent Cardinal, alors directeur de la politique commerciale au ministère du Développement économique (MDEIE), souligne lui aussi l'importance d'Ivan Bernier dans le processus : « S'il y a un acteur qui a été central dans tout ça, c'est Ivan Bernier. C'est lui qui a fait la rédaction de la Convention un peu, beaucoup ! ».

Les représentants de la société civile ont eux aussi profité de ce transfert de connaissances. « On s'est éduqué, on s'est donné des cours grâce à Ivan Bernier et Peter S. Grant pour comprendre les principes d'une convention, ses effets sur les différents pays. », raconte Pierre Curzi, alors président de la Coalition pour la diversité culturelle. Selon Dave Atkinson, l'efficacité de la campagne de mobilisation opérée par la CDC a été rendue possible par l'enseignement d'Ivan Bernier : « Il a éduqué les gens de la CDC sur les questions juridiques. » En s'éduquant de la sorte, la société civile a développé une meilleure compréhension des enjeux sur le plan juridique et ainsi pu élaborer des stratégies de mobilisation plus efficaces pendant la seconde période (2003-2005).

Marie Malavoy estime que les fonctionnaires avaient besoin, particulièrement dans les débuts du Groupe de travail franco-qubécois, d'une « boîte à outils » pour mieux comprendre les éléments juridiques inhérents au projet de convention internationale. Cette étape de transfert d'expertise était donc essentielle pour faire progresser le dossier :

M. Bernier, là où il tire sa force, c'est un expert comme juriste [...] il est très agréable parce qu'il est tout à fait dans son univers de compétence. Ce n'est pas quelqu'un qui va se mêler des rapports diplomatiques. [...] Son expertise est sur le fond. Très bien capable de vulgariser les choses pour qu'on les comprenne, parce que lui, c'est un savant et pas nous [...] comprenant bien qu'une fois que son rôle est joué, il fallait qu'il se passe d'autres choses à un niveau politique. Lui, son rayon, c'est vraiment l'expertise et ça a donné beaucoup de force.

Du côté du gouvernement fédéral, les fonctionnaires interviewés ont eux aussi mentionné avoir appris beaucoup au sujet des notions juridiques grâce aux enseignements d'Ivan Bernier, particulièrement pendant les premières années du groupe de travail du RIPC. Par

exemple, un fonctionnaire nous a dit : « Quand nous nous rassemblions, Ivan jouait le rôle d'éducateur, avec son point de vue de juriste du droit international. Pendant l'écriture, il pouvait contribuer sur le plan légal à nous informer de ce que chaque terme voulait dire. » Un autre mentionne : « Le RIPC avait développé des textes, on ne partait pas de rien [...] on s'est beaucoup inspiré du travail d'Ivan Bernier, c'est évident. »

Marie Malavoy raconte comment les gens du Groupe de travail franco-québécois sont passés de la phase de la page blanche où toutes les interrogations surgissent, à l'étude de faisabilité juridique d'une convention internationale dans le secteur de la culture :

C'est facile une fois que la Convention est bel et bien rédigée et ratifiée de dire : « Bon voilà ! C'est fait ! » Mais avant ça, on était un peu dans le cirage... on ne savait pas... on se trouvait un peu Don Quichotte à la limite. On leur a dit : « Bon, imaginons qu'il y ait quelque chose de possible, ce serait quoi ? Que pourrait contenir une convention et surtout où pourrait-elle être rattachée ? ». À ce moment-là, on a simplement essayé de comprendre quelles étaient les grandes pièces du casse-tête et ce qui était possible.

Ainsi, nous avons mis en lumière, dans cette sous-section, les éléments recueillis dans les entretiens qui font référence à l'élaboration des concepts et la transmission de l'expertise juridique aux fonctionnaires et aux membres de la CDC, principalement durant la première période du processus, soit de 1998 à 2002. Cette étape importante allait permettre de mettre en place une à une les pierres qui allaient édifier la Convention.

6.3.3 La publication de rapports fondateurs

Nous avons qualifié la période située entre 1998 et 2002 de « période laboratoire ». En effet, c'est durant cette période que les groupes de défense de la diversité culturelle se sont formés, tant sur le plan politique qu'au sein de la société civile. Ils ont alors effectué un travail de défrichage pour mieux tracer les contours d'un nouvel instrument juridique international dans le domaine culturel. Nous avons vu également que les fonctionnaires qui travaillaient à ce dossier ont pu profiter de l'expertise du juriste Ivan Bernier et de l'avocat spécialisé Peter S. Grant pour approfondir leur compréhension des enjeux juridiques liés à un tel instrument de droit international.

Nous verrons maintenant comment les fonctionnaires des deux paliers de gouvernement ont participé à la rédaction de rapports fondateurs qui visaient à jeter les bases juridiques et politiques de la future convention. Nous étudierons ensuite la façon dont ces documents ont été utilisés pour convaincre les fonctionnaires et les ministres des autres pays de l'urgence de se mobiliser afin d'adopter cette convention lors de la Conférence générale de l'UNESCO en 2005. Nous étudierons dans quelle mesure les deux rapports du SAGIT ont été importants pour les membres du RIPC et comment les fonctionnaires québécois ont participé à la rédaction de l'étude de faisabilité publiée en 2002, à la fin des travaux du Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle.

Les deux rapports du SAGIT (1999 et 2002)

Il faut savoir que le *Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCÉ) – Industries culturelles*, mieux connu sous son acronyme anglais SAGIT, fait partie du système consultatif du gouvernement fédéral en matière de commerce extérieur. Il donne la possibilité aux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ainsi qu'à ceux du ministère du Patrimoine canadien de consulter les représentants des industries culturelles canadiennes. Deux rapports ont été publiés en lien avec l'élaboration d'un instrument international sur la diversité culturelle, l'un en février 1999, qui s'intitule *Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce, la culture canadienne dans le contexte de la mondialisation* (Gouvernement du Canada, 1999, en ligne), et le second en septembre 2002, ayant pour titre *Accord international sur la diversité culturelle, modèle pour discussion* (Gouvernement du Canada, 2002, en ligne).

En bref, le premier rapport expose le constat réalisé par le SAGIT : après l'échec de la clause d'exemption culturelle, le Canada a besoin d'une nouvelle stratégie dans le domaine des industries culturelles. Cela implique par conséquent de négocier un nouvel instrument international pour protéger la diversité culturelle et de reconnaître le rôle légitime que jouent les politiques culturelles nationales pour assurer la protection et la promotion de la diversité culturelle. Cette recommandation a par ailleurs été adoptée par le gouvernement du Canada en octobre 1999. Dans le deuxième rapport, les membres du

SAGIT estiment que « le dialogue a atteint un stade où il serait utile de discuter de façon concrète des éléments que pourrait contenir un tel instrument international » (Gouvernement du Canada, 2002, en ligne). Ils ajoutent dans le texte d'introduction qu'ils sont conscients « qu'il ne s'agit là que de la première étape d'un long processus visant à rallier un consensus international sur la meilleure façon d'appuyer et de promouvoir la diversité culturelle ».

Plusieurs fonctionnaires et hauts fonctionnaires fédéraux nous ont raconté comment ils avaient fait circuler outre-mer les rapports du SAGIT. Jacques Paquette, qui a été sous-ministre adjoint à Patrimoine canadien et négociateur en chef pour le Canada lors des trois séances de négociations à l'UNESCO en 2005, occupait en 1999 un poste à Paris au sein du comité d'instance de la Francophonie. Il raconte comment il s'est servi du premier rapport du SAGIT pour diffuser l'information en France : « J'ai distribué des copies en français du rapport du SAGIT aux gens du comité et j'ai expliqué quelle était l'idée derrière tout ça, l'idée d'un nouvel instrument international. C'était donc la première fois que la Francophonie entendait parler de cette idée-là. ».

Nous avons déjà soulevé le fait que ce sont les ministres qui prennent la parole lors des rencontres internationales ou devant les journalistes, mais que ce sont les fonctionnaires qui écrivent les documents la majeure partie du temps. Jacques Paquette explique que les rapports du SAGIT ont été rédigés principalement par une équipe de fonctionnaires : « Ce sont les fonctionnaires qui ont tout écrit le truc, on s'entend, et c'est comme ça que ça marche. Ces groupes de travail là, c'est des discussions, mais ceux qui écrivent le matériel derrière, c'est toujours le secrétariat. » Il reconnaît également que les fonctionnaires du groupe de travail du RIPC ont eu une grande importance pour définir les concepts : « L'équipe entre autres qui était là avait fait beaucoup de travail pour déblayer le terrain, construire en quelque sorte sur les recommandations du SAGIT. »

L'Évaluation de faisabilité juridique du Groupe de travail franco-qubécois

Le Groupe de travail franco-qubécois avait été mandaté par les deux premiers ministres pour étudier la possibilité d'un instrument juridique international sur la diversité

culturelle qui permettrait de protéger les biens et services culturels des accords internationaux de commerce. Après un peu plus de trois années de travail, le groupe avait clos ses activités avec la publication en avril 2002 de *L'Évaluation de la faisabilité juridique d'un instrument international sur la diversité culturelle* (Bernier et Ruiz-Fabri, 2002, en ligne). Dans le texte d'introduction, les juristes Ivan Bernier (Québec) et Hélène Ruiz-Fabri (France) expliquent les trois objectifs principaux de l'étude : l'identification des textes existants sur le plan international susceptibles de régir le commerce des biens et services culturels, l'identification des solutions juridiques pouvant permettre l'adoption d'un instrument international contraignant, et enfin l'identification des solutions juridiques garantissant une articulation satisfaisante de cet instrument international avec l'OMC.

Marie Malavoy estime que cette étude est « le meilleur document qui ait jamais été produit sur la question ». Elle explique que les fonctionnaires du groupe de travail ont mis la main à la pâte pour élaborer ce document : « On a travaillé avec eux, on a revu le texte, on faisait des séances de travail en France et ici, sans du tout être des experts, on voulait au moins essayer de mettre au jeu quelque chose qui se tienne, qui soit cohérent. » Pour Éric Thérout, juriste au sein du gouvernement du Québec, cette étude de faisabilité constitue un des premiers jalons importants dans l'élaboration de la Convention:

C'est un mandat donné par le politique à deux juristes. [...] Ils ont produit un rapport qui était le canevas un peu de l'approche [...] C'est le premier jalon pour sortir de l'exception culturelle et justifier la nécessité d'un instrument international qui serait un contrefeu aux accords de commerce international de l'OMC.

En conclusion, nous avons expliqué comment les efforts déployés par les fonctionnaires québécois et fédéraux avaient permis de convaincre la France de délaisser le concept d'exception culturelle au profit du concept de diversité culturelle. Avoir la France comme alliée du Canada était nécessaire pour réussir la mobilisation à l'échelle internationale, mais nous y reviendrons plus loin, au moment d'étudier les alliances. Nous avons aussi regroupé les extraits d'entrevues décrivant les nombreuses interactions d'Ivan Bernier avec les fonctionnaires et les membres de la CDC, dans le but de montrer l'importance du transfert d'expertise juridique pour les fonctionnaires.

Cette expertise développée dès les débuts du processus d'élaboration de la Convention chez les fonctionnaires québécois et fédéraux a représenté une force pour le Canada jusqu'à l'adoption de la Convention en octobre 2005. Jacques Paquette, négociateur en chef du Canada pendant les négociations à l'UNESCO, raconte :

Il y avait des fonctionnaires qui étaient toujours très très bien préparés et qui ont beaucoup travaillé sur ces questions-là, ce qui fait qu'au Canada, et j'inclus le gouvernement du Québec, il y avait une connaissance qui s'est développée au courant des années. [...] Sur plusieurs questions de fond, les gens [les États] se fiaient sur notre travail, sur notre connaissance, parce que là on rentrait dans le détail. [...] On avait une équipe forte qui avait travaillé depuis plusieurs années là-dessus.

6.4 La pluralité d'acteurs (construction des alliances)

Selon Ivan Bernier, tout processus d'élaboration de nouvelles normes internationales se fait en trois étapes : il faut d'abord construire un argumentaire solide (correspondant à l'expertise acquise par les fonctionnaires décrite dans la section précédente); ensuite recruter des États porteurs (d'où la nécessité de bâtir des alliances, notamment avec la France dans les débuts du processus); enfin, il faut développer des réseaux pour faire circuler l'information et soutenir les positions.

Nous aborderons ici la pluralité d'acteurs en observant comment les fonctionnaires ont contribué à la construction d'alliances entre les différents acteurs travaillant au dossier de la diversité culturelle. Nous regrouperons les extraits d'entretiens selon le type d'alliance créée, ce qui équivaut à huit sous-sections : le réseau interministériel, le réseau interpaliers gouvernementaux, le réseau du RIPC, l'alliance entre les gouvernements et la société civile, l'alliance France-Québec, le réseau de la Francophonie, le travail en réseau entre les fonctionnaires et les diplomates ainsi que le réseau des Coalitions pour la diversité culturelle. Le réseau d'information créé par les sites Internet a été traité dans le chapitre précédent (section 5.3). Nous n'y reviendrons donc pas ici.

6.4.1 Le réseau interministériel

Nous présenterons en premier lieu les extraits des entretiens réalisés avec les fonctionnaires fédéraux ayant trait à la collaboration entre les gens du ministère des

Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) et ceux du ministère du Patrimoine canadien (PC). Nous exposerons en second lieu les extraits décrivant le travail ministériel entre les trois ministères québécois impliqués dans le dossier de la Convention, soit le ministère de la Culture et des Communications (MCC), le ministère des Relations Internationales (MRI) et le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE).

Il semble que le travail en réseau n'était pas chose courante en 1998. Un fonctionnaire souligne : « Les mondes de la culture et du commerce qui travaillaient ensemble, c'était assez nouveau à cette époque. » Peter S. Grant, comme membre du SAGIT, parle de sa collaboration avec les fonctionnaires : « Au SAGIT, il y avait toujours des gens des deux ministères et, en fait, ils travaillaient très bien ensemble, et je n'étais jamais certain de qui était à quel département. » Cette opinion n'est toutefois pas partagée par beaucoup de fonctionnaires interviewés, pour qui la collaboration interministérielle n'était pas facile en raison de la divergence de vision quant à la nature particulière des biens culturels vis-à-vis des échanges commerciaux. L'un des fonctionnaires raconte :

Au tout début, il y a eu beaucoup de push back du côté de Trade [Commerce international] parce que c'était bizarre ce qu'on essayait de faire [...]. On essayait de soustraire finalement d'une logique commerciale tout un secteur d'activités. [...] Il y avait des discussions difficiles avec Trade et Patrimoine canadien, entre la boîte qui poussait la Convention et l'autre boîte [...], qui s'occupait du commerce. Donc, il y a eu de vives conversations et une saine tension pendant quelques années. [...] Ils nous ont poussés beaucoup pour qu'on ne joue pas aux apprentis sorciers entre gens de culture et que là, on réalise bien qu'on est en train de créer du droit international.

En somme, les témoignages évoquent une divergence entre les fonctionnaires du MAECI, qui avaient une vision commerciale des biens culturels, et les fonctionnaires de PC, qui souhaitaient garder les biens et services culturels en dehors des futurs accords de l'OMC. Le travail en réseau a été possible, mais pas nécessairement facile.

Le travail interministériel entre fonctionnaires québécois semble aussi caractérisé par des divergences de vision, divergences qui ont pu être surmontées par ailleurs. André Dorval explique : « Il y a toujours eu un tiraillement entre les trois ministères, on peut parler d'une saine émulation [...]. Il y avait connivence, malgré tous les petits tiraillements,

90

entre les pointes du triangle. Le comité interministériel a été une manifestation de ça. » De fait, la mise en place d'un comité interministériel sur la diversité culturelle et la création du poste de coordonnateur gouvernemental nommé par le premier ministre Jean Charest en 2003 sont des éléments qui semblent avoir amélioré les relations et les communications entre les trois ministères. Line Beauchamp, alors ministre de la Culture, souligne les avantages d'avoir un tel intervenant :

M. Dorval provenait du ministère de la Culture et des Communications, mais dans ce dossier-là, a été identifié et reconnu comme un intervenant gouvernemental, ce qui lui permettait d'être en lien direct avec le MRI, sans qu'on ait toujours besoin, vous savez, de monter la hiérarchie jusqu'au sous-ministre et que ça redescende de l'autre côté. Il y avait des communications extrêmement fluides entre le MCC et le MRI.

André Dorval décrit son rôle de coordonnateur gouvernemental :

Line Beauchamp pilotait le dossier et je suis devenu son « poteau », dans une certaine mesure. [...] Dans le rôle que j'ai joué, j'étais animé davantage par une logique de diplomatie d'une part [...] mais beaucoup par une logique de communication aussi. Moi je ne me suis jamais prétendu un expert, j'étais un gestionnaire de la situation et un négociateur. [...] Charbonneau [Yvon], qui était l'ambassadeur canadien à l'UNESCO, m'avait présenté comme le négociateur québécois. Ça ressemble un peu à ça dans le fond : j'étais le porteur du dossier. Ce n'est pas un dossier que j'ai inventé tout seul, on s'entend bien, mais on travaillait en concertation avec les ministères et les experts.

Tous les fonctionnaires québécois interviewés semblent d'accord pour dire que le comité interministériel a facilité le travail en réseau entre les fonctionnaires des trois ministères. Gérald Grandmont, alors sous-ministre adjoint au MCC, nous a expliqué que sans être directement impliqué au comité interministériel, il tenait à être constamment informé : « Les choses étaient claires entre André et moi [...] tout ce qu'il disait à la ministre, les documents qu'il lui envoyait, j'en avais une copie de sorte que s'il y avait des feedbacks dans l'appareil du ministère, j'étais capable de les gérer. » Il commente ensuite le fonctionnement du comité interministériel sur la diversité culturelle :

On avait une table de concertation permanente avec le MRI, le MDEIE et le MCC. La cohésion interministérielle, à la fois des ministres et des hauts fonctionnaires, ça marchait très bien. On n'avait pas d'accrochages. [...] On était tous d'accord sur

l'importance de ce dossier-là. [...] Il y avait beaucoup d'échanges d'informations. [...] Ce n'était pas un dossier qui appartenait à l'un ou l'autre des ministères, c'était un dossier gouvernemental. [...] C'était un dossier qui supposait un mode de fonctionnement interministériel.

Selon Laurent Cardinal, alors directeur général au MDEIE, cette cohésion a permis d'élaborer une position québécoise unifiée et d'être en mesure de parler d'une seule voix dans les différents forums internationaux : « Notre participation au comité visait aussi, dans les réunions internationales, à montrer que la position gouvernementale représentait tous les intérêts du gouvernement du Québec ». Éric Thérout, alors juriste au MRI, abonde dans le même sens :

Il s'est créé à l'échelle québécoise un comité interministériel sur la diversité culturelle, présidé par le coordonnateur gouvernemental. [...] Ivan [Bernier] siégeait à toutes nos séances. Donc, essentiellement, c'était dans ce groupe-là que s'élaboraient les positions québécoises. [...] Ça faisait en sorte que les positions québécoises, on pouvait « faire du millage dessus » parce que c'étaient des positions vraiment raisonnées et intégrées. [...] Au-delà des intérêts ou des batailles de tranchées historiques et usuelles entre ministères, on a su partager un objectif commun et faire des compromis nécessaires.

En somme, par la création du comité interministériel et du poste de coordonnateur gouvernemental, le travail en réseau au palier québécois a été facilité par la structure mise en place et a permis aux fonctionnaires des différents ministères de discuter *in visu* du dossier de la Convention pendant toute la période d'élaboration de la Convention. Nous verrons plus loin que cette cohésion a aussi eu son importance dans la mise en application d'une méthode de négociation efficace, plus spécialement pour une meilleure maîtrise de l'action lors des séances de négociation à l'UNESCO en 2005.

6.4.2 Le travail en réseau entre les deux paliers de gouvernement

Comme le droit d'adopter des politiques culturelles était menacé par la vague de libéralisation et de déréglementation observée depuis le milieu des années 1980, les deux paliers de gouvernementaux ont donné au dossier d'élaboration de la Convention un caractère prioritaire de 1998 à 2005.

Ils avaient la même priorité mais pas nécessairement pour les mêmes raisons. Nous avons abordé cette question dans la recension d'écrits au moment de discuter des motifs d'intervention de l'État dans le domaine culturel (chapitre 2). Rappelons que pour Azzaria (2006), la question de l'identité nationale est perçue différemment par les deux paliers gouvernementaux : alors que pour le gouvernement du Québec, le motif identitaire inspire plutôt un discours contre ce qui pourrait affecter sa capacité de légiférer pleinement; pour le gouvernement fédéral, l'identité est un argument qui oriente l'action politique en cherchant à différencier le Canada des États-Unis.

Nous constatons que le gouvernement du Québec a été le seul gouvernement provincial à s'impliquer activement et à affecter d'importantes ressources humaines et budgétaires pour soutenir le projet de convention. Les fonctionnaires interviewés à Ottawa reconnaissent le haut degré d'implication du gouvernement du Québec dans le dossier de la diversité culturelle : « Le gouvernement du Québec a été le seul gouvernement provincial à s'impliquer, à jouer sérieusement, très protectionniste, très international. [...] Le fait que le gouvernement du Québec était aussi engagé a fait une énorme différence. » En parlant de sa collaboration avec les fonctionnaires du Québec, un autre fonctionnaire affirme : « Ils étaient de vrais partenaires et ils ont apporté un autre élément à cet engagement politique. »

Avoir une position unifiée sur la scène internationale a représenté un élément important dans la stratégie des deux paliers. À ce sujet, Line Beauchamp déclare :

Il faut souligner qu'on est à une époque où le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec partageaient beaucoup d'intérêts [...]. Il y a eu des rencontres conjointes menées entre le gouvernement fédéral et nous, avec la Coalition, des rencontres qui se sont déroulées à Ottawa [...] pour bâtir des stratégies communes.

Gérald Grandmont, du MCC, estime que l'alliance qui s'est scellée entre les deux paliers gouvernementaux – plus spécialement à partir de l'élection d'un gouvernement libéral à Québec en 2003 – a servi chacun des paliers en plus d'être un élément catalyseur pour l'adoption de la Convention :

Que le Québec appuie le Canada, qu'il soit partenaire du Canada dans la démarche donnait un poids politique au gouvernement fédéral en disant : « Voyez, on fait l'unanimité au Canada sur cette question, on n'est pas à contre-courant avec le Québec ». Et que le Canada soit obligé de nous laisser un petit espace de visibilité était un compromis qu'il devait faire pour avoir notre appui. [...] Donc, ça a été du « give and take », du « gagnant-gagnant » au fond.

Pour Ivan Bernier, la collaboration entre les deux paliers a été à ce point importante qu'elle a permis, en 2006, l'entente Québec-Canada sur la participation du Québec à l'UNESCO. Il raconte :

Pendant les négociations à l'UNESCO, l'équipe du Québec, qui comptait jusqu'à sept personnes, collaborait de très près avec la délégation canadienne. André Dorval était toujours assis à côté de Jacques Paquette. Ça n'avait rien de formalisé, c'était pour montrer que le Québec avait sa place. [...] Ça a donné place à l'entente France-Québec sur la participation du Québec à l'UNESCO.

L'accord Québec-Canada sur l'UNESCO, signé le 5 mai 2006, reconnaît un rôle formel pour le Québec au sein d'une organisation des Nations Unies. Au moment de la signature de l'accord, le premier ministre Jean Charest déclarait : « Aujourd'hui, nous écrivons une page d'histoire. Ce premier geste de nouvelle ère de partenariat entre nos deux gouvernements touche à la question internationale. Ce qui était une coexistence implicite devient une coopération explicite. » (MRI, en ligne). Éric Thérault précise l'importance de cette nouvelle entente :

La possibilité qu'on ait pu signer cet accord-là, qui était vraiment une nouveauté [...], qu'on reconnaisse une place à une province dans une mission multilatérale auprès d'une organisation internationale, c'est un précédent, ça ne s'est jamais fait, non seulement au Canada, mais ça ne s'est jamais fait à l'échelle des Nations Unies.

En somme, la collaboration entre les fonctionnaires des deux paliers gouvernementaux, sans être toujours harmonieuse, a finalement trouvé un équilibre qui permettait de respecter les intérêts de chaque palier. Concrètement, le travail en réseau a permis aux fonctionnaires des deux paliers de mener des stratégies communes et de mettre de côté les divergences identitaires. Cette union des forces, en plus de permettre une position canadienne unifiée à l'échelle internationale, a donné au gouvernement du Québec la reconnaissance de sa voix à l'UNESCO.

6.4.3 Le réseau du RIPC

À la suite de l'échec de la clause d'exemption culturelle devant le tribunal de l'OMC en 1998 (section 6.2), la ministre fédérale du Patrimoine, Sheila Copps, avait eu l'idée de créer un réseau international composé des ministres de la Culture. Mais qu'est-ce exactement que le RIPC ? Il s'agit d'une « tribune internationale où les ministres nationaux responsables de la culture peuvent explorer et échanger des idées de manière informelle sur les nouveaux enjeux en matière de politique culturelle et élaborer des stratégies de promotion de la diversité culturelle. » (RIPC, en ligne). Nous avons trouvé particulièrement intéressant de voir que la collaboration entre les acteurs politiques et la société civile était intégrée à même l'objectif principal du RIPC, qui est de « consolider les politiques culturelles de sorte que les gouvernements puissent, de concert avec la société civile, créer un climat international où l'on valorise la diversité, la créativité, l'accessibilité et la liberté. » (RIPC, en ligne).

Voici comment un fonctionnaire fédéral décrit les débuts du RIPC :

Nous avons commencé avec un petit groupe de onze pays. Nous avons développé une structure un peu plus formelle à chaque fois. [...] Nous avons fait beaucoup de travail pour construire le réseau, et l'une des clés dans tout ça était de bâtir la confiance que nous pouvions travailler ensemble, [...] sur le fait que nous allions être de bons collaborateurs, et que ce n'était pas seulement une idée canadienne. Nous étions plus de soixante pays à la fin.

Sur la nécessité de travailler avec les groupes de la société civile, la ministre Copps écrivait dans le document final de la première rencontre du RIPC :

Nous savons que nous assistons aujourd'hui à la naissance d'un réseau. Nous tenons tous à préserver la diversité culturelle, mais nous comprenons qu'il y a beaucoup de travail à faire pour bien cerner cette notion et éviter que des pays en prennent prétexte pour s'isoler ou pour véhiculer des idéologies qui bafouent la dignité humaine. À l'évidence, nous devons aussi nous efforcer davantage de tisser des liens de collaboration avec le secteur non gouvernemental. (RIPC, en ligne)

Beaucoup de personnes interviewées ont reconnu le rôle joué par le RIPC pour faire atterrir le dossier de la Convention jusqu'à l'UNESCO. Éric Thérout croit que le RIPC a eu son importance dans la dynamique de pressions. De son côté, Pierre Curzi, qui a été

invité à participer à de nombreuses rencontres internationales du RIPC, compare la création du RIPC à un « coup d'accélérateur » pour le projet de convention. À ce sujet, Gérald Grandmont déclare :

Je reconnais volontiers que l'initiative de Mme Copps de créer le RIPC a eu un impact considérable sur le dossier parce que ça a créé un poids avant même que l'UNESCO intervienne. [...] Avant cette date-là, le RIPC a joué un rôle dominant de mobilisation des pays autour de ce projet de convention.

Le RIPC a fait preuve d'innovation dans son fonctionnement en laissant notamment un droit de parole aux représentants de la société civile. Cette façon de faire était parfois difficile à accepter par les représentants politiques de certains pays. Un fonctionnaire fédéral raconte :

Le fait d'avoir la Coalition qui assiste aux réunions des ministres, ce n'était pas toujours facile de convaincre les autres pays que c'était une bonne idée, parce que ce n'est pas fait ailleurs. Ces groupes n'obtiennent pas le droit de rencontrer les ministres de cette façon, ils ne font pas partie du processus de décision des politiques de cette façon.

Un autre fonctionnaire ajoute : « Le caractère informel du RIPC a permis d'amener le projet très loin, puis de travailler beaucoup avec la société civile, qui était notre pendant, finalement. »

Nous voyons un lien entre le mode de fonctionnement innovant de cette organisation politique et l'une des caractéristiques de la gouvernance qui est le fonctionnement non hiérarchique des nouvelles structures de pouvoir. Rappelons que Baron (2003) explique en effet le passage à la gouvernance par l'abandon progressif d'une structure hiérarchique du pouvoir – plus près de la régulation – au profit d'une structure de type réseau. McDowell (2006) s'est intéressé à la collaboration du RIPC avec la société civile. Selon lui, le fait de conserver un caractère hybride à son fonctionnement a permis au RIPC (l'acronyme anglais étant INCP) de faire progresser plus rapidement le projet de convention que s'il était resté dans les enceintes politiques plus traditionnelles :

The meetings and activities of the INCP served to build an interstate coalition to place a concern for cultural diversity in the multilateral agenda. The specific choice of an

international forum was not determined at the beginning, and by remaining outside existing international organizations more freedom of movement was retained to construct the issue apart from constraints and parameters within any one international body. (McDowell, 2006 : 10).

À la lumière de nos résultats, nous observons que l'une des plus grandes réussites du RIPC est d'avoir réalisé une campagne de mobilisation à l'échelle de la planète, notamment par la création de liens personnels centrés sur la confiance entre les membres du réseau. Jacques Paquette, alors sous-ministre adjoint à MCC, estime que le RIPC a grandement favorisé la collaboration des ministres de la Culture et de leurs équipes de fonctionnaires :

Ça a été particulièrement utile parce que c'était un groupe de travail qui se rencontrait de façon régulière pour discuter des différents enjeux [...]. Ça a développé une collaboration internationale, un réseau très fort, ce qui fait que, quand on est arrivé à la négociation, les gens se connaissaient déjà, il y avait une confiance et aussi il y avait beaucoup de travail de déblayage qui avait été fait.

Comme les contacts se sont établis à partir de 1999 entre les fonctionnaires des différents pays collaborant avec le RIPC, ce facteur a eu un impact sur la façon plus « collective » de négocier à l'UNESCO en 2005. Voici comment l'un des fonctionnaires interviewés explique la stratégie utilisée par le RIPC pour préparer le terrain de la négociation à l'UNESCO :

Ça se transposait à l'UNESCO, c'est sûr, c'étaient les mêmes joueurs. [...] C'était la technique du grenouillage : bien, on planifiait nos coups, et rendus à l'UNESCO, nos interventions étaient coordonnées. Puis on martelait tous le même message. La logique était présentée de la même façon. [...] C'est la technique de l'encerclement. On travaille à travers des réseaux, comme ça on tisse une toile. [...] C'est vraiment un cas d'espèce d'une stratégie internationale, multinationale, pour accoucher très rapidement d'une convention.

Nous voyons par conséquent que le travail en réseau réalisé par le RIPC s'est fait à grande échelle. De plus, avec un mode de fonctionnement intégrant les représentants de la société civile, le RIPC a innové par rapport au mode de gestion habituel et a pu compter sur les forces vives de la société civile.

6.4.4 La construction d'alliances entre gouvernement et société civile

Les deux groupes de la société civile dont il sera question ici sont la Coalition canadienne pour la diversité culturelle (CDC) ainsi que le Réseau International pour la diversité culturelle (RIDC). Comme le déclare avec humour un fonctionnaire fédéral : « Les groupes de la société civile et le gouvernement qui veulent la même chose, c'est tellement rare! ». Le dossier de la Convention étant prioritaire pour Patrimoine canadien, Artur Wilczynski explique qu'il était nécessaire de garder un lien direct avec les industries culturelles qui étaient touchées au premier chef. Selon lui, Robert Pilon et Pierre Curzi de la CDC se sont très bien intégrés à la sphère politique.

Dans son article portant sur le rôle joué par les groupes de la société civile dans le dossier de la Convention, McDowell (2006) avance que ce sont les consultations effectuées auprès des groupes et experts des milieux culturels qui ont poussé les gouvernements à faire du dossier de la diversité culturelle un dossier hautement prioritaire :

While governments have their own interests in national-building and the cultural and political conditions that sustain national cultural institutions and identity, this was not merely a strategic move. The high priority placed by governments on cultural diversity arose from consultations with cultural experts and groups, as with the SAGIT, the INCD, and the CCD in Canada. (McDowell, 2006 : 17)

Plusieurs auteurs ont écrit au sujet du rôle important joué par la société civile dans des dossiers discutés au sein des organisations internationales (McDowell, 2006; Guèvremont, 2007; Rico de Sotelo, 2008; Raboy et Landry, 2005). Selon ces auteurs, une transformation vers une participation croissante de la société civile aux processus décisionnels semble se profiler depuis le milieu des années 1990. Que ce soit lors du Sommet mondial sur la société de l'information ou au moment d'élaborer la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, la société civile tend à revendiquer de plus en plus sa place, à l'échelle nationale et internationale, dans le processus décisionnel traditionnellement réservé aux seuls États-nations.

Dans l'extrait qui suit, Pierre Curzi, alors président de la CDC, met l'accent sur l'effacement des barrières qui séparent habituellement la société civile de l'arène politique:

La réussite de la Convention a été le fait de la société civile mais aussi de l'implication réelle de plusieurs groupes de fonctionnaires. [...] Peu à peu, on avait des rapports beaucoup plus directs et des rapports de contenu. [...] On se disait : « On s'en fout de la hiérarchie! » jusqu'à un certain point. [...] Les fonctionnaires sont devenus des intermédiaires engagés et à un moment donné, on n'était plus défini par notre provenance mais on était complice dans une cause.

Dave Atkinson explique que la CDC et les fonctionnaires établissaient ensemble des stratégies afin de maximiser l'impact de la mobilisation : « Il fallait travailler avec des gens qui ont de la notoriété, qui allaient avoir le micro facilement et qui avaient une influence politique. Le mélange s'est finalement composé des ténors de la Coalition et des experts du gouvernement. » Pierre Curzi explique comment les artistes ont ajouté une touche de créativité et de divertissement dans les réunions internationales :

La stratégie dans les rencontres internationales [du RIPC], c'était d'inviter des associations d'artistes et, si possible, des artistes très connus pour entrer en contact avec les ministres de la Culture. On faisait un savant mélange entre les hommes et les femmes politiques, des artistes et des spécialistes. Surtout quand tu déplaces des gros ministres, dans un pays comme la France, là, l'événement est couvert et médiatisé, puis qu'en plus, il y a des figures comme des actrices célèbres, bien ça devient tout d'un coup un événement.

Dans le même ordre d'idées, Peter S. Grant parle de la participation du RIDC aux rencontres politiques :

Ils [les gens de Patrimoine canadien] ont ficelé le RIPC et le RIDC ensemble : ils organisaient leur rencontre annuelle en même temps, dans le même pays et la société civile organisait des performances locales ou une pièce de théâtre, etc. C'était une belle combinaison.

Au fil des témoignages entendus, nous en sommes venue à un constat concernant la collaboration de la société civile avec les gouvernements dans ce dossier : les gouvernements avaient besoin de l'énergie et du militantisme des groupes de la société

civile autant que ceux-ci avaient besoin de la légitimité inhérente à la sphère politique. La ministre Line Beauchamp résume parfaitement cette idée :

Avec une équipe autant dédiée à cette cause-là, avec le travail de la Coalition, on était en mesure d'être toujours à jour. [...] Il y a eu beaucoup d'échange d'information, en toute confiance, en étant confiant qu'on travaillait en équipe ensemble. Je pense que je peux confirmer que j'avais besoin de la Coalition et que la Coalition avait besoin du gouvernement du Québec.

Éric Thérault souligne que l'alliance construite entre les gouvernements et la société civile a eu comme conséquence de créer un article spécifique (article 11) concernant l'implication de la société civile dans la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles :

La société civile, on appuyait leur objectif, on les finançait, mais on les laissait faire leur boulot. On s'entendait sur certains éléments de discours. [...] On les a tellement intégrés à la stratégie de développement de la Convention qu'on a reconnu leur rôle spécifique à l'article 11 de la Convention, ce qui était une première.

6.4.5 La construction d'une alliance entre la France et le Québec

Pour Pierre Curzi, il était essentiel de tisser des liens avec la France afin de pouvoir profiter de l'influence de la diplomatie française pour promouvoir la cause de la diversité culturelle : « Comme la diplomatie française demeure sur la planète un corps diplomatique influent, c'était majeur de faire ce lien-là. » En faisant référence à la collaboration entre les fonctionnaires québécois et l'ambassadeur de France, Gérald Grandmont affirme : « À plusieurs reprises, l'ambassadeur de France, dans les pays où on se trouvait, nous a beaucoup aidés [...] Il y avait une espèce de complicité de langage, de l'échange d'information et ça nous aidait à prendre position, à nous faire une place. »

Quelques fonctionnaires québécois ont évoqué la doctrine Gérin-Lajoie lorsqu'ils parlaient de l'alliance entre les gouvernements de la France et du Québec. Rappelons que cette doctrine porte le nom du ministre de l'Éducation, Paul Gérin-Lajoie, qui, en avril 1965, prononçait un discours historique devant le corps consulaire de Montréal, dans le

but d'affirmer la volonté du Québec d'être un acteur sur la scène internationale dans ses domaines de compétence constitutionnelle.

À titre de coordonnateur gouvernemental, André Dorval a eu à accompagner la ministre Beauchamp à de nombreuses réunions officielles et il a été témoin des frictions entre les deux paliers quant au droit de parole du Québec. Il croit que l'alliance forgée entre le Québec et la France dérangeait beaucoup le gouvernement fédéral, qui y voyait une initiative bilatérale pouvant nuire au dossier. André Dorval raconte qu'à Madrid en juillet 2005, lors de la rencontre du RIPC, le ministre de la Culture français était prêt à donner son temps de parole à la ministre Line Beauchamp si les circonstances de la réunion devaient l'en priver. André Dorval conclut :

Le RIPC, ça a été un rapport de force constant, jusqu'à la toute fin [...]. Quand ça prenait une présence ministérielle, ça tirait tout le temps. Le fédéral, lui, était jaloux du fait que ce soit son siège, sa représentation, alors qu'au Québec, notre thèse, c'était la doctrine Gérin-Lajoie : compétents chez-nous, compétents partout.

Marie Malavoy évoque elle aussi cette doctrine pour parler de la relation triangulaire France-Québec-Canada :

Le Québec n'étant pas un pays, on pouvait jouer sur les relations entre la France et le Québec et pour lesquelles on a quand même une marge de manœuvre dans les zones de compétences avec la doctrine Gérin-Lajoie. [...] Du côté français, eux, il fallait aussi qu'ils ménagent leurs relations avec le Canada.

Du côté du gouvernement fédéral, Jacques Paquette fait aussi mention d'un partenariat avec le gouvernement français au moment des négociations à l'UNESCO en 2005. Il souligne qu'il prenait soin d'être accompagné d'André Dorval, le négociateur du Québec, pour profiter des avantages de l'alliance franco-québécoise dans la négociation à l'UNESCO.

6.4.6 Le réseau de la Francophonie

Plusieurs personnes interviewées ont fait mention du rôle joué par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le dossier d'élaboration de la Convention.

Au moment d'analyser les communiqués, nous avons repéré cette organisation internationale dans les acteurs cités. Nous avons également écrit que la Conférence ministérielle de Cotonou en juin 2001 et le Sommet de la Francophonie tenu à Beyrouth en 2002 avaient fait partie des étapes importantes du processus d'élaboration. Dans le texte officiel de la Déclaration de Cotonou, nous constatons le sérieux de l'engagement des ministres présents :

Nous, Ministres et Chefs de délégation représentant les États et gouvernements ayant le français en partage, affirmons que la diversité culturelle constitue l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle. À la veille du Sommet de Beyrouth consacré au dialogue des cultures [...] nous réitérons notre attachement à la diversité culturelle et notre volonté de disposer de politiques et d'instruments propres à en assurer la sauvegarde et la promotion. (OIF, en ligne)

Artur Wilczynski considère que l'Organisation internationale de la Francophonie a apporté une aide précieuse. Il croit que le Québec, avec sa dimension francophone, a facilité le tissage de cette alliance importante entre le gouvernement canadien et la Francophonie. Claire Thivierge, du MRI, explique qu'obtenir l'appui du réseau de la Francophonie était une action logique après avoir obtenu l'appui de la France : « Après la publication de l'étude de faisabilité, on s'est dit : « OK, on s'en va à la Francophonie! ». De plus, Marie Malavoy explique qu'au départ, dans le mandat du Groupe franco-québécois, il y avait une « clause Francophonie » :

On nous avait demandé de travailler à l'élaboration d'une convention [...] de le faire en concertation avec la société civile et d'avoir – je m'en souviens très bien parce que la première fois je m'étais dit : « Mais comment on va faire ça? » – d'avoir un impact positif sur la Francophonie, d'avoir quelque chose qui allait pouvoir être repris par la Francophonie, étant entendu que si les pays de la Francophonie embarquaient, ça faisait déjà une bonne partie des pays du monde.

Pour Éric Thérout, du MRI, établir une alliance avec les hauts dirigeants de la Francophonie a été un élément crucial dans le processus d'élaboration de la Convention, surtout en raison de la question du rattachement qui s'est jouée au Sommet de Beyrouth en 2002. Il raconte cet événement:

Cette question-là du rattachement ou du renvoi à l'UNESCO, ça s'est joué au Sommet de la Francophonie à Beyrouth [...]. Et c'est pour ça que la Francophonie a joué un

rôle déterminant, parce qu'en mobilisant les soixante-trois États membres [...] ils s'assuraient d'une masse critique. [...] La France a dit : « Oui, je suis d'accord, mais à condition que ce soit renvoyé à l'UNESCO » [...]. Donc, on n'est pas loin d'une majorité en partant.

Nous avons donc observé dans beaucoup de témoignages de fonctionnaires la mention du rôle important joué par l'Organisation internationale de la Francophonie dans l'évolution du projet de convention. Le gouvernement du Québec a facilité l'établissement du partenariat entre le gouvernement canadien et le réseau de la Francophonie.

6.4.7 Le travail en réseau entre les fonctionnaires et les diplomates

Tout au long des entretiens, un autre type d'alliance a été observé dans le dossier de la diversité culturelle. Il s'agit du travail en réseau des fonctionnaires avec les diplomates postés partout dans le monde. Les fonctionnaires interviewés ont mentionné à plusieurs reprises les noms de Louis Hamel, ambassadeur du Canada à l'UNESCO entre 2002 et 2006, et de Clément Duhaime, délégué général du Québec à Paris, deux personnes-clés pour la construction de ces alliances.

Un fonctionnaire explique comment l'équipe de Patrimoine canadien a pu bénéficier, en plus du réseau des ministres de la Culture, du réseau des ambassadeurs du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international :

On a utilisé MAECI pour nous ouvrir la porte des ambassades, pour s'assurer qu'on utilisait le réseau des ambassades pour promouvoir la Convention, faire circuler l'information sur la Convention [...]. Et Louis Hamel, après Yvon Charbonneau, ça a été des porte-étendards, des sherpas, parce qu'ils étaient sur place.

Claire Thivierge, du MRI, raconte avoir travaillé de très près, notamment, avec Clément Duhaime pour organiser des rencontres plus ou moins formelles, notamment lorsque la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie ou la ministre de la Culture se rendait à Paris :

Il n'y avait pas qu'une petite équipe de diplomates et de fonctionnaires à Québec au MRI qui travaillait, mais on a mis à profit tout notre réseau de délégations du Québec à l'étranger. [...] J'ai évidemment travaillé beaucoup avec Clément Duhaime pour faire avancer ce dossier-là. Clément a reçu à sa table des ambassadeurs. Quand la

ministre Beauchamp ou la ministre Gagnon-Tremblay se déplaçait à Paris, on organisait un déjeuner [...] pour recevoir quelques pays qui étaient peut-être un petit peu réfractaires à la Convention, alors qu'on était encore en pleine négociation [...] en mai et juin 2005.

À titre de président de la CDC, Pierre Curzi a lui aussi profité des occasions diplomatiques créées par Clément Duhaime :

Là où le gouvernement du Québec a été extraordinairement utile, c'est par l'entremise de la Délégation générale du Québec à Paris. À ce moment-là, c'était Clément Duhaime [...]. Lui, il avait créé un très beau réseau et ça, ça a été drôlement utile : un réseau de diplomates qui rejoint des ministres responsables en culture et en économie. [...]. C'est informel mais c'est organisé, ce n'est pas un hasard. On choisit des gens, on sait avec qui on a des alliés.

Afin de s'assurer de la qualité de l'information transmise par ce réseau de diplomates à travers le monde, Claire Thivierge, du MRI, explique comment ces derniers étaient encouragés à utiliser le même vocabulaire : « On avait préparé pour nos chefs de poste un kit d'arguments, évidemment les gens ne peuvent pas se promener avec un dossier de trois pieds d'épais [...] Il fallait toujours que ça tienne sur une page. » Elle insiste aussi sur l'importance d'utiliser le même langage.

Ainsi, que ce soit par l'entremise de l'ambassadeur du Canada à l'UNESCO ou bien par le réseau des délégués du Québec dans le monde, nous voyons avec ces extraits que le travail en réseau effectué par les fonctionnaires et les représentants de la CDC a été très profitable pour faire progresser le projet de convention.

6.4.8 Le réseau des Coalitions pour la diversité culturelle

Le dernier type de travail en réseau dont il sera question dans cette section concerne la construction d'alliances entre les différentes coalitions dans le monde, débouchant sur la création en 2007 de la Fédération internationale des coalitions pour la diversité culturelle (FICDC). Bien que cette construction d'alliances ait été réalisée principalement entre 1999 et 2006 par les « ténors » de la CDC (Robert Pilon et Pierre Curzi), nous verrons que les fonctionnaires québécois et fédéraux ont su en tirer profit pour faire progresser le dossier de la Convention.

C'est grâce en effet aux représentants de la CDC, qui allaient directement sur le terrain pour rencontrer les diverses organisations culturelles, que les fonctionnaires ont pu « prendre le pouls » de la situation de la diversité culturelle dans le monde. Selon la ministre Line Beauchamp, le travail de la CDC permettait aux fonctionnaires d'avoir l'heure juste :

Avec le travail de la coalition, on était en mesure d'être toujours à jour, le travail de veille stratégique, de vraiment savoir ce qui se passait un peu partout, il y a eu énormément d'échange d'information, en toute confiance, en étant conscient qu'on travaillait en équipe.

Fondée en 2007 pour faciliter la coopération ainsi que le développement de positions et d'actions communes entre les nombreuses coalitions, la FICDC regroupe à ce jour 43 coalitions nationales, totalisant 600 organisations culturelles. La création d'un aussi grand nombre de coalitions sur une période de dix ans s'explique en bonne partie par l'important travail de mobilisation réalisé par Robert Pilon et Pierre Curzi, entre 1999 et 2006. Gérald Grandmont, du MCC, reconnaît l'importance d'avoir regroupé toutes ces coalitions en qualifiant cette initiative de « coup de maître » :

La Coalition [...] a joué un rôle majeur, très important de mobilisation des milieux culturels dans d'autres pays. Parce que la même dynamique se passait aussi dans d'autres pays [...] la création d'une fédération des coalitions à Paris a été un coup de maître aussi. Ils ont été extrêmement efficaces.

Pierre Curzi nous a raconté comment, dès les débuts de la Coalition, il fallait établir des stratégies pour « répandre le message et mobiliser les autres pays », en passant par des groupes d'artistes spécifiques pour chaque pays. Par exemple, comme l'association des écrivains est très forte et prestigieuse en Amérique du Sud, la CDC a choisi ce regroupement d'artistes, alors qu'elle a plutôt sollicité la guilde des acteurs en France.

Jacques Paquette souligne l'énergie déployée par les gens de la CDC tout au long de la campagne de mobilisation. « La coalition de Robert Pilon, ce qu'ils ont fait, eux, ils ont travaillé en arrière avec tous les milieux culturels des différents pays où la Coalition était implantée pour mettre de la pression sur leur gouvernement. » Dans le même ordre

d'idées, Laurent Cardinal, du MDEIE, note l'importance des pressions des milieux culturels sur les gouvernements pour l'avancement politique du projet de Convention :

La Coalition travaillait très fort avec les partenaires culturels dans plusieurs pays. Robert Pilon, qui en a voyagé un coup!, a créé des coalitions un peu partout sur la planète. Et c'est toujours le besoin : si vous voulez arriver à un accord quelque part, si vous n'avez pas un support des principaux concernés pour mettre ça sur l'écran radar des gouvernements, il y a peu de chances que les choses progressent.

Nous avons mentionné, dans la section traitant de la construction d'alliances entre la société civile et les gouvernements, la présence de deux groupes, soit la CDC et le RIDC. À la lumière des résultats que nous avons tirés des entretiens, nous avons remarqué que le travail effectué par les gens de la CDC avait pris beaucoup plus d'ampleur à l'échelle internationale que le réseau du RIDC. McDowell (2006) explique comment le travail de la CDC (CCD) s'est différencié du travail du RIDC (INCD), en parlant « d'une route plus directe pour influencer les gouvernements » :

While the INCD includes members from cultural organizations throughout the world and has paralleled the work of ministers of culture in the INCP, the work of the CCD has tracked with nationally-based cultural producers organizations [...]. The CCD has served as a very effective mechanism in building national coalitions to parallel and support the activities of states concerned about the effects of globalization and considering support for the cultural diversity convention. Although more dispersed, by supporting national groups, the CCD and its international activities provide a more direct route to influencing national governments than transnational coalitions. (McDowell, 2006 : 13)

Nous avons donc pu constater que le réseau formé par les Coalitions pour la diversité culturelle a été un élément d'importance dans le dossier de la diversité culturelle et a ajouté une autre strate à la grande architecture des réseaux formés entre 1998 et 2005 avec, entre autres, le RIPC, l'alliance franco-qubécoise, le réseau de la Francophonie et le réseau des ambassadeurs et diplomates. Sur le plan des alliances « nationales », c'est-à-dire à l'échelle du Québec et du Canada, nous avons fait état de l'importance du travail interministériel aux deux paliers de gouvernement ainsi que de l'alliance négociée entre ces deux paliers. Nous avons aussi documenté l'alliance qui s'est forgée entre les groupes de la société civile (CDC et RIDC) avec les gouvernements

du Québec et du Canada. En somme, le facteur de construction d'une alliance unissant une constellation de réseaux et d'acteurs a été illustré de multiples façons dans cette section d'analyse.

6.5. Le mode de gestion original et hybride

Nous regrouperons ici les extraits d'entretiens qui illustrent la mise en place d'un mode de gestion original et hybride dans le dossier de la diversité culturelle. Pour observer cette caractéristique de la gouvernance, nous avons repris l'idée de Musitelli concernant l'application d'une méthode de négociation efficace fondée sur la maîtrise du temps, des lieux et de l'action. La période la plus active sur le plan des négociations se situe en 2004 et 2005, soit la période où les fonctionnaires préparaient les négociations et assistaient aux trois séances de l'UNESCO.

Pour faciliter la lecture des résultats, nous avons intitulé les sous-divisions en reprenant les trois types de maîtrise de Musitelli : nous présenterons d'abord les extraits qui montrent des éléments du travail des fonctionnaires en lien avec la maîtrise du temps; nous exposerons ensuite les éléments en lien avec la maîtrise des lieux ; et terminerons par les éléments du travail des fonctionnaires qui peuvent être rattachés à la maîtrise de l'action.

6.5.1 La maîtrise du temps

Nos résultats révèlent que la majorité des personnes interviewées estiment que la Convention s'est élaborée dans un temps record pour un exercice diplomatique de cette trempe. C'est l'avis notamment de Dave Atkinson : « La vitesse du processus a été extraordinaire, du jamais vu! » et d'Éric Thérout : « Entre l'idée en 1998 du Groupe franco-québécois et la Convention en 2005, en termes d'élaboration d'une convention internationale multilatérale, c'est phénoménal. » Artur Wilczynski affirme, quant à lui, que le mouvement pour la diversité culturelle, en comparaison du mouvement écologique, s'est installé et a mûri beaucoup plus rapidement. Laurent Cardinal compare ce dossier avec la lente progression du litige relatif au bois d'œuvre :

Entre la saisie formelle du dossier par l'UNESCO en 2003 et la Convention en 2005, à l'échelle internationale, c'est de l'excès de vitesse ou à peu près! Je vais vous donner un parallèle [...]. Combien de pays à l'UNESCO, 165, 170 ? Moi, en parallèle, je m'occupais du litige entre le Canada et les États-Unis sur le bois d'œuvre [...] donc une négociation entre deux pays sur des enjeux très limités, moins larges que les industries culturelles, et on a pris cinq ans à s'entendre.

Pourtant, comme plusieurs des fonctionnaires interviewés, Laurent Cardinal avait émis des doutes quant à l'efficacité d'une organisation comme l'UNESCO pour développer un instrument juridique : « La crainte, c'était : « Ouf! Combien de temps ça va prendre pour un organisme de l'ONU d'arriver avec une convention ? ». Ce commentaire illustre bien la préoccupation des fonctionnaires à faire progresser le dossier de la Convention rapidement et leur volonté de le rendre prioritaire afin de pouvoir court-circuiter l'échéancier de l'OMC. Pour cela, une maîtrise du temps s'imposait dans le travail des fonctionnaires.

Les extraits d'entretiens qui relatent les trois séances de négociation au siège de l'UNESCO à Paris en janvier, en mai et en juin 2005, sont probablement les plus riches en éléments de maîtrise du temps. En effet, à partir de notre entretien avec Jacques Paquette, négociateur en chef du Canada, nous avons identifié plusieurs procédés utilisés pour gagner du temps. Jacques Paquette nous a raconté, entre autres, sa proposition de former un comité de travail spécial pour traiter de l'article 20, avec un minimum de personnes, afin « d'éviter le dérapage des discussions difficiles et interminables » qui auraient nui à une bonne gestion du temps pendant les séances de négociation. De plus, avant d'entamer la deuxième séance en mai 2005, il avait insisté auprès des membres de la délégation canadienne pour que ceux-ci fassent tout ce qui était possible pour respecter l'échéancier de 2005, sinon il faudrait reporter l'adoption à la Conférence générale de 2007, et avec les activités de l'OMC qui se déroulaient en parallèle, c'était loin d'être une idée à envisager :

La conférence, c'est aux deux ans [...]. Nous autres, ce qu'on se disait, c'est que si on rate septembre 2005, là, ça tombe en 2007 [...]. On se disait : « essayons de la faire pour 2005 », ce qui est, en termes de négociation de convention internationale, un miracle de réussir à faire ça en six mois [...]. On a précisé nos enjeux au niveau

canadien. Quand je suis retourné, là, on était plus léger [...]. Le Canada s'est dit : « Bon, si on veut l'avoir finie [la Convention], il faut mettre le jus! »

Il ajoute cependant que l'atmosphère n'était pas propice au consensus au début de la deuxième séance de négociation. Au début de la troisième journée, il a donc voulu redresser le tir en lançant un appel à toutes les délégations, en leur demandant d'écouter les arguments de tout le monde et d'arrêter de faire des amendements au texte :

Ça risquait de déraiper parce qu'il y avait des gens qui proposaient de passer au vote pour aller vite [...] l'idée ce n'était pas de la faire passer [la Convention] de justesse mais d'aller chercher le maximum. Je me suis réveillé en pleine nuit [...] j'ai écrit une intervention et le lendemain matin quand j'ai vu Artur [Wilczynski], j'ai dit : « tu demanderas au Président, je vais faire une intervention ce matin ». [...] C'était la journée numéro trois, ce n'était pas loin, on avait deux semaines. [...] Et puis l'atmosphère a changé à partir de là, ça s'est civilisé un peu plus.

Nous observons dans cet extrait comment le négociateur avait une stratégie bien précise, qui était d'obtenir un large consensus des États membres et d'avoir un vote très fort en faveur de la Convention. Pour atteindre ce but, Jacques Paquette a insisté pour que les fonctionnaires de son équipe adoptent des procédés pour mieux maîtriser le temps et ne pas laisser la question de l'adoption de la Convention glisser dans le calendrier de l'UNESCO jusqu'en 2007.

6.5.2 La maîtrise des lieux

Nous avons retracé trois éléments dans le travail des fonctionnaires effectué pendant les séances de négociation à l'UNESCO qui peuvent être rattachés à la maîtrise des lieux : l'avantage physique du Canada dans la salle, la répartition des sièges au sein de la délégation canadienne et les discussions dans les lieux informels pour tenter d'influencer le vote final. Pour illustrer l'avantage dans la salle de l'UNESCO, Jacques Paquette explique que la délégation canadienne était placée dans la partie avant de la vaste salle en forme de fer à cheval :

Le Canada a eu l'avantage, « C », on s'assoit en avant. C'est par ordre alphabétique, alors quand on lève et qu'on appuie quelque chose, woup!, les autres voient ça. C'était

ça, entre autres le leadership, c'est que sur plusieurs questions de fond, les gens se fiaient sur notre travail.

La disposition des sièges des fonctionnaires de la délégation canadienne est un élément qui est revenu à quelques reprises dans les entretiens. En laissant une place au délégué principal du Québec, André Dorval, à côté de Jacques Paquette, la délégation canadienne montrait une position unifiée. Ivan Bernier a mentionné à ce sujet que :

C'est André Dorval qui représentait le Québec. Il était assis à côté des gens du Canada, à côté de Jacques Paquette, parce que c'était comme ça, il y avait déjà un rapprochement. [...] il était toujours assis à côté du porte-parole, comme second. Ça n'avait rien de formalisé, c'était pour montrer que le Québec avait sa place.

Ce que confirme d'ailleurs Jacques Paquette :

Il y avait trois places derrière le Canada. Moi ce que je faisais, c'est que je réservais toujours une place pour quelqu'un de mon équipe, dépendamment des sujets, et j'avais toujours une place pour André Dorval [...]. Ça me permettait de consulter le Québec à tout moment aussi.

Les discussions effectuées par les fonctionnaires dans les lieux informels sont le dernier élément répertorié dans la catégorie de la maîtrise des lieux. Jacques Paquette nous a parlé de la grande utilité d'avoir des sentinelles dans les corridors :

Je dois avouer [...] avec mon expérience sur place, que des gens comme Artur [Wilczynski] au bureau, ça fait une grosse différence, et ensuite des gens comme David [Dubinski] et Janette [Marks] sur le terrain, parce qu'ils connaissent ça eux autres avec le RIPC. Quand on est sur le plancher de la négociation, moi je suis à la table, je fais des interventions et je discute dans les corridors, mais beaucoup, beaucoup de discussions de corridors, c'est Janette qui se promène et qui rencontre les gens qu'elle connaît très bien, avec qui elle a des relations de travail de confiance et ils vont se dire les vraies choses.

Éric Thérout mentionne aussi le poids des discussions réalisées dans les lieux informels :
« Le Québec était un peu craintif au début, politiquement [...] parce qu'à l'UNESCO, on n'avait pas de voix directe. Bon, il a fallu jouer du corridor et on a usé de stratégies aussi pour laisser connaître nos intérêts et nos positions. »

En définitive, nous avons donc constaté que l'avantage physique du Canada dans la salle de négociation, la répartition des sièges des fonctionnaires dans la délégation canadienne mettant en valeur la complicité des deux paliers, ainsi que les nombreuses discussions de corridors tenues par les fonctionnaires ont été des éléments démontrant une certaine maîtrise des lieux lors des séances de négociation.

6.5.3 La maîtrise de l'action

Nous avons également trouvé beaucoup d'éléments dans les témoignages des fonctionnaires faisant référence à la maîtrise de l'action. Nous exposerons ici les trois éléments qui nous ont semblé les plus significatifs : la nomination d'Artur Wilczynski comme rapporteur au bureau de l'UNESCO, la préparation des négociations et les procédés du négociateur en chef pendant les trois séances à l'UNESCO.

C'est à la suite de la Conférence générale de l'UNESCO de 2003 qu'Artur Wilczynski, qui était à ce moment directeur des Relations Internationales à Patrimoine canadien et président du Groupe de travail du RIPC, a été nommé au poste de « rapporteur » par le directeur de l'UNESCO. Dans l'extrait suivant, Artur Wilczynski explique en quoi consistaient ses fonctions : « En étant nommé rapporteur, j'avais un chapeau plus neutre car je devais rester à l'écoute de tout le monde, pas seulement des gens du Canada. Je travaillais dans une équipe de cinq ou six personnes autour de Kōichirō Matsuura. »

Un fonctionnaire de Patrimoine canadien nous a expliqué pourquoi Artur Wilczynski était la personne la mieux placée pour ce poste : « Artur connaît la machinerie de l'UNESCO, il a fait en sorte que le projet de la Convention puisse arriver. ». Jacques Paquette croit lui aussi que cette présence canadienne au bureau de l'UNESCO a contribué à une meilleure maîtrise de l'action dans ce dossier : « En étant au bureau de l'UNESCO comme rapporteur, il sait comment le Canada veut procéder. Ça a été une bonne décision. » Il estime qu'à titre de rapporteur Artur Wilczynski a contribué à la bonne marche des séances de négociation :

Quand la première session s'est terminée, on était embourbés à cause des discussions, à cause du volume des amendements qui avaient été proposés. [...] Des gens ont

proposé de ramasser tout ça et de refondre un texte, à la lumière de ce qui avait été discuté. C'est là que c'est important d'avoir quelqu'un sur le bureau.

La préparation des séances de négociation est un sujet dont Jacques Paquette nous a beaucoup entretenue et qui semble être un élément fondamental pour la maîtrise de l'action dans une rencontre internationale. Il affirme à ce sujet :

Il n'y a rien de pire que d'aller dans une négociation sans savoir où on veut aller et de découvrir des choses et des problèmes au fur et à mesure. Tandis que là, j'ai l'impression qu'en bonne partie, on avait des réponses. Et ça a eu comme conséquences d'enligner des gens sur notre pensée, et ça, ça a été majeur.

L'une des étapes importantes pour préparer les négociations de 2005 était la lecture des commentaires de chaque État sur le texte de l'avant-projet de Convention. Les documents étaient disponibles en ligne. Jacques Paquette nous a raconté comment il a procédé à cette étape :

Quand je suis arrivé en octobre 2004, tous les États membres devaient préparer leurs commentaires [...]. On a préparé nos consultations [...]. On a consulté le Québec spécifiquement, le Québec avait des choses à dire, et par la suite, on a envoyé notre contribution à l'UNESCO [...]. Tout cet exercice-là en quelque sorte, c'était vraiment pour commencer à préparer la négociation.

Il mentionne avoir lu avec une attention particulière la documentation de l'Union européenne, car il était essentiel de faire durer l'alliance créée notamment avec les pays participants au RIPC au moment des négociations à l'UNESCO : « Quand on a regardé la contribution de l'Union européenne, on s'est aperçu qu'elle était très près de la nôtre [...]. Ce qui était clair dans ma tête, c'était que notre allié naturel, c'était l'Union européenne. »

Pour se préparer à chacune des trois sessions, Jacques Paquette a eu besoin de consulter la ministre du Patrimoine canadien, Liza Frulla, afin de se sentir solide quant à la position à défendre :

Moi, première des choses, j'avais la confiance totale de Mme Frulla. [...]. On a parlé de la stratégie et je lui ai dit : « À un moment donné, ça va jouer dur, il y en aura peut-être qui seront pas contents ». Elle m'a dit : « D'abord que tu me gardes au courant et

que je sache quoi, je suis avec toi ». Alors ça, pour un négociateur, c'est tout, on s'entend ! Ça fait que moi, je suis capable d'enligner le monde [...]. Puis, quand les moments sont très durs, la ministre est avec moi puis elle me défend. Alors on roule!

Nous observons dans ces extraits que la préparation des sessions de négociation était un élément important pour l'élaboration de la stratégie du négociateur en chef et de la délégation canadienne. Cette étape du processus de travail démontre une maîtrise de l'action par l'importance accordée à l'étude des positions défendues par les autres États membres et par la concertation étroite entre le négociateur en chef et la ministre fédérale du Patrimoine.

Nous avons regroupé sous l'expression « stratégies utilisées pendant les négociations » tous les éléments tirés des entretiens des fonctionnaires qui étaient en lien avec la maîtrise de l'action. Stratégiquement, Jacques Paquette a choisi de s'entourer d'une équipe de « multi-spécialistes ». Contrairement à certaines délégations qui n'avaient envoyé aux sessions de négociation de l'UNESCO que leur ministre de la Culture, il avait tenu à ce que la délégation canadienne soit composée de plusieurs spécialistes :

Sur ma délégation, on l'avait décidé comme ça, j'avais plusieurs ministères fédéraux. Moi, j'avais amené littéralement un spécialiste du ministère de la Justice [...] qui m'a été extrêmement utile, j'avais des personnes du Commerce international [...] ensuite des gens des Affaires étrangères spécialisées en droits de la personne et des traités [...] et évidemment une équipe solide de Patrimoine canadien. En plus, j'avais des gens du Québec qu'on avait mis sur notre délégation.

Il raconte que lorsqu'il est devenu évident qu'on allait en arriver à un accord pour le vote d'un texte final de la Convention en juin 2005, les experts du commerce international des autres pays se sont mis à arriver : « Vers la fin de la négociation, là il y a du renfort qui commençait à arriver de certaines capitales [...] dans la salle, on a commencé à voir les experts du commerce international de certains pays. Moi, je les avais depuis le début, mais pas les autres. »

Pour être toujours certain de l'unité à l'intérieur de la délégation canadienne, Jacques Paquette a mis sur pied une routine qui a favorisé une meilleure maîtrise de l'action.

La façon qu'on fonctionnait, c'était fort simple : on était au même hôtel, chaque matin, on prenait notre déjeuner ensemble [...] et on parlait de la journée qui s'en vient. La journée, une fois que ça partait, ça partait! [...] On se rencontrait pour avoir une idée de c'était quoi les enjeux. Ensuite, j'allais à la délégation, puis là, j'avais une réunion avec toute la gang et puis on donnait du travail en particulier à certaines personnes.

Du côté des fonctionnaires québécois interviewés, Éric Thérout explique la stratégie qu'il avait développée avec une collègue juriste au MRI, pour garder une certaine maîtrise de l'action pendant les sessions de négociation :

C'est Nathalie Latulippe chez nous qui allait aux rondes de négociations internationales. Bon, on s'appelait, moi c'était la nuit, elle c'était au petit matin. On a eu énormément d'échanges sur les positionnements [...] comment on essaie d'influencer la position canadienne, parce qu'en termes de dynamique institutionnelle, le Québec ne prend pas le micro pour dire : « je pense que... ». Il faut s'assurer que ce soit une position canadienne qui reflète la position québécoise et idéalement, que le Québec puisse aussi s'en faire le porte-parole à l'occasion.

Cette stratégie entre les deux juristes québécois demandait une grande implication des fonctionnaires, puisqu'en raison du décalage horaire elle nécessitait des heures de travail pendant la nuit afin de préparer des textes qui devaient être prêts pour la prochaine journée de négociation. Éric Thérout raconte :

Moi, la nuit, je rédigeais des propositions et j'envoyais ça à Nathalie. C'est comme ça qu'on défendait nos positions. À chaque séance de négociation, même si Nathalie était vraiment *on duty* tout le temps, moi j'étais *stand by* tout le temps. C'est comme ça que ça fonctionne.

Ainsi, que ce soit par le rôle joué par Artur Wilczynski en tant que rapporteur au bureau de l'UNESCO, la préparation minutieuse de la délégation canadienne se traduisant par la lecture des commentaires des autres États sur le texte de l'avant-projet et les stratégies établies avec la ministre fédérale du Patrimoine et les nombreux procédés observés lors des sessions de négociation à l'UNESCO, nous avons trouvé de nombreux éléments dans le travail des fonctionnaires pouvant être rattachés à la maîtrise de l'action.

À la lumière des résultats que nous avons tirés des dix-neuf entretiens réalisés, nous pouvons conclure avec assurance que beaucoup d'éléments dans le travail des

fonctionnaires québécois et fédéraux dans le dossier d'élaboration et d'adoption de la Convention ont illustré la maîtrise des trois unités stratégiques de Musitelli : le temps, les lieux et l'action.

CONCLUSION

L'objectif de cette recherche était d'étudier le rôle d'acteurs traditionnels de la régulation – les fonctionnaires – dans le contexte du passage de la régulation politique à la gouvernance, où les acteurs politiques sont censés partager les fonctions décisionnelles avec un nombre accru d'acteurs. Nous avons deux questions, une plus spécifique et une autre, implicite et plus générale. Nous voulions observer le travail des fonctionnaires dans un dossier précis, mais en l'observant, dans ce que nous avons posé comme le contexte du passage de la régulation politique à la gouvernance, nous voulions du même coup observer, à travers les yeux des acteurs aguerris de la régulation que sont les fonctionnaires, les mutations que ce passage entraînait. Nous souhaitions ainsi répondre à la question suivante :

Dans le contexte du passage de la régulation à la gouvernance de la culture, quel a été le rôle des fonctionnaires québécois et fédéraux dans le processus d'élaboration menant à l'adoption de la Convention pour la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO?

Notre question nous a bien servi : les fonctionnaires et les autres personnes que nous avons rencontrées pour notre recherche nous ont apporté de riches informations sur leur travail propre et sur celui d'autres acteurs ayant participé à l'élaboration et à l'adoption de la Convention. Ils en ont rendu compte de l'intérieur, à partir de leur expertise acquise dans les cadres traditionnels de la régulation, où les États-nations exercent seuls, au moins officiellement, la fonction décisionnelle. Ils ont bien vu les mutations se produire. Ils en ont fait ressortir la nouveauté, mais aussi les limites, comme nous le verrons plus loin.

À la lumière de nos résultats, nous pouvons confirmer que le travail réalisé par les fonctionnaires québécois et fédéraux tout au long du processus d'élaboration de la Convention témoigne d'une certaine hybridation des modes de fonctionnement de l'appareil gouvernemental, ce qui suggère en effet le passage d'un mode de gestion à un autre, de la régulation traditionnelle, où les États-nations sont seuls maîtres bord, à la gouvernance, où ils partagent le gouvernail avec d'autres acteurs. Comme l'a remarqué

Baron (2003), la gouvernance est en train de transformer les modes de coordination propres à l'État :

La gouvernance présente aussi l'intérêt de « reformuler les questions classiques de la sociologie politique relatives au pouvoir ». Par conséquent, au schéma de l'autorité et du pouvoir hiérarchique, on préfère mettre en avant les modes de coordination qui reposent sur la confiance, la coopération, la participation, la négociation et la recherche de consensus face à une situation conflictuelle. [...] On s'éloigne d'une vision hiérarchique où l'État imposerait des règles quasi immuables pour tendre vers une vision hybride de différentes structures de pouvoir, propre à la gouvernance. (Baron, 2003 : 333)

Nous reviendrons d'abord sur les mutations documentées dans notre recherche et que nous associons à la gouvernance : la pluralité et l'hétérogénéité d'acteurs réunis autour d'une « affaire commune » – la diversité des expressions culturelles – ; leur fonctionnement en réseau au sein d'alliances diverses; leur utilisation novatrice d'Internet pour la diffusion des informations; enfin, le mode de gestion hybride et original, qui s'est accompagné d'une solide maîtrise du temps, des lieux et de l'action. Puis, nous verrons que d'autres facteurs nous ont amenée à considérer la persistance de certains éléments relevant de la régulation politique exercée par l'État-nation. Enfin, nous proposerons quelques réflexions portant sur les limites de la Convention, inspirées en bonne partie des propos exprimés par les personnes que nous avons rencontrées.

Les mutations observées

Le lecteur aura compris que notre section sur les mutations observées constitue le volet synthèse de notre conclusion. On y trouvera donc les caractéristiques de la gouvernance relevées dans les communiqués et les entretiens.

Pluralité et hétérogénéité des acteurs

La pluralité et l'hétérogénéité des acteurs, caractéristiques de la gouvernance, ont pu être observées dès l'analyse des communiqués. En effet, nous avons noté que les représentants de la société civile étaient mentionnés très souvent. Leur présence dans le discours officiel témoigne du fait qu'ils faisaient partie intégrante du processus d'élaboration de la Convention. Nous avons constaté que la collaboration de la société

civile avec les gouvernements a été stratégique et réciproque : les gouvernements avaient besoin de l'énergie et du militantisme des groupes de la société civile autant que ceux-ci avaient besoin de la légitimité inhérente à la sphère politique.

Les gens qui travaillaient au dossier d'élaboration de la Convention n'étaient plus définis par leur provenance, mais étaient devenus plutôt des « complices dans une cause » (Curzi). Le gouvernement avait « besoin de la Coalition et la Coalition avait besoin du gouvernement du Québec » (Beauchamp). Le rôle de la société civile dans ce dossier gouvernemental a par ailleurs été reconnu dans un article de la Convention, une « première » (Théroux).

L'affaire commune de la diversité culturelle

C'est pendant la période que nous avons qualifiée de « laboratoire » (1998-2002) qu'ont été tenues diverses activités comme le brassage d'idées, l'apprentissage des notions juridiques liées à la Convention et la rédaction des trois rapports définissant les bases d'un futur instrument juridique international sur la diversité culturelle. C'est donc pendant cette première période qu'a été élaboré, proposé, puis accepté le concept de diversité culturelle ou, plus exactement, celui de diversité des expressions culturelles.

En analysant les résultats tirés des entretiens, nous avons observé que les fonctionnaires des deux paliers de gouvernement avaient contribué à l'adoption de ce nouveau concept, plus rassembleur que celui de l'exception culturelle. En effet, le concept de « diversité culturelle » a été progressivement adopté entre 1998 et 2002 par l'équipe de fonctionnaires. Nous avons vu par la suite que ceux-ci avaient eu besoin d'assimiler les éléments juridiques inhérents au projet de convention internationale et que c'est grâce à la collaboration d'Ivan Bernier et de Peter S. Grant que ce transfert d'expertise avait été rendu possible. Tant les fonctionnaires interviewés que les gens de la CDC ont pu profiter de cette expertise.

Alliances et travail en réseau

Plus visibles dans la période 2003-2005 en raison du nombre plus important de communiqués, la pluralité et l'hétérogénéité des acteurs ont débouché sur la construction des alliances dont ont rendu compte abondamment les personnes rencontrées. Les nombreuses rencontres, politiques ou promotionnelles, répertoriées dans les communiqués, ont permis aux acteurs de faire connaissance et d'en arriver à partager la vision élaborée pendant la période laboratoire, qui avait mis à contribution des fonctionnaires de différents ministères, de différents paliers gouvernementaux, des membres de la société civile et des experts juridiques.

Nous avons relevé huit types d'alliances. Parmi celles-ci, nous en avons noté deux qui se rapprochent encore davantage de la gouvernance à cause de l'hétérogénéité des acteurs : d'abord l'alliance entre la société civile et les gouvernements; ensuite le réseau formé par les Coalitions pour la diversité culturelle. Nous jugeons exceptionnel le fait que la société civile (CDC et RIDC) ait été encouragée par les gouvernements à coordonner les activités de ses réseaux avec celles des réseaux plus traditionnellement liés à la régulation politique (réseau des ambassades, réseau de la Francophonie, etc.).

Internet

Nous avons également fait ressortir le lien entre l'utilisation du réseau Internet par les deux paliers de gouvernement pour diffuser l'information et le concept de pouvoir souple (*soft power*), un lien exposé par Lloyd Axworthy dans une allocution du RIPC. Rappelons qu'il s'agit d'un pouvoir reposant sur « la force de persuasion, la capacité d'attraction, de séduction, exercée par un modèle culturel, une idéologie et des institutions internationales » (Chavagneux, 2010 : 27).

Le site du Secrétariat à la diversité culturelle du MCC constitue également un bel exemple de l'usage d'Internet comme ressource du pouvoir souple. Son rédacteur principal, Dave Atkinson, bénéficiait en effet d'une grande marge de manœuvre puisqu'il n'avait pas besoin d'obtenir l'approbation du sous-ministre pour choisir le contenu qui allait être diffusé sur le site. De plus, le fait de donner « carte blanche » au juriste Ivan

Bernier pour publier ses chroniques sur le site Internet avait ouvert la porte à une plus grande collaboration entre fonctionnaires et membres de la société civile. Enfin, les communiqués diffusés électroniquement, contrairement aux communiqués papier destinés traditionnellement aux médias, devenaient instantanément disponibles à l'échelle planétaire. Les sites Internet créés par les deux paliers gouvernementaux ont donc été une ressource extrêmement importante dans la campagne de mobilisation et ont contribué à la construction d'alliances entre plusieurs types d'acteurs, d'une manière plus horizontale et transparente.

Le mode de gestion hybride et original

De fait, la diversité des acteurs s'est accompagnée d'un mode de gestion à la fois original et hybride, combinant des relations verticales et horizontales, ce qui encore une fois renvoie à la gouvernance (Morata, 2004).

Dans le même ordre d'idées, nous avons observé plusieurs éléments, dans le mode de fonctionnement du groupe de travail du RIPC et du Groupe franco-québécois sur la diversité culturelle, qui s'apparentent à la gouvernance. L'organisation hiérarchique n'était plus le seul modèle possible pour ces deux groupes : les ministres concernés par le dossier de la diversité culturelle et leur équipe de fonctionnaires avaient plutôt choisi d'explorer de nouvelles possibilités dans l'organisation de leur travail. Par exemple, Marie Malavoy avait été nommée en 1998 par le premier ministre du Québec pour présider la partie québécoise, alors qu'elle n'était pas députée. Au cours de notre entretien, elle a utilisé à plusieurs reprises l'expression « nouvelle diplomatie » pour parler du statut hybride du Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle, que nous associons à la gouvernance.

Nommé par le premier ministre, le coordonnateur gouvernemental du Québec jouissait d'une plus grande liberté et n'avait pas à passer par toutes les étapes hiérarchiques habituelles pour prendre des décisions : « sans qu'on ait toujours besoin, vous savez, de monter la hiérarchie jusqu'au sous-ministre et que ça redescende de l'autre côté » (Beauchamp). Cette façon de travailler des fonctionnaires québécois était donc une

nouveauté et nous y voyons l'illustration du mélange des relations horizontales (plus égalitaires) et verticales (hiérarchiques).

Dans la structure du RIPC, nous avons observé la participation des représentants de la société civile aux réunions internationales, où habituellement seuls les ministres sont invités. Les fonctionnaires de Patrimoine canadien ont souvent eu à justifier la présence et la prise de parole des représentants de la CDC et du RIDC aux réunions internationales auprès des fonctionnaires et ministres des autres pays. En lisant la documentation qui se retrouve sur le site Internet du RIPC, nous avons aussi noté que la collaboration de la société civile faisait partie des objectifs de l'organisation. Cette volonté de « tisser davantage de liens de collaboration avec le secteur non gouvernemental » a par ailleurs été réaffirmée par la ministre du Patrimoine Sheila Copps dans son allocution lors de la première rencontre du RIPC en 1998. C'est là un autre exemple de l'instauration de nouveaux modes d'élaboration des politiques publiques axés davantage sur la négociation, caractéristique de la gouvernance (Canet, 2004).

Contrairement à d'autres dossiers, la protection de l'environnement par exemple, nous avons noté que les deux paliers de gouvernement avaient accordé une crédibilité accrue à la société civile dans le dossier de la diversité culturelle. Pour illustrer en quoi la collaboration entre ces deux types d'acteurs peut habituellement être difficile, il suffit d'évoquer l'annonce faite par Stephen Harper en juin 2012 de couper le financement des groupes environnementaux qui s'opposent aux politiques gouvernementales, mettant en péril du même coup leur participation aux audiences publiques sur les évaluations gouvernementales des grands projets (Buzzetti, 2012, en ligne). L'alliance construite entre les groupes de la société civile et les gouvernements dans le dossier de la diversité culturelle a été tout autre : le gouvernement a donné une légitimité aux groupes de la société civile en les intégrant dans les groupes de travail et dans les réunions internationales et, fait important, leur a offert un financement.

Et la régulation?

Comme Musitelli, nous estimons donc que le dossier de la Convention a été « une ambition universellement partagée pour construire le premier pilier culturel de la gouvernance mondiale » (Musitelli, 2006 : 9). Néanmoins, nous avons observé aussi que le processus d'élaboration de la Convention a été un exercice pour réaffirmer le pouvoir des États-nations, en déclin depuis la fin de la Guerre froide (Chavagneux, 2010; Raboy, 2003; Baron, 2003). On remarque les signes de la régulation étatique notamment dans le choix des gouvernements de loger la Convention dans une enceinte internationale (l'UNESCO), où les États sont seuls à prendre part au processus décisionnel *versus* le choix de l'OMC, où les entreprises privées exercent une influence comparable à celle des États avec qui elles partagent le statut de sujets de droit, ce qui leur permet entre autres d'intenter des poursuites contre un État membre. Ainsi, en réaffirmant le droit des États d'adopter des politiques pour assurer leur souveraineté culturelle, la Convention rend un peu de leur gloire perdue aux États-nations. On observera plus globalement que si la Convention et les accords de l'OMC partagent la caractéristique de la pluralité et de l'hétérogénéité des acteurs, ce ne sont pas les mêmes acteurs. Les acteurs non étatiques de la Convention, issus de la société civile, semblent moins menaçants que ceux du secteur privé avec qui les États sont appelés à « partager leur souveraineté » dans le cadre des accords commerciaux comme l'OMC (Raboy et Landry, 2005 : 110).

Pour illustrer une dernière fois le volet gouvernance du processus d'élaboration de la Convention (1998-2005), nous pouvons le comparer avec le processus délibératif qui a précédé l'adoption de la Loi canadienne sur la radiodiffusion (1986-1991), longuement documenté par Raboy (1996). Nous observons quatre différences entre ces deux exercices de dénomination des affaires communes. Premièrement, l'un se passait à l'échelle nationale, l'autre à l'échelle internationale. Deuxièmement, le niveau d'effectivité était différent : la Loi de 1991 est effective sur le plan légal alors que l'effectivité théorique de la Convention est affaiblie par l'absence d'organe de règlement des différends, ce que Mattelart a ciblé comme le « talon d'Achille » de la Convention (Mattelart, 2005). Troisièmement, on remarque que le statut des acteurs est différent, puisque le processus

délibératif de la Loi de 1991 avait regroupé non pas deux, mais trois types d'acteurs, soit les acteurs politiques, les représentants de la société civile et les entreprises privées. Le fait que de gros joueurs économiques comme *Rogers* et *Quebecor* aient fait valoir leur point de vue lors des séances délibératives avait changé le tableau général de l'élaboration de la Loi de 1991. Or, il semble que les entreprises privées ne se soient pas fait entendre auprès des gouvernements et n'aient pas voulu prendre part à la Coalition pour la diversité culturelle durant le processus d'élaboration de la Convention. Quatrièmement, on observe, contrairement au processus délibératif précédant la Loi de 1991, la transparence du processus d'élaboration de la Convention, reposant sur l'utilisation d'Internet et la mise en ligne des documents de travail.

Le dossier de la diversité culturelle s'inscrit donc dans une nouvelle approche mettant l'accent sur la transparence des opérations. Nous voyons un lien entre cette tendance de l'appareil gouvernemental et le rapport Gautrin déposé en mai 2012, intitulé « Gouverner ensemble ». Ce rapport a comme objectif de « miser sur l'importance d'aborder différemment les rapports entre le gouvernement et les citoyens et entre les ministères et organismes en adoptant une stratégie de communication Web 2.0, qui nécessite, de la part du gouvernement, la transparence de ses activités » (Gouvernement du Québec, 2012, en ligne). Pour instaurer une nouvelle manière de gouverner, nous voyons donc que le gouvernement mise de plus en plus sur la transparence pour établir, voire rétablir, la confiance et la participation des citoyens. L'alliance créée entre les groupes de la société civile et les fonctionnaires et ministres pendant le processus d'élaboration de la Convention est révélatrice de cette transparence, que nous rattachons aux mutations que nous avons associées à la gouvernance en nous appuyant sur différents auteurs (Baron, Canet, Morata).

Nous nous sommes interrogée à savoir si le fait qu'un gouvernement fédéral libéral soit au pouvoir à Ottawa pendant toute la période de gestation de la Convention a été un élément favorisant l'élaboration d'une convention internationale dans le domaine de la culture. En effet, les fondements idéologiques du Parti Libéral sont plus interventionnistes que ceux du Parti Conservateur, lequel accorde un pouvoir accru aux

entreprises privées et prône la libéralisation des échanges. Certains des fonctionnaires fédéraux interviewés nous ont parlé de cette conjoncture favorable sur le plan politique (un gouvernement fédéral qui garde prioritaire le dossier de la Convention entre 1998 et 2005) et sur le plan économique (il y avait des ressources budgétaires considérables allouées à ce dossier, non pas des mesures d'austérité budgétaire).

Piste de réflexion : les limites de la Convention

Nous avons trouvé très intéressante la comparaison entre l'exception culturelle et la Ligne Maginot (Tardif et Farchy, 2006 : 260). Nous nous interrogeons à savoir si, sept ans après son adoption, la Convention ne serait pas, elle aussi, comparable à une Ligne Maginot. En effet, cette convention qui souhaitait protéger le secteur des biens et services culturels semble difficilement s'adapter à la nouvelle réalité numérique qui affecte actuellement le marché des biens et services culturels. Certaines des personnes interviewées ont émis des doutes quant à l'efficacité réelle de la Convention. Par exemple, André Dorval estime que la Convention est un outil de droit international qui est arrivé trop tard pour protéger la culture et les politiques culturelles face à l'explosion des nouvelles technologies :

Si la réalité s'était figée, si on n'avait pas d'autres choses que le livre papier, que la télévision traditionnelle, des choses comme ça, notre affaire [la Convention] elle serait parfaite [...], mais là, on fait face à une autre réalité. Les problèmes qu'on a voulu gérer, ils prennent une autre forme. [...] La culture change, les formes de transmission changent. [...] Là, comment fais-tu pour que le créateur y retrouve son profit? C'est un univers qui change tellement vite, t'as pas le temps d'intervenir que déjà, il a bougé. [...] C'est ça le problème, je pense [...], c'est une convention qui confirme le droit des États d'encadrer les pratiques culturelles ou les soutiens à la culture, mais les choses qu'on veut encadrer, elles sont mobiles. [...] Je pense que les principes sont bons, mais que les véhicules qu'on voulait sauver sont désuets.

Dans le même ordre de pensée, un fonctionnaire fédéral explique : « Le succès est presque trop tard puisque l'ère digitale fait apparaître la Convention comme un vieil outil. ». Cela étant dit, le fait qu'un consensus international ait été atteint au sujet de la spécificité des biens culturels comme porteurs de valeurs identitaires – et non seulement comme de simples marchandises – représente pour la plupart des gens interviewés une

victoire en soi. Un autre fonctionnaire fédéral se demande : « Est-ce que la Convention en valait la peine? Oui, chaque sou dépensé. Ça a mobilisé la communauté internationale en faveur d'une transition sur l'importance de promouvoir la diversité culturelle. » Pour Pierre Curzi, la mobilisation internationale a eu des effets positifs qui la dépassent : « L'instrument est arrivé juste au moment où on a basculé dans le digital. Sauf qu'une convention, ça amène une conscience. [...] Il y a une préoccupation qui n'existait pas auparavant. »

Ainsi, même si la Convention apparaît pour certains comme un outil de droit international maintenant désuet pour affronter les nouveaux défis de l'ère numérique, le processus d'élaboration de la Convention aura été le moment de prendre conscience de l'importance de protéger la culture en tant que bien commun, comme « patrimoine commun de l'humanité ». La Convention aura également été une belle démonstration de la volonté des États de conserver leur pouvoir sur la scène nationale et internationale. Martin (2005) a pressenti en quoi la Convention était davantage une étape qu'une fin en soi :

Tout concourt donc à ce que le projet de Convention sur la diversité culturelle ne soit pas une fin, mais bien une autre étape dans cette longue lutte pour la sauvegarde et la promotion des politiques culturelles nationales. En somme, ce ne pourra être qu'un moyen pour protéger les acquis, et non pas un outil susceptible de modifier les mécanismes du marché mondial de la culture. (Martin, 2005 : 217)

Le fait que certaines des personnes interviewées aient discuté des limites de la Convention et de ses conséquences à l'ère numérique ramène en fin de recherche la dimension critique de l'économie politique de la communication. Comme Chavagneux (2010 : 3), nous nous questionnons sur l'organisation des rapports de force à l'échelle mondiale : « Qui dirige l'économie mondiale? Qui a assez d'influence pour définir les règles du jeu? ». Avec un si large et spectaculaire consensus d'États-nations pour adopter la Convention, nous nous interrogeons sur la répartition du pouvoir et sur ce qui poussait les gouvernements à souhaiter si ardemment l'adoption de cette convention. Nous croyons que l'érosion du pouvoir des États-nations est une des causes de ce large consensus : devant l'OMC et la montée en puissance des acteurs économiques, les États ont adhéré à ce projet qui vient réaffirmer le droit de l'État d'intervenir dans la société.

Cependant les choses peuvent changer vite. Alors que le gouvernement du Canada s'était posé en leader au moment d'élaborer et d'adopter la Convention, nous assistons à l'heure actuelle à son désengagement. Après avoir progressivement fait disparaître les ressources humaines et budgétaires allouées au RIPC, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé en mai 2012 qu'il réduisait de moitié la subvention accordée à la Coalition canadienne pour la diversité culturelle et que, dès l'an prochain, le gouvernement fédéral ne subventionnera plus la CDC (Bulletin CEIM, 2012, en ligne).

De plus, au moment où l'Accord économique et commercial global (AÉCG) est sur le point d'être signé, les négociateurs canadiens et européens ne semblent toujours pas s'entendre sur la définition des « industries culturelles » et l'on craint que certains secteurs soient sacrifiés en fin de négociation. La députée Louise Beaudoin, qui avait été l'une des instigatrices du projet de la Convention, s'insurge :

La définition de la Convention est très claire. Si les négociateurs européens disent qu'ils veulent la préciser, c'est qu'ils veulent la limiter. [...] Ma crainte est que ce soit justement le genre d'enjeu sur lequel le Canada sera prêt à céder dans le dernier sprint des négociations pour obtenir une entente. (Desrosiers, 2012, en ligne).

Il sera donc particulièrement intéressant d'observer dans les prochains mois sur quoi débouchera la signature de l'AÉCG, accord qui viendra peut-être défaire les engagements pris par le gouvernement canadien pour la protection et la promotion de la diversité culturelle.

De nouvelles recherches devront être menées pour voir l'impact à moyen terme de l'adoption de la Convention, tant sur le plan des politiques publiques que sur celui de l'évolution des différentes alliances. Nous espérons avoir contribué à documenter les mutations en cours et le rôle des fonctionnaires dans le dossier de la Convention, des acteurs laissés trop souvent dans l'ombre.

RÉFÉRENCES

AZZARIA, Georges (2006). *La filière juridique des politiques culturelles*, Les Presses de l'Université Laval, Québec.

BARON, Catherine (2003). « La gouvernance : débats autour d'un concept polysémique », *Droit et société*, vol.2, no 54, pp.329-349.

BEAUDOIN, Louise (1998). Allocution. Bulletin MCCF. « La ministre Louise Beaudoin se réjouit de la création de la Coalition pour la diversité culturelle ». Consulté le 16 juillet 2012.

[http://www.mccf.gouv.qc.ca/index.php?id=2328&tx_ttnews\[theme\]=47&tx_ttnews\[periode\]=y&tx_ttnews\[year\]=1998&tx_ttnews\[archives\]=on&tx_ttnews\[posted\]=1&tx_ttnews\[tt_news\]=1066&tx_ttnews\[backPid\]=2408&cHash=e0f73b80022011](http://www.mccf.gouv.qc.ca/index.php?id=2328&tx_ttnews[theme]=47&tx_ttnews[periode]=y&tx_ttnews[year]=1998&tx_ttnews[archives]=on&tx_ttnews[posted]=1&tx_ttnews[tt_news]=1066&tx_ttnews[backPid]=2408&cHash=e0f73b80022011).

BEAUDOIN, Louise (2003). « Allocution de la ministre d'État aux relations internationales du Québec », dans TREMBLAY, Gaëtan (dir.) *PANAM Industries culturelles et dialogues des civilisations dans les Amériques*, Saint-Nicolas, Les Presses de l'Université Laval, pp.11-22.

BECK, Ulrich (2000). *What is globalization?*, Polity Press, Cambridge.

BELLAVANCE, Guy (2000). *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle? Deux logiques d'action publique*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

BERNIER, Ivan; RUIZ-FABRI, Hélène (2002). *Évaluation de la faisabilité juridique d'un instrument international sur la diversité culturelle*. Document consulté en ligne. http://www.diversite-culturelle.qc.ca/fileadmin/documents/pdf/106145_faisabilite.pdf

BURRELL, Gibson; MORGAN, Gareth (1979). « Chapitre 3 : Two Dimensions : Four Paradigms », dans *Sociological Paradigms and Organizational Analysis : Elements of the Sociology of Corporate Life*, pp.21-37.

CANET, Guillaume (2004). *Qu'est-ce que la gouvernance ?* Conférence prononcée dans le cadre du séminaire *Les nouveaux modes de gouvernance et la place de la société civile*, organisé par le Service aux collectivités de l'UQAM, – Montréal, Écomusée du fier monde – 16 mars 2004. Consulté le 16 mai 2012. <http://er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/canet-mars-2004.pdf>

CASTELLS, Manuel (1996). *The Rise of the Network Society, The Information Age: Economy, Society and Culture*, vol. I. Cambridge, MA; Oxford, UK: Blackwell.

CENTRE D'ÉTUDES SUR L'INTÉGRATION ET LA MONDIALISATION (2012). « Réductions radicales des aides financiers allouées à la culture : les cas du Canada et de l'Espagne », Bulletin d'information, vol. 7, no 4, 7 mai 2012. Document consulté en ligne le 15 mai 2012. <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Bulletinmai2012CEIM.pdf>

CHAVAGNEUX, Christian (2010). *Économie politique internationale*, Paris, La Découverte.

COALITION CANADIENNE POUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE (2000).

Déclaration de principes, juin 2000.

http://www.cdcccd.org/Francais/Liensenfrancais/qui_sommes_nous.htm#Ancredeclaration_qui

COMMISSION SUR LA GOUVERNANCE GLOBALE (1999). *Our Global Neighborhood*, Oxford University Press.

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE. Portail européen de la culture. Convention sur la diversité culturelle. Consulté le 19 juillet 2011.
http://ec.europa.eu/culture/portal/action/diversity/unesco_fr.htm

CONSEIL DES CANADIENS (2010). « Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ». Consulté le 24 février 2012.
<http://www.canadians.org/francais/commerce/enjeux/AECG/index.html>

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (1998). « Instaurer un ordre économique mondial plus équitable ». Document consulté en ligne le 24 février 2012.
http://www.ccic.ca/resources/archives_agenda_3_creating_an_equitable_global_economic_order_f.php

COX, Robert (1981). « Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory », *Millennium: Journal of International Studies*, vol.10 no 2, pp.126-155. Document consulté en ligne le 5 mars 2012.
<http://mil.sagepub.com/content/10/2/126>

DEZALAY, Yves; GARTH, Bryant G. (2002). *La mondialisation de Guerres de Palais : la restructuration du pouvoir d'État en Amérique latine, entre notables du droit et « Chicago boys »*, Paris, Le Seuil.

DURAND, Claire; BLAIS, André (2009). Chapitre 9 : « La mesure » dans GAUTHIER, Benoît (dir.), *Recherche sociale, de la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp.199-226.

FRAU-MEIGS, Divina (2004). « Le retour des États-Unis au sein de l'UNESCO », *Annuaire français de relations internationales* (2004), volume 5, pp.860-877.

GAGNÉ, Gilbert (dir.) (2005). *La diversité culturelle : vers une convention culturelle ?*, Anjou, FIDES.

GAUTHIER, Benoît (dir.) (2009). *Recherche sociale : de la problématique à la collecte des données*, Québec, Les Presses de l'Université du Québec.

GEORGE, Éric (2003). « De l'exception et de l'exemption culturelles à la diversité culturelle = de l'internationalisation à la mondialisation supranationales des économies? » Consulté le 16 juillet 2011. PANAM www.er.uqam.ca/nobel/gricis/actes/panam/GeorgePA.pdf

GEORGE, Éric (2008a). « La politique du contenu canadien à l'ère de la diversité culturelle dans le contexte de la mondialisation », dans THÉORÉT, Yves (dir.), *David contre Goliath : la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO*. Montréal, HMH, pp. 235-257.

GEORGE, Éric (2008b). « De la complexité des relations entre démocratie et TIC », *TIC et citoyenneté : de nouvelles pratiques sociales dans la société de l'information*, vol.21 no 1, automne 2008, p. 38-51. Document consulté en ligne le 28 juillet 2012. <http://www.erudit.org/revue/nps/2008/v21/n1/019357ar.html>

GEORGE, Éric; GRANJON, Fabien (dir.) (2008). « Introduction », dans *Critiques de la société de l'information*, Paris, L'Harmattan, pp.7-20.

GILPIN, Robert (1975). *U.S. Power and the Multinational Corporation: the Political Economy of Foreign Direct Investment*, New York, Basic Books.

GOUVERNEMENT DU CANADA (1929). *Report of the Royal Commission on Radio Broadcasting*. Ottawa, F. A. Acland.

GOUVERNEMENT DU CANADA. *L'Accord multilatéral sur les investissements : Fondement, grandes lignes et problèmes*. Rédigé par Anthony Chapman, division de l'économie, septembre 1997. Consulté le 16 juillet 2011. <http://dsp-psd.pwgsc.gc.ca/Collection-R/LoPBdP/BP/bp444-f.htm>

GOUVERNEMENT DU CANADA (1999). Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) – Industries culturelles *La culture canadienne dans le contexte de la mondialisation : Nouvelles stratégies pour la culture et le commerce*. Document consulté en ligne le 6 juillet 2011. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/fo/canculture.aspx?lang=fra>

GOUVERNEMENT DU CANADA (2002). Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE) – Industries culturelles. *Accord international sur la diversité culturelle, modèle pour discussion*. Consulté en ligne le 5 février 2012. <http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/fo/index.aspx?lang=fr&view=d>

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2012). *Gouverner ensemble. Comment le Web 2.0 améliorera-t-il les services aux citoyens?* Document consulté en ligne le 15 juillet 2012. <http://www.mce.gouv.qc.ca/publications/rapport-gautrin-web-2-2012-03-06.pdf>

GRAZ, Jean-Christophe (2000). « Les nouvelles approches de l'économie politique internationale », *Annuaire français des Relations internationales*, Vol. 1, 2000, Paris, La Documentation française/Bruylant, pp. 557-569. Document consulté en ligne le 5 mars 2012. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001184.pdf>

GRAZ, Jean-Christophe (2002). « Diplomatie et marché de la normalisation internationale », *Alternatives économiques, L'Économie Politique*, Vol.1 no 13, pp.52-66. Document consulté en ligne le 15 mai 2012. <http://www.cairn.info/publications-de-Graz-Jean-Christophe--13770.htm>

GRAZ, Jean-Christophe (2006). « Les hybrides de la mondialisation. Acteurs, objets et espaces de l'économie politique internationale », *Revue française de science politique*, Vol. 56, pp. 765-787. Aussi disponible en ligne : <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2006-5-page-765.htm>

GRAZ, Jean-Christophe (2010). *La gouvernance de la mondialisation*, Paris, La Découverte.

GUEVREMONT, Véronique. *La mise en œuvre et le suivi de la Convention sur la diversité des expressions culturelles : le défi d'une action concertée de la société civile*, ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine du Québec, novembre 2007, 22 p. Disponible en ligne : <http://www.diversite-culturelle.qc.ca/fileadmin/documents/pdf/societe-civile.pdf>

KRASNER, Stephen D. (1983). *International Regimes*, Ithaca, Cornell University Press.

KROEBER, A. L.; KLUCKHORN, Clyde. (1952). *Culture: A Critical Review of Concepts and Definitions*, New York, Random House.

LACHAPELLE, Guy (2008). *Diversité culturelle, identités et mondialisation. De la ratification à la mise en œuvre de la Convention sur la diversité culturelle*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

LEMIEUX, Pierre (2006). *La diversité culturelle. Protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

LINCOLN, Clifford (dir.). (2003). *Notre souveraineté culturelle. Le deuxième siècle de la Radiodiffusion canadienne*. Comité permanent du patrimoine canadien. Consulté le 19 juillet 2011
<http://www.cmte.parl.gc.ca/Content/HOC/committee/372/heri/reports/rp1032284/herirp02/herirp02-f.pdf>

MARTIN, Éric (2005). « Le projet de Convention internationale sur la diversité culturelle comme réponse au marché mondial de la culture », *Études internationales*, vol. 36, n° 2, 2005, pp. 201-217. Document consulté en ligne le 23 juillet 2012.
<http://id.erudit.org/iderudit/011415ar>

MCDOWELL, Stephen (2006). *States and Civil Society Groups: Canada's Promotion of Cultural Diversity and UNESCO's Convention on the protection and promotion of the diversity of cultural expressions*. Paper for: 2006 meetings of the International Communication Association International Communication Division.

MATTELART, Armand (2002). *La mondialisation de la communication*, Collection Que Sais-je?, Paris, Presses universitaires de France.

MATTELART, Armand et Michelle (1995). *Histoire des théories de la communication*, Paris, La Découverte.

MATTELART, Armand (2005). *Diversité culturelle et mondialisation*, Paris, La Découverte.

MOSCO, Vincent (1996). *The Political Economy of Communication: Rethinking and Renewal*, Londres, SAGE Publications.

MORATA, Francisc (2004). « La gouvernance coopérative subétatique » dans LACHAPELLE, Guy et PAQUIN, Stéphane (dir.), *Mondialisation, gouvernance et nouvelles stratégies subétatiques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, pp.93-109.

MUSITELLI, Jean (2006). *La Convention sur la diversité culturelle : anatomie d'un succès diplomatique*, Revue internationale et stratégique, no 62, été 2006. Aussi disponible en ligne : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/LaConventionsurladiversiteculturelle_anatomiedunsuccesdiplomatiqueJeanMusitelli-2.pdf

NYE, Joseph. (1990). « Soft Power », *Foreign Policy*, automne 1990, no. 80, Carnegie Endowment for International Peace, pp. 153-171. Document consulté en ligne le 15 mai 2012. <http://www.polsci.wvu.edu/faculty/hauser/PS293/NyeSoftPowerForPol1990.pdf>

NYE, Joseph (2004). *Soft Power: the Means to succeed in World Politics*, New York, Public Affairs.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (1998). *L'Accord multilatéral sur l'investissement, projet de texte consolidé*. Document consulté en ligne le 24 février 2012. <http://www1.oecd.org/daf/mai/pdf/ng/ng987r1f.pdf>

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (2001). *Déclaration et plan d'action*, Conférence ministérielle de Cotonou. Document consulté en ligne le 20 juillet 2012. http://www.francophonie.org/IMG/pdf/Conf_minis_Culture_Cotonou.pdf

PARIS, Thomas (2005). « Diversité culturelle et mondialisation », *Ramsès 2005: Les faces cachées de la mondialisation*, Paris, Dunod, pp. 173-187. Document consulté en ligne le 28 juillet 2012. <http://crg.polytechnique.fr/fichiers/crg/publications/pdf/2004-09-07-491.pdf>

PARIS, Thomas (2010). « Des industries culturelles aux industries créatives : un changement de paradigme salubre? », *TiC et Société*, vol. 4, no 2, 2010, pp. 41-64.

PARLEMENT DU CANADA (2011). *La politique canadienne de radiodiffusion. Publications courantes : information et communication*. Document consulté en ligne le 23 mai 2012. <http://www.parl.gc.ca/Content/LOP/ResearchPublications/2011-39-f.htm>

PUPPIS, Manuel (2008). « National Media Regulation in the Era of Free Trade: The Role of Global Media Governance », *European Journal of Communication*, vol. 23, pp.40-424.

RABOY, Marc (1996). *Occasions ratées : histoire de la politique canadienne de la radiodiffusion*, Montréal/Sainte-Foy, Liber/Les Presses de l'Université Laval.

RABOY, Marc (2000). *Les Médias québécois, presse, radio, inforoute*. 2^e édition, Montréal-Paris, Gaëtan Morin éditeur.

RABOY, Marc (2003). « Communication et mondialisation : un défi pour les politiques publiques » in *Contestation et mondialisation*, sous la direction de David R. Cameron et Janice Gross Stein, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal.

RABOY, Marc; LANDRY, Normand (2005). *Civil Society, Communication and Global Governance: Issues from the World Summit on the Information*, New York, Peter Lang.

RABOY, Marc; BERNIER, Ivan; SAUVAGEAU, Florian et ATKINSON, Dave (1994). *Développement culturel et mondialisation de l'économie, un enjeu démocratique*. Institut québécois de recherche sur la culture, Québec. Aussi disponible en ligne (en anglais) : <http://www.cjc-online.ca/index.php/journal/article/viewArticle/822/728>

RICO DE SOTELO, Carmen (2008). *Regards croisés sur la diversité culturelle : entre la production matérielle et l'intégration citoyenne. Une perspective du Sud*. Document consulté en ligne le 5 avril 2012. <http://www.relec.com.ar/arti/Regards.pdf>

RIPC (1998). « Rapport final de la Rencontre internationale sur la politique culturelle : la culture sur la scène mondiale. » Consulté en ligne le 17 février 2012. <http://www.incp-rip.org/meetings/1998/ottawa/report-f.pdf>

REGOURD, Serge (2004). « La culture comme enjeu politique », dans BAMBRIDGE, Tamatoa (dir.), *Francophonie et mondialisation*, Paris, CNRS. Aussi disponible en ligne : <http://documents.irevues.inist.fr/handle/2042/9494>

SABOURIN, Paul (2009). Chapitre 16 : « L'analyse de contenu », dans GAUTHIER, Benoît (dir.) *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp.415-444.

SAUVAGEAU, Florian (1999). *Les politiques culturelles à l'épreuve : la culture entre l'État et le marché*, Québec, Presses de l'Université Laval.

SAINT-PIERRE, Diane (2004). « Les politiques culturelles du Québec » dans GRENIER, Robert (dir.), *L'État québécois au XXI^e siècle*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp.231-259.

SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2009). Chapitre 13 : « L'entrevue semi-dirigée », dans GAUTHIER, Benoît (dir.) *Recherche sociale : de la problématique à la collecte de données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, Québec, pp.337-360.

SCHILLER, Herbert (1976). *Communication and Cultural domination*, New York, M.E. Sharpe.

SECRÉTARIAT À LA DIVERSITÉ CULTURELLE (2007). Bulletin de nouvelles sur la diversité des expressions culturelles, volume 7, no 8, lundi 12 mars 2007 [http://www.diversite-culturelle.qc.ca/index.php?id=110&L=1%252...ert%2Fmvcw.php%3Fstep%3D1%2Fmodules%2Fvwar%2Fadmin%2Fadmin.php%3Fvwar_root%3D&tx_bulletinsirre_pi1\[year\]=2007&tx_bulletinsirre_pi1\[idbulletin\]=161&cHash=5714eb3e270d80adc16510ed228f6235](http://www.diversite-culturelle.qc.ca/index.php?id=110&L=1%252...ert%2Fmvcw.php%3Fstep%3D1%2Fmodules%2Fvwar%2Fadmin%2Fadmin.php%3Fvwar_root%3D&tx_bulletinsirre_pi1[year]=2007&tx_bulletinsirre_pi1[idbulletin]=161&cHash=5714eb3e270d80adc16510ed228f6235)

SLAUGHTER, Anne-Marie (2004). *A New World Order*, Princeton New Jersey, Princeton Press University.

STRANGE, Susan (1982). « Cave! Hic Dragones: A Critique of Regime Analysis » *International Organization*, vol. 36, no. 2, The MIT Press, pp.479-496.

STRANGE, Susan (1988). *States and Markets: An Introduction to International Political Economy*, London, Pinter.

TARDIF, Jean; FARCHY, Joëlle (2006). « Reconnaître et assumer la dimension politique des enjeux culturels » in *Les enjeux de la mondialisation culturelle*, chapitre 5, Paris, Éditions Hors Commerce, pp.243-291.

TELEFILM CANADA (2011). « Mission. Pour le développement et la promotion de l'industrie télévisuelle canadienne. » Consulté le 19 juillet 2011 <http://www.telefilm.gc.ca/fr/telefilm/telefilm/mission>

THÉORÊT, Yves (2008). *David contre Goliath : la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO*. Montréal, HMH.

TREMBLAY, Gaëtan et LACROIX, Jean-Guy (1997). « Le rôle de l'État en matière de culture et de communication », *The Information Society and the Cultural Industries Theory*, Current sociology, Trend report, vol.45 no 4, Londres, SAGE.

TREMBLAY, Gaëtan (2003). *PANAM : Industries culturelles et dialogues des civilisations dans les Amériques*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval.

TREMBLAY, Gaëtan (2008). « Industries culturelles, économie créative et société de l'information », *Global Media Journal -- Édition canadienne*, volume 1, no 1, pp. 65-88.

Document consulté en ligne le 16 mai 2012.
http://www.gmj.uottawa.ca/0801/inaugural_tremblay.pdf

UNESCO (1995). Rapport de la Commission mondiale de la culture et du développement. *Notre diversité créatrice*. Consulté le 19 juillet 2011
<http://unesdoc.unesco.org/images/0015/001591/159177f.pdf>

UNESCO (2001). *Déclaration universelle de l'UNESCO pour la diversité culturelle*. Consulté le 19 juillet 2011 : <http://unesdoc.unesco.org/images/0012/001271/127160m.pdf>

UNESCO (2005). *Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles*. Consulté le 19 juillet 2011 : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001429/142919f.pdf>

ARTICLES DE JOURNAUX

BEAUDOIN, Louise (2010). « Accord de libre-échange Canada-Union européenne – L'espace culturel à surveiller », *Le Devoir*, 18 octobre 2010. Consulté le 16 juillet 2011.
http://www.cdc-ccd.org/IMG/pdf/Revue_de_presse_Exemption_culturelle.pdf

BERLUET, Alain (2011). « Washington met l'UNESCO sous pression budgétaire », *Le Figaro*, 2 novembre 2011, p.6.

BOILEAU, Josée (2005). « Demi-victoire? », *Le Devoir*, 13 juin 2005, p.A6.

BOURGAULT-CÔTÉ, Guillaume (2010). « Libre-échange Canada-UE : l'ambivalence d'Ottawa autour de l'Exemption culturelle suscite l'inquiétude », *Le Devoir*, 21 octobre 2010. Consulté le 16 juillet 2011. <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/298469/libre-echange-canada-ue-l-ambivalence-d-ottawa-autour-de-l-exemption-culturelle-suscite-l-inquietude>

BRUNET, Alain (2005). « Le projet de Convention sur la diversité culturelle sera-t-il prêt en octobre? », *La Presse*, 21 janvier 2005. Consulté le 23 mai 2012.
<http://archives.vigile.net/05-1/diversite.html>

BUZZETTI, Hélène (2012). « Les écologistes craignent d'être exclus des évaluations environnementales. Ottawa pourrait couper les vivres aux opposants des grands projets », *Le Devoir*, 9 juin 2012, p. A-3. Document consulté en ligne le 20 juin 2012.
<http://www.ledevoir.com/politique/canada/352038/les-ecologistes-craignent-d-etre-exclus-des-evaluations-environnementales>

CASSIVI, Marc (2005). « Liza superstar », *La Presse*, 24 novembre 2005, Arts et spectacles, p.5.

CASTONGUAY, Alec (2005). « Ottawa et Québec rallient 127 pays. Conclusion d'un accord sur la diversité culturelle », *Le Devoir*, 4 juin 2005, p.A1.

CONGRESSIONAL DIGEST (1933) « Should the U.S. Adopt the British System of Radio Control? PRO ». Août/septembre 1933, vol. 12, no 8, pp.220-222.

DESROSIERS, Éric (2012). « Libre-échange Canada-Europe – Négociateur en pensant à la Chine et à l'Inde », *Le Devoir*, 14 juin 2012. Document consulté en ligne le 20 juin 2012. <http://www.fidc.org/cdc2418>

FOX, Francis (2010). « Libre-échange : l'exemption culturelle menacée », *La Presse*, 24 septembre 2010. Consulté le 16 juillet 2011. <http://www.cyberpresse.ca/opinions/201009/23/01-4325940-libre-echange-lexemption-culturelle-menacee.php>

JÉZÉQUEL, Myriam (2005). « Convention sur la diversité culturelle, une victoire annoncée », *Le Devoir*, 7 juin 2005, p.A7.

RAMONET, Ignacio (1997). « Désarmer les marchés », *Le Monde diplomatique*, Paris, décembre 1997. Consulté en ligne le 6 juillet 2011. www.monde-diplomatique.fr/1997/12/RAMONET/9665

ANNEXE A



Lettre d'information

Invitation à participer au projet de recherche

« La gouvernance de la culture : le rôle des fonctionnaires québécois et fédéraux dans l'élaboration et l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO ».

Équipe : L'étude s'inscrit dans le projet de mémoire de maîtrise d'Emmanuelle Coutu, étudiante à la maîtrise en communication sociale de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), sous la direction de France Aubin, professeure en communication sociale à l'UQTR.

Objectif de l'étude : Dans le cadre de cette recherche, nous souhaitons faire un bilan des efforts et du travail fournis entre 1999 et 2005 par les fonctionnaires du palier provincial québécois et du palier fédéral dans la préparation du projet de Convention internationale sur la diversité culturelle chapeautée par l'UNESCO. Les renseignements donnés dans cette lettre d'information visent à vous aider à comprendre exactement ce qu'implique votre éventuelle participation à la recherche et à prendre une décision éclairée à ce sujet. Nous vous demandons donc de lire le formulaire de consentement attentivement et de poser toutes les questions que vous souhaitez poser. Vous pouvez prendre tout le temps dont vous avez besoin avant de prendre votre décision.

Tâche : Le/la participant(e) devra prendre part à une entrevue, qui sera enregistrée, d'une durée d'une heure environ dans une salle réservée aux réunions près de son lieu de travail. Il sera éventuellement envisageable de revoir cette personne pour une autre entrevue dans le cadre de la recherche. Le choix de la langue utilisée (anglais ou français) lors de l'entrevue sera laissé au choix du (de la) participant(e).

Risques, inconvénients, inconforts : Il n'y a pas de désavantages à participer à cette recherche, sinon le temps consacré lors de l'entrevue d'une durée d'une heure.

Bénéfices : À la suite de l'adoption de la Convention sur la diversité culturelle en octobre 2005, le travail des ministres canadiens a été reconnu par l'UNESCO pour sa contribution au processus d'élaboration du document. Par contre, le travail des fonctionnaires a été davantage laissé dans l'ombre. Cette recherche permettra donc de mettre en lumière les

actions posées par les fonctionnaires ayant œuvré de près à la Convention. Aucune compensation financière ne sera offerte au (à la) participant(e).

Confidentialité : Les données obtenues à partir de l'étude seront utilisées strictement aux fins de ladite recherche. Sauf dans le cas où nous aurons obtenu une dérogation explicite sur le formulaire de consentement, nous ne mentionnerons pas les noms de nos interlocuteurs et interlocutrices. La confidentialité sera alors assurée par l'usage d'un nom fictif associé à chaque participant/e. Les résultats de la recherche, qui pourront être diffusés sous forme de mémoire, d'articles ou autres, ne permettront pas d'identifier les participants qui n'auront pas consenti à être identifiés.

Durée de conservation des renseignements personnels : Les données recueillies, incluant les enregistrements des entretiens, seront conservées pendant la durée de la recherche, c'est-à-dire pendant une période de deux ans maximum à partir du 1er janvier 2011. Les seules personnes qui auront accès aux données sont la responsable de la recherche, Emmanuelle Coutu et sa directrice de mémoire, France Aubin. Les fichiers de données, entreposés sur l'ordinateur de l'auteure de la recherche (Emmanuelle Coutu), seront ensuite détruits.

Participation volontaire : La participation à cette étude se fait sur une base volontaire. Le/la participant(e) est libre de participer ou non et de se retirer en tout temps sans préjudice et sans avoir à fournir d'explications. Si tel était le cas, les données recueillies lors de sa participation à l'entretien ne seraient en aucun cas associées à son nom. La chercheuse se réserve également la possibilité de retirer un/e participant/e en lui fournissant des explications sur cette décision.

Responsable de la recherche : Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour toute question concernant ce projet de recherche, vous pouvez communiquer avec la responsable de la recherche, par courriel : emmanuelle.coutu@uqtr.ca.

Pour toute question ou plainte d'ordre éthique concernant cette recherche, vous devez communiquer avec la secrétaire du comité d'éthique de la recherche de l'Université du Québec à Trois-Rivières, au Décanat des études de cycles supérieurs et de la recherche, par téléphone (819) 376-5011, poste 2129 ou par courrier électronique CEREH@uqtr.ca.

Certificat éthique émis le 4 mai 2011, portant le numéro CER-11-167-06.05

ANNEXE B

Formulaire de consentement

Engagement du chercheur/de la chercheuse

Moi, Emmanuelle Coutu, m'engage à procéder à cette étude conformément à toutes les normes éthiques qui s'appliquent aux projets comportant la participation de sujets humains.

Consentement du/de la participant/e

Je, _____, confirme avoir lu et compris la lettre d'information au sujet du projet de recherche intitulé « La gouvernance de la culture : le cas des fonctionnaires canadiens dans l'élaboration et l'adoption de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO ». J'ai bien saisi les conditions, les risques et les bienfaits éventuels de ma participation. On a répondu à toutes mes questions à mon entière satisfaction. J'ai disposé de suffisamment de temps pour réfléchir à ma décision de participer ou non à cette recherche. Je comprends que ma participation est entièrement volontaire et que je peux décider de me retirer en tout temps, sans aucun préjudice.

Consentement du/de la participant/e aux mentions de ses nom et prénom dans des travaux issus de la présente recherche (NB : le/la participant/e peut consentir à participer mais ne pas consentir à être identifié(e)).

Je, _____, accepte que mes nom et prénom soient mentionnés dans les travaux produits à l'issue de la recherche intitulée « Le rôle des fonctionnaires dans l'élaboration de la Convention sur la diversité culturelle de l'UNESCO (1999-2005) ».

OUI _____ NON _____

Participant/participante :	Chercheur/chercheuse :
Signature :	Signature :
Nom :	Nom :
Date :	Date :

ANNEXE C

GRILLE D'ENTRETIEN

Nom de la personne interviewée :

Date, lieu et modalité de l'entretien :

Par Emmanuelle Coutu, étudiante à la maîtrise en communication sociale, Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR). Courriel : emmanuelle.coutu@uqtr.ca

INTRODUCTION

Je m'intéresse à la contribution des acteurs politiques canadiens dans l'élaboration de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de l'UNESCO, plus précisément au travail réalisé par les fonctionnaires des paliers provincial québécois et fédéral entre 1998 et 2005. Afin de documenter cette contribution, j'ai regroupé mes questions en trois volets. Je souhaite d'abord connaître le parcours professionnel et l'expertise acquise dans ce dossier, ensuite répertorier les modalités mises en place pour le processus d'élaboration. Comme dernier volet, j'aborderai les suites de l'adoption de la Convention en 2005.

A – PARCOURS PROFESSIONNEL ET EXPERTISE

1. Coordonnées

a) Nom du ministère et lieu :

b) Ancienneté :

c) Changement de ministère?

d) Expérience et formation

2. Activités professionnelles

a) En quoi consiste votre travail comme fonctionnaire (activités) :

Recherche et documentation (SVP précisez les thèmes couverts)

Publication (SVP précisez les supports. Ex. : site Web des ministères, colloques, dépliants, ouvrages, revues scientifiques, etc.)

Réseautage (SVP précisez avec qui)

Promotion (SVP précisez les supports Ex. : dans les journaux nationaux)

Autre (SVP précisez)

b) Laquelle de ces activités vous paraît la plus importante? Pourquoi?

3. Entre 1998 et 2005, qui ont été vos principaux collaborateurs dans le projet de Convention? (SVP précisez les catégories professionnelles auxquelles ceux-ci sont rattachés.)

Fonctionnaires de votre ministère, d'un autre ministère canadien/provincial (lesquels?)

Ministères de la culture d'autres pays/du commerce international d'autres pays

Chercheurs et experts (SVP précisez : juriste, spécialiste des communications, politologue, etc.)

Associations de producteurs, radiodiffuseurs/à titre individuel

Associations d'artistes, interprètes/à titre individuel

Associations syndicales (SVP précisez le secteur)

Citoyens

Autre?

B – MODALITÉS MISES EN PLACE (entre 1998 et 2005)

4. De 1998 à 2005, dans quels termes décririez-vous le processus d'élaboration de la Convention sur la diversité culturelle de l'UNESCO?

5. J'ai noté dans mes lectures que le projet de Convention est passé du ministère des Affaires étrangères et du commerce international au ministère du Patrimoine Canadien. Est-ce une pratique courante?

6. Selon vous, quels sont les éléments qui ont facilité le travail sur le projet de Convention sur la diversité culturelle? En opposition, quels obstacles avez-vous rencontrés tout au long du processus de travail?

7. Dans l'ensemble de vos responsabilités, quelle place occupait le dossier de la Convention?

8. Le fait de devoir travailler avec des acteurs d'autres ministères, d'autres paliers politiques ou d'autres pays a-t-il présenté des avantages/des désavantages particuliers? Lesquels?

9. Quels ont été les moyens mis à votre disposition pour faire le suivi auprès des personnes concernées et faire avancer le projet de la Convention?

C – LES SUITES DE L'ADOPTION DE LA CONVENTION

10. Quatre ans après son entrée en vigueur, quelle importance accordez-vous à la Convention sur la diversité culturelle?

11. Les politiques culturelles canadiennes adoptées depuis l'entrée en vigueur de la Convention en 2005 vous semblent-elles cohérentes avec l'esprit de la Convention?

12. L'Union européenne et le Canada ont entamé des négociations portant sur un accord commercial et certains font valoir la nécessité d'y associer une clause d'exemption culturelle. Selon vous, doit-on y voir l'influence de la Convention?

13. Que pensez-vous du fait que les États-Unis n'aient toujours pas ratifié la Convention?

14. En ce qui a trait à la protection et à la promotion de la diversité culturelle, estimez-vous que la situation au Canada est meilleure, moins bonne ou semblable à ce qui se passe dans le reste de l'Amérique du Nord? En Amérique du Sud? En Europe? Ailleurs dans le monde (selon votre expérience)?

À quoi voyez-vous cela?

15. Souhaiteriez-vous aborder d'autres éléments que j'aurais pu négliger et qui vous paraissent importants pour rendre témoignage de votre travail?

Merci.

EC

ANNEXE D

LISTE DES PERSONNES INTERVIEWÉES

Ces personnes ont participé à l'élaboration de la Convention entre 1998 et 2005. Veuillez noter que le poste correspond à celui que l'interviewé occupait pendant la période ciblée. Il est donc possible que les personnes interviewées occupent des postes différents aujourd'hui.

Atkinson, Dave (Responsable du Secrétariat de la diversité culturelle, MCC)

Beauchamp, Line (Ministre de la Culture du Québec, MCC)

Bernier, Ivan (Juriste, professeur émérite à la Faculté de Droit de l'Université Laval, membre du SAGIT et expert indépendant à l'UNESCO)

Cantin, Hélène (Fonctionnaire, MCC)

Cardinal, Laurent (Directeur, MDEIE)

Curzi, Pierre (Coprésident de la CDC)

De Santis, Heather (Fonctionnaire, PC)

Dorval, André (Directeur, MCC et coordonnateur gouvernemental)

Dubinski, David (Fonctionnaire, PC)

Foote, John (Fonctionnaire, PC)

Grandmont, Gérald (Sous-ministre adjoint, MCC)

Grant, Peter S. (Avocat, membre du SAGIT)

Malavoy, Marie (Coprésidente du Groupe de travail franco-québécois sur la diversité culturelle)

Mark, Janette (Fonctionnaire, PC)

Motzney, Barbara (Directrice des Relations internationales, PC)

Paquette, Jacques (Sous-ministre adjoint, PC, chef de la Délégation canadienne à l'UNESCO)

Théberge, Nathalie (Fonctionnaire, PC)

Théroux, Éric (Juriste, MRI)

Thivierge, Claire (Fonctionnaire, MRI)

Wilczynski, Artur (Directeur PC, rapporteur à l'UNESCO)